Parti Socialiste
Convention nationale extraordinaire d'Alfortville
Samedi 12 janvier 1980

Sommaire

Le président (Joseph Franceschi) 1
Paulette Nevoux (Fédération du Val-de-Marne) 2
Paul Quilès (Secrétariat à l'organisation et aux fédérations) 4
Jean-Pierre Chevènement 5
Ange Pantaloni (Fédération de Corse du Sud) 11
Louis Le Pensec 13
Patrick Weil 18
Sandini 20
Jean Le Garrec 22
Jean Poperen 25
Gilles Martinet 30
François 33
Jacques Attali 36
Perrieux 40
Véronique Neiertz (Fédération des Yvelines) 42
Christian Pierret 46
Paul Quilès 49
Guy Poirier 55
Louis Mermaz 57
Luc Soubré 60
Bernard Derosier (Nord) 62
Annette Chépy 63
Pierre Bérégovoy 65
Siméon Salpétrier 66
Jean-Pierre Cot 67
Charles Hernu 71
Marie-Noëlle Lienemann 72
Legrand 74
Marc Wolf 75
Georges Sutra 77

La séance est ouverte sous la présidence de Joseph Franceschi.

Le président (Joseph Franceschi)

Camarades, voulez-vous prendre place, s'il vous plait.
Chers camarades, c'est au complexe sportif Léo Lagrange, jouxtant le C.E.S. Léon Blum, deux des dernières réalisations de la municipalité Socialiste d'Alfortville, que se tient la Convention extraordinaire sur le "projet Socialiste".

Fondation Jean-Jaurès

Au nom de la municipalité, au nom de la section d'Alfortville, au nom de toute la population de la cité qui, depuis sa fondation, n'a jamais eu que des municipalités de Gauche, je vous adresse à tous nos chaleureux souhaits de bienvenue.
(Applaudissements)
Le personnel municipal, les militants de la section se sont dépensés sans compter pour vous apporter, en liaison avec le service administratif du Parti, animé par nos camarades : Béatrice Mare, Madeleine Darbelle, Lucien Gérondeau et son équipe sono et décoration, la meilleure organisation matérielle possible. (Applaudissements)
Qu'ils trouvent ici l'expression de nos plus vifs remerciements !
Alfortville est fière d'être mêlée une fois de plus si intimement à l'histoire du Socialisme.
Que le travail de ces journées témoigne du rassemblement des Socialistes, nous apporte le meilleur instrument de notre combat et nous permette de porter très loin nos espérances et celles de tout le peuple de France. (Applaudissements)
Je passe la parole à Paulette Nevoux, Secrétaire fédérale du Val-de-Marne.

Paulette Nevoux (Fédération du Val-de-Marne)

Chers camarades, la fédération du Val-de-Marne est heureuse de vous accueillir à Alfortville et elle souhaite que cette Convention se déroule dans les meilleures conditions.
Vous êtes ici dans la proche banlieue de Paris et, malheureusement il vous sera difficile d'apprécier dans ces cités et ces villes du Val-de-Marne, un paysage ou un bout de campagne. Les bords de Marne même sont moins accueillants qu'ils le furent mais je sais aussi que nos travaux occuperont largement ces deux jours et que vous n'aurez pas le temps d'apprécier les réalités val-de-marnaises.
Quelques mots tout de même sur ce département important puisqu'il compte 1.240.000 habitants, répartis sur 47 communes.
Peu d'implantations industrielles, très souvent le lieu de travail, c'est Paris, et nos villes sont souvent ce que l'on appelle des «cités dortoirs»
Les transports représentent un point crucial de la vie de banlieue. Même si un effort a été fait pour amener le métro à Créteil et à Boissy, ce sont environ trois heures de transport par jour pour chacun dans des métros ou des trains bondés, c'est récupérer les enfants tard le soir, c'est faire des courses à la hâte, avant que les magasins ne ferment, c'est se retrouver fatigué.
En banlieue, une fois rentrés chez eux, les gens ne ressortant pas facilement.
Vous pourriez imaginer que, si près de Paris, nous pourrions bénéficier de tous les avantages culturels et artistiques de la capitale... c'est vrai, nous avons tout cela à quelques kilomètres, à quelques kilomètres de nous, mais il est important et primordial de développer aussi la vie culturelle dans nos communes.
A Créteil, la plus importante des municipalités Socialistes de la région parisienne, gagnée en 1977, que vous, camarades de province, jugeriez inhumains, eh bien, malgré un très lourd héritage de la Droite, il y a aujourd'hui 10 équipements socioculturels, c'est-à-dire une Maison des Arts d'une

importance nationale, la 2ème de France, après Grenoble, par l'importance de son équipement, et la 2ème scène de France, après l'Opéra : 5 Maisons de Jeunes et de la Culture, 2 centres sociaux, 1 école nationale de musique.
Un exemple aussi de ce qu'ont fait les Socialistes à Créteil : création d'un atelier public d'organisme.
On a permis ainsi de faire travailler la population, en particulier les associations, à certains projets d'urbanisme et d'architecture dans les différents quartiers de la Ville.
Nous connaissons aussi le souci constant du député-maire d'Alfortville, Joseph Franceschi en ce qui concerne le 3ème âge : il y a 7 résidences du 3ème âge.
Vous êtes dans un département où le Parti Communiste est très implanté, avec des personnalités non négligeables, comme Georges Marchais et Charles Fiterman.
Sur 8 députés, 1 Socialiste, Joseph Franceschi, notre hôte aujourd'hui, 4 Communistes.
Jusqu'aux municipales de 1977, face au P.C., on trouvait quelques villes où le Parti Socialiste avait une implantation solide et de longue date, telles que l'Haÿ-les-Roses, Cachan, Alfortville.
Sur 47 communes, 17 sont aux mains du P.C., 8 aux mains du P.S. ; nous avons 354 Conseillers municipaux Socialistes.
Au Conseil Général, les Socialistes ont doublé leur nombre en 1976 ; la Gauche est majoritaire depuis 1976, avec un Parti Communiste qui compte 17 Conseillers généraux, et 1 Parti Socialiste qui en compte 7.
Enfin, 1 sénateur Socialiste, Jacques Carat, maire de Cachan.
Ce sont là des réalités non négligeables pour nous, Socialistes.
Mes chers camarades, je ne veux pas empiéter sur le sujet qui nous réunit aujourd'hui, c'est-à-dire le "projet Socialiste". Permettez-moi toutefois de souhaiter que ce projet soit un élément d'unité du Parti afin qu'il puisse aborder avec la plus grande efficacité les étapes difficiles qui s'annoncent, qu'il soit un élément de la dynamique de notre combat.
J'en terminerai en vous signalant que la fédération du Val-de-Marne avait la charge d'assurer l'hébergement et l'accueil des Délégués, qu'elle a essayé de remplir cette tâche du mieux possible, soit dans les centres d'hébergement, soit chez les militants, puisque nous avions fait un appel. J'en profite pour remercier en votre nom les camarades, tous les militants du Val-de-Marne et, en particulier, les 2 camarades permanentes de la fédération, Claude Muller et Michèle Colman qui, en plus de tout leur travail qu'elles ont à la fédération, ont pris ces problèmes en charge, avec tout ce que cela comporte de situations particulières de la part des délégués.
Il faut remercier aussi Alfortville de nous accueillir aujourd'hui, qui, par l'apport de ses élus, d'une part et, d'autre part, de son importante section, a fait qu'aujourd'hui toutes les conditions sont réunies pour travailler ensemble.
(Applaudissements)

Le président - J'informe la Commission de Tri que celle-ci se réunit dans la salle

Fondation Jean-Jaurès

du 1er étage au COSEC.
Je passe la parole à Paul Quilès, Secrétaire national à l'organisation et aux fédérations, qui va vous informer du déroulement de la Convention.

Paul Quilès (Secrétariat à l'organisation et aux fédérations)

Chers camarades, dans ce débat difficile sur le «projet», je crois que nous pouvons nous féliciter du travail considérable fait notamment dans la dernière période de préparation par l'ensemble du Parti, militants et responsables de la section et de nos fédérations.
Cette Convention extraordinaire, c'est l'aboutissement démocratique de ce travail. Ce n'est pas une chambre d'enregistrement, je le dis dès le début, de cette Convention, afin que les choses soient claires.
Les quelque 500 Délégués rassemblés aujourd'hui et demain à Alfortville vont travailler pendant deux jours pour débattre sur ce texte, pour l'amender et en faire un texte fondamental de notre Parti, expression de la volonté de l'ensemble des militants du Parti Socialiste.
C'est dans cet esprit que nous avons élargi la représentation des fédérations aux dimensions de cette Convention, à la véritable dimension d'un Congrès.
C'est dans cet esprit que nous avons organisé le travail de nos 2 journées, afin que, notamment, puisse s'instaurer un large débat. Nous aurons près de huit heures de discussion ; il y aura ce soir 5 forums qui seront organisés, sur les 5 thèmes principaux du projet.
Cette organisation devrait permettre également un travail approfondi sur les nombreux amendements proposés par les fédérations. Il semble, à l'heure qu'il est, qu'il y en ait près de 500, amendements qui témoignent de la richesse des débats dans nos sections et dans nos fédérations.
D'ores et déjà, un groupe de tri, de 10 camarades désignés à la proportionnelle, fonctionne pour trier ces amendements.
Dès ce soir, 5 groupes de camarades, désignés aussi à la proportionnelle, vont débattre des amendements correspondant aux 5 thèmes, les classer et les transmettre aux 5 forums qui se réuniront dans la soirée.
La Commission des résolutions se réunira pour se saisir de ces amendements, se saisir du travail des forums, dès ce soir, vers 23 heures.
Le débat général continuera demain matin et demain en début d'après-midi sera présenté le rapport de la Commission des résolutions. Les textes émanant de cette Commission seront alors discutés et soumis au vote de cette Convention.
Voilà, chers camarades, les dispositions élaborées avec soin des dispositions peut-être un peu complexes, mais je crois que la démocratie, contrairement à une idée fausse, bien trop souvent répandue, est une chose difficile qui prend du temps et qui exige une volonté opiniâtre.
Chers camarades, j'espère que ces dispositions permettront en tout cas un travail fructueux, un débat aussi approfondi que possible, aussi serein que possible.
Je suis sûr, en tout cas, d'exprimer dans ce vœu l'espoir des militants de notre Parti.
(Applaudissements)

Le président - Avant de passer la parole à Jean-Pierre Chevènement, je voudrais demander à tous les camarades qui désirent intervenir dans le débat de bien vouloir venir déposer à la tribune leur nom et le courant auquel ils appartiennent. Une Commission fixera l'ordre et le déroulement de celles-ci, après avoir recueilli les noms des camarades désirant intervenir.
Par conséquent, la discussion est ouverte. Les camarades qui veulent intervenir pouvant déposer à la tribune leur nom et le courant auquel ils appartiennent.
Je passe la parole à Jean-Pierre Chevènement.

Jean-Pierre Chevènement

Chers camarades, le projet Socialiste n'a pas choisi la facilité. Le débat d'idée est souvent présenté comme rebutant et vous le savez la société bourgeoise, parce qu'elle craint la lumière, n'aime pas les débats politiques de fond ; elle préfère offrir au peuple le cirque et le jeu.
Nous avons pourtant la faiblesse de croire que ce texte dense et difficile représente un moment important, un moment fort dans la vie de notre Parti. Lancé en avril 1978 sur l'initiative de François Mitterrand, l'entreprise du projet Socialiste s'inscrit en effet dans la continuité ; continuité d'une volonté affirmée au Congrès d'Epinay, il y aura bientôt dix ans, explicitée tout aussitôt à travers le programme Socialiste de Suresnes de mars 1972 et dans le programme commun conclu trois mois plus tard, enrichie au plan idéologique par l'adoption des 15 thèses sur l'autogestion en 1975 réaffirmée solennellement lors de notre dernier Congrès de Metz.
Cette continuité est celle d'une volonté qui assigne à notre Parti la mission d'ouvrir la voie au Socialisme dans notre pays, pour la première fois dans l'histoire, au cœur même du capitalisme avancé.
Le projet reste donc fidèle à la logique du programme Socialiste et du programme commun de gouvernement. Il implique l'union de la Gauche, mais il est aussi un moyen pour obliger le Parti Communiste à y revenir le jour venu ; alors que le Parti Communiste n'a plus de projet, le nôtre est le seul projet historique qui puisse rassembler toute la Gauche.
Je l'ai dit, il s'inscrit dans la durée ; il vise à prendre une vue perspective des 10 ou 15 années qui sont devant nous. Il exprime un dessein ; il sera à la fois, si vous le voulez bien, un document de référence, un outil de formation pour les militants et pour ceux qui aspirent à l'extérieur à mieux nous connaître. Il constituera un cadre d'analyse unifiant le Parti et l'ébauche d'un programme - je pense en particulier à la 3ème partie : "agir".
Enfin, comme l'a dit François Mitterrand, il sera la plate-forme de notre candidat à l'élection présidentielle de 1981. C'est dire que ce document a l'ambition de marquer l'avenir du Parti et celui du pays dans la mesure où naturellement, il reflétera votre volonté.
Le document que nous allons adopter est le fruit d'une longue élaboration. Il a fallu près de dix huit mois d'un débat presque continu et quelquefois difficile passionné même pour parvenir au stade actuel du texte. Celui-ci concrétise sur

Fondation Jean-Jaurès

l'ensemble des sujets ou à peu près les choix effectués au Congrès de Metz, et il ne serait pas honnête de ne pas relever que ces choix effectués démocratiquement par les militants ont marqué un moment important de l'élaboration du projet Socialiste, entre l'envoi des 217 questions aux militants et le texte qu'il vous revient d'adopter au court de ces deux journées.
Je dirai que tous les thèmes abordés par le questionnaire se retrouvent dans le texte du projet, dans le texte actuel élaboré sous la responsabilité politique des organes dirigeants du Parti. Je rappellerai que le canevas du texte que vous avez entre les mains a été approuvé par la Convention Socialiste de juin 1979, que les orientations fondamentales ont été adoptées par le Comité directeur du 29 septembre, que le texte définitif l'a été par la Commission du projet et le Bureau exécutif unanime le 24 octobre dernier.
Après l'ultime mise en forme, les sections en ont débattu en y consacrant de nombreuses réunions. Les Conventions fédérales, enfin, l'ont adopté sous des formes différentes dans la dernière semaine ; plusieurs centaines d'amendements vont être soumis à la Commission des résolutions après avoir été débattu en séance plénière et au cours des 5 forums prévus ce soir.
Je ne vais pas résumer le projet ni le reprendre. Je voudrais simplement, chers camarades, en situer devant vous le sens, la logique, la cohérence.
Notre pays est dans une crise profonde, sociale, économique, morale, politique. Il doute de lui-même. Les travailleurs, malgré une combativité inentamée comme en ont témoigné, cet automne, de récents conflits, en particulier celui d'Alsthom, les travailleurs sont écrasés par une politique de chômage, de démobilisation et de désespérance. Notre projet a pour but de desserrer l'étau, de dessiner une issue Socialiste à la crise actuelle. Il entend ouvrir une perspective de libération à tous ceux qui luttent et qui refusent l'asservissement.
Libération, asservissement, ce sont les deux projets aux prises dans notre société, les deux maîtres-mots.
Asservissement, c'est le projet de la bourgeoisie.
Pour préserver une société de classe, pour maintenir à tout prix ses privilèges, la bourgeoisie française inscrit l'avenir du pays dans le cadre d'une division internationale du travail, modelée par les firmes multinationales. Elle réduit peu à peu notre pays à un atelier de sous-traitance du capitalisme multinational et présente cet avenir comme inéluctable.
Face à la crise qui traduit la volonté du capitalisme de retrouver son taux de profit, et d'instituer de nouveaux modes de régulation politique à l'échelle mondiale, il n'y aurait donc plus pour la France d'autre issue qu'un chômage de croisière à 2 millions de personnes, une société éclatée, la perte de son indépendance, une démocratie vidée de tout contenu réel, une vie malheureuse.
L'asservissement économique débouche en effet sur l'asservissement politique. Le capitalisme fait de moins en moins bon ménage avec la démocratie. On peut dire que de plus en plus il met un embargo sur la démocratie à travers un contrôle social de plus en plus sophistiqué et l'avènement qui se devine, jour après jour, d'un nouvel ordre intérieur.
Asservissement politique ; asservissement idéologique et culturel. C'est

l'idéologie de la crise, faite de repli sur soi, de fuite dans l'irrationnel, de démission, de dénigrement, de l'engagement syndical et politique.
C'est aussi l'uniformisation et l'homogénéisation de la vie culturelle sous l'emprise de modes venues d'Outre Atlantique et s'inscrivant toutes dans le cadre de l'idéologie dominante.
Asservissement national, enfin. La bourgeoisie française n'imagine pas d'autre avenir à notre pays que celui de son insertion toujours plus poussée dans le dispositif militaire et par voie de conséquence, diplomatique et politique du bloc capitaliste dominé par les Etats-Unis d'Amérique.
Si le projet de la bourgeoisie est un projet d'asservissement, le projet du Socialisme c'est l'envers, c'est un projet de libération sociale, culturelle, économique, politique, nationale et internationale.
Le projet Socialiste approfondit la voie de l'autogestion. Non, il n'est pas vrai, comme je l'ai lu, que le projet ait besoin de voir son caractère autogestionnaire renforcé. Le projet Socialiste vise au contraire à fonder l'autogestion sur des bases solides. Il entend en faire l'instrument de la libération des travailleurs et non un gadget à la mode. Ceci explique la dimension pédagogique du projet : comprendre, vouloir, agir.
Comprendre, d'abord, car on ne peut pas transformer une société qu'on n'a pas fait l'effort de comprendre au préalable.
Notre projet donne donc une définition moderne de la laïcité dans l'énoncé d'un rationalisme social qui intègre l'apport du marxisme, mais n'entend pas légiférer sur le destin ultime de l'homme. Cette volonté de comprendre fonde la responsabilité de l'homme sans laquelle il n'y a pas, selon nous, de véritable autogestion. L'autogestion n'est pas la faculté de dire et de faire n'importe quoi ; elle implique la reconnaissance du réel, la capacité à se situer, la capacité de comprendre la confiance en l'homme et en ses possibilités créatrices. Rien d'étonnant par conséquent à ce que le projet porte haut les valeurs de la connaissance, et d'abord une conception non dogmatique de la science, le goût du sens critique et de l'effort intellectuel, le refus de tous les dogmes.
Le projet Socialiste met donc l'accent sur la nécessité de la lutte dite des temps, de la société où nous vivons. Dans une société où l'idéologie dominante comme le disait déjà Marx, est, par la force des choses, celle de la classe dominante. Lutte d'idée nécessaire contre l'irrationalisme moderne qui est la tendance culturelle dominante depuis la fin du 19ème siècle dans la période historique qui est celle du capitalisme mûr, du capitalisme avancé.
Oui, il y a une idéologie de la crise qui emprunte des formes diverses et qui doit être combattue, quelles que soient ses formes.
Le projet ne met pas seulement en avant les valeurs de la connaissance. Il indique quels sont les moyens de la responsabilité. Celle-ci, passera par l'octroi de nouveaux droits et d'abord aux travailleurs. Non, ce n'est pas une conception restrictive de l'autogestion, comme je l'ai lu dans un journal du soir, que de dire que l'autogestion doit d'abord se marquer dans le travail, sur les lieux de travail, et c'était le sens que nous donnions à l'autogestion déjà dans le projet Socialiste de 1972.

Nous n'avons pas changé. Nous pensons que l'autogestion s'applique d'abord aux classes sociales exploitées, que c'est la remettre sur ses pieds et éviter qu'elle ne soit plus ou moins subtilement dévoyée par ceux qui derrière Henri Lepage, voudraient réduire cette autogestion à une recette, à une technique pour aménager le capitalisme moderne ou qui tout simplement voudraient la confisquer au profit de certaines couches moyennes qui prétendent réformer la société contre le capitalisme en préservant leur valeur et leur indépendance vis à vis de la classe ouvrière et de la majorité de notre peuple. Je cite là le texte du projet.

L'autogestion s'applique donc aux rapports de production et doit s'étendre à tous les rapports sociaux, d'abord dans la cité, mais l'ordre à son importance. Nouveaux moyens de responsabilité, nouveaux moyens de connaissance. Tout cela est parfaitement cohérent. C'est l'école, c'est le système de l'information, c'est la culture, c'est la conception offensive de l'éducation, c'est l'idée d'un service public pluraliste, de l'information. C'est l'affirmation du droit et de la capacité de chacun à la création.

Moyen de libération culturelle et sociale, le projet Socialiste tend aussi à l'instauration d'une nouvelle logique de développement. Il refuse la logique du profit. Il refuse la société éclatée en deux secteurs : d'un coté, le secteur compétitif, celui des grandes entreprises affrontées à la concurrence internationale, intégrées à l'espace du capitalisme mondial, et, de l'autre, un secteur protégé plus ou moins, constitué de chômeurs, de travailleurs précaires, de semi-bénévoles, réserve de nouveaux sauvages à demi-subventionnés.

Le projet Socialiste affirme au contraire comme première priorité le droit à l'emploi pour chacun. Il affirme, la nécessité d'une société solidaire, d'une société où les conditions de travail seront transformées, où la réduction de le durée du travail sera la base d'une nouvelle culture, où les différences d'âge et de sexe ne seront plus un obstacle à la communication et à la fraternité.

Oui, c'est bien une France différente dont nous voulons dessiner l'image.

C'est pourquoi notre projet implique aussi une nouvelle logique économique. Par rapport à la logique de Giscard et de Barre, notre projet met l'accent sur la volonté, et par conséquent sur le plan qui permet de s'organiser, face aux tendances de la division internationale du travail capitaliste.

Notre projet met l'accent sur les transformations nécessaires de structures, sur l'investissement, et par conséquent sur l'épargne, et sur les moyens qui permettront de mobiliser l'épargne qui existe dans notre pays, que ce soit l'indexation ou la détaxation à l'impôt sur le revenu, qu'il s'agisse de la lutte contre la spéculation et contrôle le détournement de l'épargne, auquel nous assistons aujourd'hui.

Le projet affirme le primat de l'industrie, la nécessité de valoriser l'atout exceptionnel que constitue l'agriculture française, l'importance de la recherche, la nécessité de transformer en profondeur le système énergétique français pour rendre notre pays moins dépendant qu'il ne l'est.

Ce projet, chers camarades, j'y insiste, est un projet qui a une cohérence d'ensemble, une logique, et cette logique n'est pas seulement une logique

interne, c'est aussi une logique extérieure. C'est un projet qui est à la fois un projet de libération nationale et internationale.
Il est beaucoup parlé d'indépendance nationale et celle-ci n'est rien d'autre, chers camarades, que la liberté d'action pour la France de choisir librement son avenir et sa forme de société.
Le projet définit un espace de liberté, à conquérir sur la logique des blocs.
L'indépendance nationale n'est pas pour nous une fin en soi, elle est le moyen d'un nouvel internationalisme, d'une France opérant un retournement stratégique vers le tiers-monde, faisant de la recherche de sa propre indépendance le moyen de celle plus large de l'Europe et du monde tout entier.
Le projet contient donc une analyse sans complaisance, vous l'avez vu, de la nature des pays de l'Est. Cette analyse, nous a valu quelques polémiques dans l'hebdomadaire soviétique "Temps Nouveaux". Nous avons appliqué à l'U.R.S.S. le qualificatif d'expansionniste et d'hégémonisme, en distinguant à des fins d'explication, à des fins pédagogiques la politique de grande puissance de l'U.R.S.S. du phénomène classique de l'impérialisme fonde sur l'exploitation des capitaux et l'extorsion de la plus-value à l'échelle internationale.
Je crois que nous avons bien fait, et de ce point de vue les événements d'Afghanistan confirment notre analyse, et ne la remettent pas en cause.
J'en dirai autant des positions de Georges Marchais. Si vous avez regardé la télévision hier, vous trouverez aussi dans le projet Socialiste un passage qui indique à quel point nos camarades Communistes ont de la peine à voir la vie internationale autrement qu'à travers les critères et les valeurs des représentations qui sont celles des Soviétiques.
Ayant fait l'analyse idéologique des pays de l'Est et de l'U.R.S.S., nous avons tenu à distinguer la nature des rapports que nous entendons entretenir aussi bien avec le Parti Communiste d'Union soviétique qu'avec l'Union soviétique elle-même. Rapports de parti à parti, rapports d'état à état, pour fonder sur des bases solides la détente, la coopération, la paix en Europe qui sont dans l'intérêt français bien compris et dans l'intérêt de notre continent.
Voilà le projet Socialiste, chers camarades.
Parce qu'il est un projet de libération, il est aussi d'abord un appel à la résistance. Je l'ai déjà dit, l'idéologie dominante est celle de la classe dominante, et comme aucune autre société dans le passé, notre société saturée par les moyens modernes de l'information n'a jamais à ce point "marché à la communication", pour reprendre une expression de Régis Debray.
La lutte d'idées est donc une dimension nécessaire du combat Socialiste.
Regardez autour de vous : croyez-vous que la bourgeoisie ne pense pas globalement qu'elle n'a pas une vue d'ensemble des choses ? Lisez les mémoires de Kissinger, voyez Brejinski, renseignez-vous sur la Commission trilatérale. N'hésitons pas, nous, Socialistes, à prendre une vue globale des choses, n'ayons pas peur de prendre de la hauteur.
Notre rôle en effet est de fournir un débouché politique global aux luttes des travailleurs, et dans cette lutte il est vrai que notre projet s'enracine dans certaines valeurs, valeurs de la démocratie chaque jour mises en cause et rejetées

au rayon des vieilles luttes, comme si l'égalité n'était pas toujours une idée neuve, comme si les libertés n'étaient pas à défendre pied à pied et à redéfinir, comme si la responsabilité ne devait pas être fondée à nouveau, comme si face à la disqualification et à la crise du travail, au moment où celui-ci fait d'ailleurs de plus en plus défaut, il n'était pas nécessaire de retrouver le sens de la création individuelle et collective, comme si face à la société où nous vivons, qu'on veut façonner sans mémoire, pour en faire une société sans histoire, il ne convenait pas au contraire de ressusciter la mémoire enfouie du peuple pour redonner un sens à l'action collective dans la durée historique, et d'abord à celle de la France.

J'ai lu quelque part que le projet était nationaliste. Chers camarades, je plains ceux qui ne s'enracinent pas dans un passé, qui ne perçoivent pas, comme Jaurès l'avait décrit, qu'un peu d'internationalisme éloigne de la patrie, et que beaucoup y ramène.

La vérité, chers camarades, est que notre pays placé où il est, au cœur de l'Europe, avec les atouts que lui donnent l'histoire, la géographie, sa culture, son indépendance, peut jouer, s'il en a l'ardente volonté, un rôle décisif dans la construction du monde libéré.

Là est le vrai défi, la grande affaire qui devrait et pourrait soulever encore une fois notre peuple au-dessus de lui-même.

Je vais maintenant conclure, chers camarades. Il n'est pas vrai que le projet Socialiste soit un document tactique, bien qu'on puisse comme toute chose en ce bas monde l'utiliser tactiquement. C'est un document stratégique. Il doit servir l'intérêt du Socialisme en France dans les années 80, et non flatter la mode. Un projet de rupture ne sera jamais à la mode, sauf bien entendu dans la société qui suit.

Notre projet est difficile, il est encore peu connu à l'extérieur du Parti ou s'il l'est, il l'est plutôt par les critiques, émanant souvent de camarades se situant à la périphérie du Parti, et faisant ainsi peu d'honneur à l'intelligence des dirigeants qui à l'unanimité l'ont approuvé !

C'est un projet difficile d'accès, certainement, parce que comprendre une société complexe, encore une fois, c'est difficile. Mais sachons que la sécheresse d'esprit préfigure presque toujours la passivité dans l'événement, et qu'il n'y a pas de grande action, encore moins Socialiste, qui ne puise à la source de la pensée.

Ce texte, chers camarades, a sa cohérence. On peut n'être pas d'accord, on peut l'attaquer, on doit l'attaquer si on n'est pas d'accord. Mais il ne faut pas attaquer la forme quand en n'est pas d'accord sur le fond.

Certains ont pu trouver le texte provocant. Pour ce qui me concerne, et si je peux me permettre maintenant une confidence personnelle, j'ai surtout souhaité provoquer la réflexion.

Apres tout, si j'avais aidé à faire en sorte que certaines idées à la mode soient passées au crible d'un doute méthodique, je ne serais pas trop mécontent du résultat !

Au total, chers camarades, et pour finir, ce projet, le projet du Socialisme pour la

France dans les années 80, ne vivra, soyez-en sûrs, que s'il rencontre une volonté, votre volonté, et au-delà celle des travailleurs. Nul ne cédera à l'idéalisme philosophique en pensant que le Parti Socialiste serait transformé par la seule vertu de l'adoption d'un texte. Il restera à le populariser. Christiane Mora fera après la Commission des résolutions un rapport sur les conditions de sa popularisation.
Il faudra surtout que ce projet devienne l'affaire des travailleurs, l'affaire de notre peuple. Pour avoir vécu moi-même au jour le jour pendant deux mois le conflit de l'Alsthom, je peux témoigner, et François Mitterrand qui a visité l'usine occupée peut le faire avec moi, que la volonté de résistance, et par conséquent l'aspiration à la libération vivent dans les profondeurs de notre peuple. Comptez sur leurs propres forces, tel est aujourd'hui, du fait de la politique suivie par la direction du Parti Communiste, le lot des militants Socialistes. C'est là, chers camarades, un sort enviable, si nous avons la certitude enracinée au cœur que notre combat est juste, et qu'il est le seul qui vaille.
(Applaudissements)

Le président - Avant d'ouvrir la discussion générale, je voudrais donner deux informations.
La Commission de vérification des mandats se réunit immédiatement derrière la tribune. Je demande aux camarades de s'y rendre le plus rapidement possible.
Il est urgent que les membres des groupes d'examen des amendements se réunissent au premier étage tout de suite, pour engager le tri et la préparation des forums.
Je demande aux camarades qui ont été désignés de bien vouloir rejoindre les salles que je viens d'indiquer.
Camarades, je vous demande d'être assez gentils pour observer une meilleure discipline. Il est indispensable que cesse le va-et-vient dans la salle et que vous vous asseyez immédiatement. Nous devons pouvoir écouter les orateurs en silence.
(Applaudissements)
Je donne la parole à notre camarade Pantaloni qui donnera des informations sur la Corse. Il est de la Corse du Sud.

Ange Pantaloni (Fédération de Corse du Sud)

Camarades, après l'affaire Boulin, après l'affaire des diamants de Bokassa, il y a plus grave encore : il y a l'affaire des polices parallèles.
Mais il n'y a pas eu d'affaire de diamants, il n'y a pas eu d'affaire Boulin, il ne peut pas y avoir d'affaire de barbouzes !
Camarades, les événements qui se sont déroulés et se déroulent encore ont déjà produit des victimes devant lesquelles nous nous inclinons.
Sur les méthodes employées par les autonomistes, nous avons dit notre désaccord. Sur les analyses de la situation globale de notre ville, et sur les options politiques, peu de chose nous rapproche de mouvements d'origine

Coll. Fondation Jean Jaurès

poujadiste, l'essentiel nous oppose. Ceci dit, il est de notre devoir de vous informer des faits que les médias ont transformés plus précisément orientés.
Selon eux, à l'origine des événements se trouve - je cite de mémoire - la prise de trois personnes en otage par des autonomistes corses. La réalité est tout autre : trois personnes, dont une notamment connue comme "barbouze", munies d'un arsenal de guerre, membres du S.A.C., du R.P.R. et de French, comme cela était connu par la suite, se sont rendues à Bastelica pour enlever ou abattre un militant autonomiste.
La peur de voir ces membres de polices parallèles être inquiétés par leurs pairs, pour le moins, la possibilité d'obtenir des aveux écrits ou oraux et leur diffusion par les médias, ont conduit le groupe autonomiste à se proposer de détenir ces barbouzes durant 48 heures, en présence d'officiers de police, de membres de la Justice, et de responsables préfectoraux, dans le but de tenir avec les membres du S.A.C. une conférence de presse, face aux grands organes nationaux, puis de les remettre à la justice pour qu'ils ne puissent être inquiétés, mais Jugés.
Répétons-le, malgré les mesures prises, nous n'approuvons pas ces méthodes, et la fédération de la Corse du sud n'est pas intervenue à ce moment là. Elle a réagi lorsque le Pouvoir giscardien a décidé l'envoi massif de forces de police, le bouclage militaire de Bastelica, l'empêchement fait à la presse d'exercer son métier, la demande du Préfet au maire de Bastelica de faire évacuer les femmes et les enfants, avant l'assaut, rappelant ainsi de lugubres souvenirs... En fait dès ce moment, et tout au long de ces événements, le comportement du Préfet de région, et au-delà, celui du ministre de l'Intérieur, du pouvoir giscardien, a visé à empêcher à quelque prix que ce soit, comme nous l'avons vu par la suite, que puisse être affirmée démontrer, l'existence de réseaux de polices parallèles, dans lesquels seraient impliqués de hauts fonctionnaires de l'administration de la police, de la Justice.
Foin des libertés démocratiques, foin de l'information, et même, foin de vies humaines, pourvu que soit évité le déballage !
Tout au long des événements, les pouvoirs publics ont falsifié l'information, dramatisé les faits, et conduit à l'affrontement et à l'issue tragique que l'on sait. Ils n'ont rien voulu faire pour aller vers l'apaisement et la conclusion pacifique de cette affaire : déclaration de Bonnet, renforcement du dispositif policier, venu de tireurs d'élite, refus par la Préfecture, répétés, à la délégation du Collectif des 44 organisations, de mener une mission de conciliation.
Ainsi, le pouvoir giscardien, dont la devise était "tout plutôt que la manifestation de la vérité sur l'existence et les méfaits de polices parallèles", le pouvoir politique porte l'entière, l'écrasante responsabilité des évènements tragiques qui se sont produits. Mais ces événements partiels ne sont que le révélateur, le résultat d'une situation faite à la Corse par le pouvoir politique de Droite, profondément lié au système capitaliste.
Si avant 1958 la Corse, éloignée des grandes voies de communication, peu peuplée, pauvre en matières premières, a été considérée comme une région périphérique et dont a subi les avantages qui en découlent pour elle en système capitaliste, elle a depuis cette date, pour des nécessités nationales - à savoir le

remplacement du vin d'Algérie, aux alentours de 1960, et nécessité d'entrées de devises étrangères liées au développement du loisir-marchandise - elle a connu une certaine expansion capitaliste.
En Corse, l'Etat, de plus en plus interventionniste, a dépensé, depuis 1958, des sommes énormes, mais ces investissements ont été réalisés au seul profit des grands viticulteurs de la Côte Orientale, venus d'Algérie, et des grosses sociétés touristiques nationales ou internationales : routes littorales, ports de plaisance, adductions d'eau, aéroport de Figari, desservent, enrichissent les entreprises agraires, touristiques qui voient l'augmentation de leur taux de profits, par le paiement sur capitaux publics d'équipements collectif à usage quasi privé.
Dans le même temps, l'agriculture traditionnelle est abandonnée, aucune formation professionnelle n'est assurée, aucun emploi industriel n'est créé, l'intérieur de l'île s'est désertifiée, l'exode vers le continent touchait chaque année près de 2.000 jeunes Corses, réduits à occuper des emplois subalternes, saisonniers, mal payés. La langue et la culture corse étaient bâillonnées et étouffées.
Aujourd'hui la Corse c'est encore le désert industriel. Le revenu familial moyen est inférieur de 32% au revenu familial moyen national. C'est le non-respect des Conventions collectives, c'est un petit patronat paternaliste et rétrograde.
La Corse, c'est l'absence d'une Université, d'un I.U.T., ce sont les entraves mises à l'enseignement, à la diffusion d'une langue et d'une culture originale ; c'est encore la fraude électorale, la présence constante de forces policières à usage répressif.
Camarades, si cette situation ne change pas, et elle ne peut pas changer fondamentalement, selon nous, elle ne peut changer fondamentalement que par la prise du pouvoir politique par l'union de la Gauche, il est à craindre que les mêmes causes produisant les mêmes effets nous n'ayons à connaître d'autres événements dramatiques, tragiques, en Corse.
Je voudrais terminer en vous disant que notre fédération en constante liaison avec le national, se félicite de notre action et du soutien apporté par la Direction nationale aux initiatives fédérales, soutient exprimé notamment par la venue de nos camarades Guy Berche, Christian Lorisert, Marcel Debarge; ces deux derniers, de retour d'Ajaccio, cet après-midi, s'exprimeront sur la mission qui leur a été confiée.
Nous vous informons enfin qu'une résolution sera soumise à la Convention nationale dans le courant de la journée, et nous vous demandons d'y apporter votre soutien.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Le Pensec.

Louis Le Pensec

Chers camarades, le projet Socialiste ne sera crédible que s'il sait réconcilier Socialisme et liberté. Les événements de ces derniers jours, tant sur le plan intérieur que sur le plan international, donnent à cette affirmation un relief

particulier. C'est là l'enjeu de la gestion de l'Etat et de la décentralisation.
Car les transformations que nous voulons sont autant d'ordre social qu'économique, que culturel, et les Socialistes se doivent de tirer toutes les conséquences des expériences historiques qui, au nom du Socialisme, ont débouché sur des formes variées de totalitarisme, par l'enchaînement logique du centralisme, de la bureaucratie. Qui ne voit pas que c'est la même logique qui conduit au colonialisme intérieur et à l'impérialisme, la même logique qui sous-entend le coup d'Etat au Chili, l'invasion de l'Afghanistan, l'intervention en Centrafrique, et les événements actuels en Corse.
Seule une décentralisation immédiatement engagée, et se développant hardiment, peut créer des espaces de liberté face à l'Etat, et rompre le cercle vicieux actuel, dans lequel les citoyens sont enfermés à son égard. Plus, ils protestent contre les résultats de son intervention, et plus ils lui demandent d'intervenir davantage. Or, cette dimension permanente de notre combat qu'est la décentralisation n'apparaît pas dans l'état actuel du texte avec la même importance dans chacune des trois parties.
Dans une première partie, je voudrais dire que pour "agir", pour la décentralisation, il faut d'abord comprendre la question de l'Etat. Or, la version actuelle de la première partie n'est pas acceptable, car la question de l'Etat n'y est abordée que pour les pays de l'Est. Doit-on en déduire qu'elle ne se poserait pas ailleurs réellement ou bien la dilution des pouvoirs étant un des thèmes du discours giscardien, devrions-nous dès lors nous méfier de la décentralisation ?
La seule manière, à nos yeux, de lever toutes ces ambiguïtés, c'est de remettre cette première partie sur pied en partant davantage des faits et moins de l'idéologie, et donc d'entrer dans la question de l'Etat, comme un des aspects essentiels de la crise actuelle. Contrairement à certaines idées reçues et qui se veulent de Gauche, c'est rester dans la fidélité vivante à Marx qui écrivait à 26 ans, "une critique de la philosophie de l'Etat de Engels" et qui reste la base de toute critique de la bureaucratie ; ne revenait-il pas longuement sur cette question à l'issue de la Commune de Paris ?
Comment pourrions nous oublier, chers camarades, en France, la force de la tradition monarchiste, jacobine, bonapartiste du centralisme ? Elle est de même nature que celle des pays de l'Est, même si elle s'y est manifestée autrement. C'est pourquoi il ne suffit pas à nos yeux, à l'inverse de ce que nous lisons page 23, pour conjurer la crainte que la victoire de la Gauche ne favorise l'évolution de la société vers un régime de type soviétique, de parler de pluralisme politique ou d'invoquer l'équilibre mondial.
L'état soviétique, état parti unique, envahit toute la société ; la différenciation entre les divers organes de l'Etat exécutifs, législatifs, judiciaires tend à disparaître ; la couche sociale dominante qui monopolise à la fois la direction de l'Etat, le contrôle de la vie culturelle, l'orientation du développement économique et la répartition des surplus orées par les travailleurs, pouvons nous être assurés d'être en France à l'abri d'une telle logique ?
La seule vraie garantie de liberté, c'est notre capacité à aller au fond des choses dans l'analyse de la bureaucratie en France et dans le caractère concret des

Fondation Jean Jaurès

mesures de décentralisation que nous proposons, car il nous faudra renverser un mouvement plusieurs fois centenaire ; l'unification de la nation a été réalisée en France depuis le début de la Monarchie, dans et par la décentralisation, le centre accaparant de plus en plus tous les pouvoirs, dans tous les domaines, le rôle de la périphérie se ramenant à des demandes d'autorisation et à l'exécution des ordres.
Ce schéma est sensé nous apporter efficacité et impartialité ; nous savons qu'il n'engendre qu'apathie et bureaucratie, répression et violence.
La démocratie devient formelle, les élus n'ont pas plus le contrôle réel des affaires publiques que les citoyens de décider de leur avenir. Loin de canaliser le développement économique dans le sens de l'intérêt général, la centralisation administrative et la concentration du capital se conjuguent, de sorte que la domination politique et l'exploitation économique se renforcent l'une à l'autre.
A l'inverse, la décentralisation est fondée sur les deux principes fondamentaux que sont la responsabilité et la différence. Il n'est point de liberté réelle sans responsabilité ni sans reconnaissance des différences qui forment la personnalité de l'individu.
Mais le centralisme vide ces principes de leur contenu par l'effet de la hiérarchie. Ce sont toujours les instances supérieures qui décident, qui arbitrent, et les instances inférieures qui se soumettent et exécutent les décisions ne sont donc pas prises par ceux qu'elles concernent, la collégialité est impossible et les différences effacées par l'uniformité et la massification.
En aidant, dans son domaine d'intervention, de nouveaux secteurs de la vie sociale, le capitalisme a multiplié les lieux et les formes d'exploitation, et du même coup les enjeux de la lutte des classes. De ce fait, se trouvent multipliés les lieux où l'Etat intervient comme instrument de régulation de cette lutte, et donc, sous des formes diverses selon les pays, le risque d'une extension indéfinie de l'Etat existe, et il prend ce risque, trois traits principaux :
Le premier est un détournement de l'égalité entre les citoyens, en droits acquis, pour certaines catégories, qui se transforment en statut et en privilèges.
Ensuite, la prolifération des réglementations, qui sont des facteurs de conformisme étouffants.
Enfin, la généralisation des mécanismes d'assistance, qui enlève aux citoyens le goût de la création.
En deuxième partie, je voudrais dire que comprendre au fond la question de l'Etat permet seul de vouloir sa transformation profonde.
Si la logique de tout Etat est le centralisme et porte en elle le risque de totalitarisme, nous ne pouvons pas affirmer, comme nous le lisons à la page 37, que "sa nature et son action doivent s'apprécier en fonction des classes sociales qui le dominent » On ne peut pas affirmer cela sans être accusé de double langage car cette phrase peut vouloir dire que la Gauche devrait commencer par renforcer l'Etat dès lors qu'elle l'occuperait. Or, au contraire, tous nos engagements, qui sont rappelés d'ailleurs dans la troisième partie, nous conduisent à conjuguer lutte de classes, décentralisation et droit aux différentes.
Nous ne pourrons transformer et décentraliser l'Etat demain que si nous nous

Fondation Jean Jaurès

sommes fait aujourd'hui l'expression de l'aspiration à la décentralisation, à la responsabilité.
Notre conviction de Socialistes autogestionnaires, c'est que la remontée actuelle de toutes les décisions vers le centre n'est pas une fatalité, car n'étant pas toutes de même nature ces décisions peuvent et doivent être prises à chaque niveau de vie collective, aussi directement que possible, par l'ensemble de ceux qu'elles concernent. La décentralisation, c'est l'application de ces principes à tous les domaines de la vie sociale, Etat, production, cadre de vie; sa conjugaison avec les nationalisations donc la gestion démocratique des entreprises publiques, et les nouveaux droits des travailleurs, avec la planification - planification régionale, lieu de rencontre des courants montants et descendants des plans nationaux et locaux - l'autonomie de chaque niveau de vie collective, le quartier, la commune, l'agglomération, la région, se définissent comme sa responsabilité pleine et entière dans son domaine de compétence. La décentralisation est donc le processus qui définit le domaine de chaque niveau et qui met en oeuvre les procédures notamment contractuelles pour assurer l'autonome ce chacun de ces niveaux.
Donc, en désencombrant l'Etat de toutes les décisions qui doivent être prises ailleurs, la décentralisation permettra à l'Etat de s'organiser directement pour remplir ses fonctions propres, celles qui sont nationales par nature, c'est-à-dire de gouverner plus et mieux, en administrant moins.
C'est sur la base de ces convictions que l'attitude du Parti Socialiste dans les événements actuels en Corse doit être très claire. Il n'est pas dans son propos de renvoyer dos à dos autonomistes et "barbouzes", mais de dénoncer la responsabilité première, dans l'engrenage de la violence, de l'Etat actuel. (Applaudissements)
Certes, nous exigeons que la justice soit rendue en toute indépendance, mais nous affirmons surtout avec force que c'est l'absence de responsabilité régionale qui est la cause principale de la violence et que la répression ne fait qu'aggraver la situation, en bouclant le cercle vicieux.
La question corse illustre la dégradation actuelle de la légitimité de l'autorité; la crise de l'autorité, phénomène de civilisation, fait que de plus en plus tout pouvoir est ressenti comme manipulateur, ceci dans la mesure où il apparaît comme arbitraire. Il prend alors sa source dans une soumission archaïque et redoutée à une puissance supérieure ; en appuyant sa volonté décentralisatrice sur l'aspiration à la responsabilité, la réalisation du projet Socialiste sera porteuse d'un autre type d'autorité, fondé sur la lucidité et sur la raison.
En troisième et dernière partie, je vaudrais dire que pour agir la décentralisation, les Socialistes doivent être rapides, précis et concrets.
La partie Agri, que nous avons mise au point ensemble, on pourrait dire, ces dernières années, prend en compte pour l'essentiel les impératifs d'action nécessaires en matière de décentralisation. Il en est ainsi, notamment, de ce point capital de la limitation du pouvoir réglementaire de l'Etat.
En effet, en France, le nombre des arrêtés et circulaires, leur souci du détail, leurs contradictions, créent un carcan de règles qui empêchent toute

Fondation Jean Jaurès

décentralisation. Ce pouvoir nominatif des ministres, ce pouvoir réglementaire, ne fait l'objet d'aucune disposition constitutionnelle. La Constitution prévoit simplement un pouvoir réglementaire du Premier ministre.
Il nous faut donc limiter, à l'égard des collectivités locales, le pouvoir réglementaire des ministres et leur service aux seuls domaines qui seraient énumérés par-une loi organique. Faut-il vous dire, camarades, que ceci requiert une révision de la Constitution, afin que soit modifiée de façon profonde et novatrice toute la hiérarchie des normes juridiques ?
Autre exemple où nous devrions être plus concrets dans cette troisième partie : notre projet de décentralisation doit faire, et c'est là l'essentiel, des collectivités locales un des instruments les plus puissants de la marche vers un nouveau modèle de développement. Or, un modèle de développement, c'est d'abord des choix technologiques, notamment énergétiques, des choix d'investissement, des choix d'aménagement, trois domaines où l'Etat central dispose à ce jour d'un monopole quasi absolu.
Nous devons briser ce monopole pour le partager. Partager ces pouvoirs entre l'Etat et les collectivités locales, selon les principes du service public, c'est le seul moyen d'inventer un nouveau mode de développement, conforme aux aspirations des citoyens. Qui ne voit ici, camarades, le formidable atout dont disposent les Socialistes à travers les municipalités, les syndicats intercommunaux, les communautés urbaines, départements et régions dont ils ont la responsabilité, pour expérimenter et développer les nouvelles sources d'énergie, dont l'énergie solaire ?
Enfin, ainsi que nous le demandions lors du récent Comité directeur consacré à nos propositions de loi sur la décentralisation, deux aspects demandent à être pris en compte dans cette troisième partie. Les cinq fédérations de Bretagne, tous courants confondus, ont entendu souligner l'émergence, à côté de la région, de ce niveau de solidarité, mieux adapté à des exigences nouvelles en moyens financiers et humains, comme aux liens historiques, géographiques et culturels, que la commune et le département, qu'est le pays, le pays qui peut se définir comme une zone de solidarité et d'interdépendance villes-campagnes, pouvant correspondre, dans une première approche, à un arrondissement ou à un groupe de cantons. Eh bien, à ces échelons, enracinés dans la réalité locale, il nous faudra donner à terme une légitimité démocratique.
Ajouterai-je que prendre en charge cette réalité, qui est très perçue dans certaines régions, c'est tirer toutes les conséquences de notre enseignement pour une régionalisation différenciée ?
Chers camarades, je voudrais dire en conclusion quel paradoxe serait un projet dont l'achèvement prétendrait se traduire par la disparition de l'Etat, mais dont la mise en oeuvre impliquerait sa prolifération ! Le projet du Socialisme autogestionnaire n'est pas de substituer l'Etat au capital, il est au contraire de rendre le pouvoir le plus rapidement et le plus directement possible aux citoyens, car repérer les fonctions permanentes de l'Etat implique seulement qu'il ne faut pas rêver à sa disparition, que sa transformation ne sera pas sa disparition totale, mais que l'Etat démocratique dont se dotera une société en

Fondation Jean Jaurès

marche vers le Socialisme, vers l'autogestion, sera un Etat allégé, soumis au contrôle des citoyens, actif et responsable, confronté à une société vivante, inventive, riche de sa diversité.
Moins administrer pour mieux gouverner, oui, mais surtout pour mieux se gouverner. (Applaudissements)

Le président - Camarades, notre camarade Quilès, Secrétaire à l'organisation, vient de m'informer que tous les camarades qui ont demandé à intervenir dans le débat pourront le faire ; les débats ont été organisés de façon à ce qu'ils puissent prendre la parole ce soir ou demain martin, à une seule condition, c'est que les camarades respectent strictement le temps de la parole qui leur a été imparti !
En conséquence, je vous demande de comprendre que la Présidence soit sévère à ce sujet.
La parole est à Patrick Weil, pour 7 minutes. Sandini se prépare.

Patrick Weil

Certains camarades ont fait de mai 1968 et de ses acquis l'enjeu d'une des grandes discussions qui ont eu lieu lors de l'élaboration du projet Socialiste. Ils ont notamment invoqué l'inadaptation du projet Socialiste aux aspirations de la jeunesse et je vais donc m'efforcer de vous démontrer qu'au contraire le projet Socialiste, tel qu'il a été discuté, correspond profondément aux besoins et aux aspirations de la jeunesse.
Comme certains ont tendance à utiliser la jeunesse ou la vieillesse, pour d'autres types de débat, au moment où certains semblent donc vouloir séparer la ligne politique des hommes qui sont chargés de la porter et insistent plus sur la date de naissance de nos responsables pour juger de leurs qualités, notamment aux yeux des forces vives de ce pays, je vous démontrerai au passage que la jeunesse de France aspire à un Parti Socialiste qui affirme clairement ses choix stratégiques, sa volonté de transformer profondément la société, et se soucie fort peu de l'âge des artères de ses dirigeants ! (Applaudissements)
Venons-en tout d'abord, à mai 1968. Je voudrais dire tout de suite, que s'il y a un Parti qui a été capable de prendre en compte les aspirations qui sont nées en mai 1968, c'est bien le Parti Socialiste, à la fois lors de son Congrès d'Epinay, lors de la Convention sur son programme en 1972, lors de l'élaboration du programme commun, également en 1972, et depuis, aux assises du Socialisme, et depuis, dans l'ensemble de ses Congrès.
Alors, à ceux qui attaquent ce projet en disant : il ne reprend pas en compte les aspirations de mai 1968, il ne correspond pas aux aspirations de la jeunesse, je voudrais dire ceci : cessez de nous donner des leçons d'anciens combattants dont les combats et victoires auraient été plus glorieux que ceux de nos anciens des deux dernières guerres ! Cessez de regarder mai 1968 comme l'esprit salvateur de notre combat, alors que la jeunesse de France, à laquelle vous aimez tant vous référer comme si vous y apparteniez encore, dix ans après, a tiré depuis longtemps, au fond d'elle-même, les leçons de cette expérience, riche sans doute, mais manquée tout de même ! (Applaudissements)

Fondation Jean-Jaurès

Ce que vous croyez être les aspirations de la jeunesse, ce n'est que vos rêves nocturnes quotidiens... (mouvements divers) Vous en rêvez toutes les nuits, ce qui fait que vous n'avez pas compris grand chose à ce qui s'est passé depuis, vous n'avez pas compris ce qui s'est passé au Congrès d'Epinay, vous n'avez pas compris ce qui s'était passé lors de l'élaboration du programme Socialiste et du programme commun, et aujourd'hui encore vous ne comprenez pas le projet Socialiste… ou alors, c'est que vous faites semblant ! (Applaudissements)
Parce que, ce que vous croyez être les aspirations de la jeunesse, le retour à la terre, l'individualisme, le repli sur soi, ce n'est, chers camarades, jamais un choix et cela il faut que vous le compreniez bien. Lorsque ce choix de nombreux jeunes le font aujourd'hui, ce n'est jamais avec enthousiasme. C'est une simple façon discrète sans doute, mais une façon tout de même, de faire comprendre au monde et à la société qu'ils n'arrivent pas à comprendre que leur moyen de vivre, et le seul moyen qu'ils imaginent pour vivre dans les années qui viennent, c'est d'essayer de retrouver un minimum d'espérance à l'horizon qu'ils ne voient que bouché, car la jeunesse aujourd'hui, désespérée, angoissée, incapable de voir ce qui peut arriver dans l'avenir, ne se contentera plus de vagues appels à l'écologie, à. la contestation anti-autoritaire qui ne sont finalement pour certains que des gadgets modernistes utilisés à des fins de récupération par des nouveaux, politiciens qui ont remplacé la démagogie des discours par le marketing politique à l'Américaine… (Applaudissements)
La force du projet Socialiste, et sa force notamment pour la jeunesse, c'est de ne pas se contenter de promesses ou de catalogues, c'est de répondre à une incompréhension qui est le fondement même de cette angoisse et de cette désespérance, c'est que les jeunes qui ont vingt ans aujourd'hui, dont l'éducation à été modelée, ciselée, et c'est la première génération qui se trouve dans cette situation, beaucoup plus par les médias que par l'école, cette génération qui ne comprend pas quel peut être son avenir, le projet Socialiste lui offre cette perspective de compréhension, et ceux qui ont attaqué sa difficulté ne comprennent pas sans doute que le peuple de France, et particulièrement sa jeunesse, qui repousse tout ce qui peut être l'engagement démagogique, ne se contentera plus de promesses, a besoin d'une explication parfois difficile, mais précise, détaillée, systématique de la société dans laquelle nous vivons et a besoin aussi, Jean Pierre Chevènement le rappelait tout à l'heure, de perspectives claires que vous appelez vieillottes, qui sont au cœur du projet Socialiste depuis toujours.
Je voudrais maintenant en venir, toujours sur les thèmes de la jeunesse, à une campagne qu'on verra sans doute s'accentuez sur le thème, finalement, nous sommes tous d'accord, il faut choisir le meilleur, et le meilleur c'est sans doute celui qui est le plus jeune, qui a les plus belles dents, le plus beau sourire.
Le président - Il faut conclure !

Patrick Weil - ...Je conclus.
Alors, ce que je voudrais dire pour conclure, c'est que dans ce monde d'incertitudes, dans ce monde que la jeunesse ne comprend pas, il y a peu

d'hommes politiques qui soient restés fidèles, malgré les difficultés, malgré les coups, malgré les coups parfois bas, qu'ils ont pu recevoir, malgré les difficultés que nous connaissons aujourd'hui dont nous voyons qu'ils sont capables de tenir devant ces difficultés, il y a peu d'hommes politiques qui soient restés fidèles à un engagement, à une stratégie pendant vingt ans. Dans cet homme politique là ou dans ces hommes politiques là, croyez-moi, les jeunes de France pourront se retrouver.
Je dirai donc pour conclure que nous avons, avec le projet Socialiste, un outil politique, que nous avons des responsables au niveau du Parti qui ont montré leur capacité à tenir bon. Il nous manque une simple chose, et je pense que la Convention du 12 avril nous l'apportera, c'est un petit espace de liberté pour pouvoir bien faire passer dans la jeunesse ce projet.
Camarades, il y a dans la jeunesse un désespoir qui ne demande qu'à se transformer en espérance, une profonde angoisse qui ne demande qu'à se transformer en enthousiasme, un repli frileux individuel qui ne demande qu'à se transformer dans la chaleur du combat collectif.
Je crois que le projet que nous discutons aujourd'hui peut nous permettre cela.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Sandini pour 5 minutes, Le Garrec se prépare.

Sandini

Camarades, frères Socialistes, c'est d'un cœur profondément étreint qu'à l'heure où le destin hésite dans mon pays qui est la Corse, je vous parle aujourd'hui.
Un cœur profondément étreint par les mots inacceptables devant lesquels notre Parti s'incline douloureusement.
Un cœur profondément étreint par les menaces graves qui pèsent sur l'avenir, parce que la situation est extrêmement tendue en Corse et notre camarade Pantaloni tout à l'heure nous en a tracé le tableau.
Mon propos est seulement d'essayer précisément à l'heure où les dés roulent de faire encore les tentatives que nous pouvons faire et pour effectuer ces tentatives encore faut-il comprendre et éventuellement situer des responsabilités.
La situation de la Corse peut vous paraître incompréhensible et je comprends parfaitement qu'elle le paraisse. Pourquoi ? Parce que dans un état démocratique, le recours à la violence aujourd'hui parait désuet, et parce que je pense profondément que le recours à la violence est désuet, mais en même temps vous ne saurez rien de la Corse si le mur de Berlin de l'information que le pouvoir tend autour d'elle n'est pas abaissé et vous seule, seules les forces populaires de France, seul le peuple de Gauche de France peut, en faisant la vérité sur la situation de la Corse, arriver encore à épargner le pire, à faire en sorte que nous restions tous des frères, ce que nous voulons profondément.
Alors, quel est ce mur de l'information ?
Eh bien, vous le savez, et tous les événements de Corse sont partis d'une chose pure et simple, c'est que des gens armés jusqu'aux dents d'armes de guerre sont montés dans un village pour enlever ou tuer un militant autonomiste, et à partir

Fondation Jean Jaurès

de là, informés sans doute du projet, ces gens ont été interceptés et ces gens ont fait des révélations sur l'existence de ce qu'on appelle en Corse les polices parallèles qui mettent gravement en jeu une des premières règles de la démocratie qui est celle de la liberté d'expression, et c'est en cela que la situation en Corse est différente de celle que vous connaissez dans l'hexagone, et c'est pour cela que la situation peut devenir incompréhensible, parce qu'effectivement il n'existe pas actuellement de liberté d'expression poux ceux qui ne chantent pas les louanges du pouvoir.
Témoins en sont les nombreux plastiquages dont ont été victimes tous les militants démocratiques de Gauche et il n'y a pas que les autonomistes, il y a également les camarades du Parti Socialiste et le premier d'entre eux en tête, notre camarade l'Amiral Sanguinetti, victime d'un plastiquage, or est-il un militant subversif, un séparatiste ? Est-il un homme de main ?
Eh bien, l'Amiral Sanguinetti a eu le courage de dire des choses qui déplaisaient.
Parmi nous, il y a eu le plastiquage du journaliste de Libération, le plastiquage au péril de la vie de tous les membres de sa famille du journaliste de l'AFP, il y a les interventions inadmissibles à la tribune de l'Assemblée Nationale contre une radio corse internationale qui est en train de se monter en Italie, qui est semblable à Radio-Caraïbes qui est, elle, aux mains du RPR, qui est semblable à une radio qui est en Vallée d'Aoste et émet d'un pays voisin... Cette radio est conforme à la légalité, ce n'est même pas une radio riposte qui pourrait contrevenir aux lois, bien qu'elle ne contrevienne pas à la démocratie.
Les gens qui osent briser ce mur du silence immédiatement sont l'objet de violences que l'on dit contrôlées, où inspirées par le pouvoir en place.
Voilà ce qu'il faut que vous sachiez et qu'éventuellement vous dénonciez et que vous nous aidiez à dénoncer, parce que c'est inadmissible dans un territoire de la République française. Cela me parait évident.
La deuxième chose qu'il faut que vous sachiez, c'est que la Corse est un pays où sévit une fraude électorale énorme parce que la Corse, comme le disait un jour un ancien sous-Préfet de Corse, au moment où il était encore en place, est une réserve de voix, comme La Réunion, et cela également empêche l'exercice de la démocratie. Et, à partir de là, dans un pays où la démocratie ne joue pas, eh bien il est normal, en quelque sorte, de s'attendre à ce que des mouvements désordonnés se produisent. Il faut que vous sachiez que la Corse est un pays sous-développé et qu'à partir de là, il y a direction également de sous-développée.
Je conclus. Je dirai que pour éviter l'irréparable, s'il en est encore temps, et nous le pensons, il est important de rétablir en Corse, d'abord la légalité républicaine, mais non pas celle de M. Bonnet qui jette de l'huile sur le feu, celle de la République française, qui fait des Citoyens des égaux, qui ne permet pas que des polices parallèles s'instaurent et que certains citoyens soient poursuivis ou même fassent l'objet de sévices et de violences parce qu'uniquement ils utilisent les droits de la République française.
Alors, à partir de là, je souhaite très profondément que le Parti Socialiste fasse

quelque chose, comme il a commencé à le faire, en envoyant une délégation en Corse, et qu'au moins le Parti Socialiste intervienne vigoureusement pour qu'une Commission d'enquête sur l'existence et les activités des polices parallèles en Corse et que, quelles que soient les responsabilités, cette enquête puisse arriver à les déterminer et puisse effectivement donner les résultats que nous escomptons d'elle.
Le 2ème point, afin de dénouer, je dirai, la situation de la Corse, c'est une motion, un amendement que la fédération de la Haute Corse vous présentera tout à l'heure, qui consiste à rappeler, dans le "projet Socialiste", la proposition de loi qui a été déposée devant le Bureau de l'Assemblée Nationale, comportant statut particulier de la Corse, parce que je crois que le Parti Socialiste peut s'honorer d'avoir, en quelque sorte tiré la sonnette d'alarme depuis longtemps et avoir tenté au moins de dénouer la situation et d'éviter l'irréparable.
J'ai dit, camarades. (Applaudissements)

Le président - La parole est à Le Garrec pour quinze minutes. Que Poperen se prépare !

Jean Le Garrec

Mes camarades, nous voilà au bout d'un long débat dans nos sections, dans nos fédérations, et ce qui importe, c'est moins de tenir notre discours habituel que de traduire le climat que nous avions rencontré avec nos militants dans nos sections et dans nos fédérations.
Cela importe car nous savons que ce retour sur nous-mêmes est indispensable pour préparer un combat dont nous savons qu'il sera extrêmement difficile. Il ne s'agit pas et je suis d'accord avec François Mitterrand qui le rappelait ce matin, de privilégier nos luttes internes. Nous ne devons jamais oublier que nous avons un seul adversaire : la Droite encore faut-il avoir le courage entre nous de nous regarder et de faire le point sur la situation.
Ce début, je l'ai mené comme vous dans de nombreuses sections, dans la mienne, et c'est de cela que je voudrais parler en employant 3 mots pour le caractériser : gravité, incompréhension, attente.
Je vais m'expliquer sur ces 3 mots.
Gravité. Il est vrai que chacun de nos militants est conscient de l'ampleur des responsabilités du Parti Socialiste. Nous savons tous qu'à partir de 1991, vont s'enchaîner des consultations législatives, municipales qui vont poser et pour longtemps le problème de la crédibilité de la Gauche à gouverner dans ce pays, qui vont poser aussi le maintien, la conversation et si possible l'élargissement des bases que nous avons conquis tous ensemble.
Voilà l'enjeu.
A partir de 1981, voilà l'enjeu. Cela explique la gravité de nos militants. Nous savons aussi que ce débat, que ce combat va se mener dans un contexte qui n'aura rien à voir avec celui de 1974.
Le chômage, il sera proche, si ce n'est supérieur à 2 millions de personnes. 2 millions ! Avec ce que cela entraîne d'angoisse, d'incertitudes, de peur du

Fondation Jean-Jaurès

lendemain. Aggravation des inégalités, poursuite de l'inflation, conséquences d'une situation internationale que nul ne peut décrire à l'avance, avec ses tensions pour le moment localisées mais dont on ne peut savoir si elles ne vont pas d'un seul coup embraser et enflammer toute une partie de notre planète. Crise profonde du système monétaire et international dont on sait qu'il est une des raisons des problèmes à l'heure actuelle qui se pose à nos pays concernant l'énergie. Irruption sur la scène internationale de peuples qui, selon le vieux mot de Lénine, "veulent non seulement le pain et la paix, mais aussi la liberté", et nous le voyons aujourd'hui en Afghanistan, et qui au nom de la faim qu'ils subissent, qui au nom de cette paix et qui au nom de cette liberté sont prêts à mourir demain, et nous le voyons bien autour de nous.

Et puis enfin, pour nos vieux pays découvrant brusquement que leur modèle de croissance et de consommation est profondément remis en cause, que la crise n'est pas seulement celle du capitalisme mais aussi celle d'un modèle de civilisation industrielle et d'un modèle de développement et qu'à ce titre, elle touche aussi les pays de l'Est, il y a la tentation du renfermement, de l'isolement, de la xénophobie de la montée de l'attente du racisme, que nous voyons déjà dans nos villes, par rapport au problème, par exemple, des émigrés, cette tentation du grand repliement que la Droite va mobiliser en jouant de l'inquiétude... Souvenez-vous du mot de Giscard d'Estaing : le monde est inquiet, le monde est dur, mais partez tranquille en vacances, nous nous occuperons de tout cela.

Voilà la situation qui sera la nôtre.

Je dis très clairement, au nom de milliers de militants, que nous devons éviter cette dramatisation, que nous devons, malgré tout, avoir le courage de regarder clairement, de parler clair entre nous, d'oser nous poser les véritables problèmes sans qu'au nom de ce débat sur des problèmes comme la défense, et on l'a vu il y a quelques jours avec les Pershing, sur les SS 20, sur l'énergie, sur la situation internationale, on cherche, une fois de plus, à faire le procès de deux lignes qui s'opposeraient, d'une Droite contre une Gauche autoproclamée à faire le procès d'hommes et de femmes qui seraient prêts à renier ce qu'est le combat de toute leur vie. Mes camarades, si nous n'avons pas la volonté collective de refuser cela, eh bien cette gravité se transformera en éloignement, en désenchantement et en grande inquiétude.

Voilà le premier point sur la gravité.

Incompréhension ? Eh oui, mes camarades, et il faut le dire, incompréhension vis à vis de notre projet. Qui d'entre vous n'a pas rencontré cela dans sa section ? Qui d'entre vous ? Alors pourquoi ne pas le dire. Ce projet n'a été lu que par 20% de nos militants... (Mouvements divers)

Je suis désolé, ne faites pas "hou, hou", j'ai le courage, moi, de le dire, après avoir fait dans ma section une réunion générale, 3 réunions de détail et une réunion d'arrondissement et d'autres l'ont fait probablement aussi. Oui, incompréhension, mes camarades, et pour deux raisons. Une de fond et une de forme.

Une de fond : le débat idéologique. Oui, dans un parti aussi divers que le nôtre,

et qui ne peut que perdre s'il remettait en cause sa diversité, ce qui fait sa force et sa grandeur, l'idée de faire le tri entre les valeurs politiques, et peut avoir des conséquences dramatiques pour l'avenir.
Eh bien cela, mes camarades, nos militants l'ont profondément senti, et pour exprimer cette inquiétude, je prendrai une phrase, une seule, elle est de la plume de François Mitterrand : "La liberté est chose trop précieuse pour qu'elle cède le pas à l'idéologie."
Cette phrase est fondamentale. Nous pouvons avoir et nous devons avoir entre nous un débat idéologique, mais sachons qu'il est compliqué, dangereux, difficile, car à un moment donné, que vous le vouliez ou non, il remet profondément en cause la liberté d'un certain nombre de militants. Voilà la réalité, mes camarades. Elle a été vécue par beaucoup, je puis vous le dire, et quand j'entendais un jour Motchane me dire : et où commence l'humour de Motchane, je n'en sais rien, j'ai renoncé à faire le tri... Me dire donc : il faut dépolluer nos têtes de l'idéologie dominante, j'avais envie de lui répondre : pourquoi pas ?
Il est vrai que l'idéologie dominante nous imprègne tous, que ne peut récupérer le capitalisme, mais quand je lui ai dit : quelles têtes ? Quelles sont les têtes qui ne sont pas polluées ? Qui fera tomber les têtes polluées ? Eh bien, je dis là, mes camarades, et c'est une image, Motchane n'en est pas là heureusement, je me dis, mes camarades : il y a là un débat très grave et prenez le au sérieux.
Gène de nos militants et gêne sur la forme.
Nous avons raison quand nous disons que l'essentiel de la rupture c'est la conquête d'espaces de liberté et d'espaces de responsabilité, qu'il ne peut y avoir rupture sans élargissement de la démocratie politique et sans création d'une réelle démocratie économique, que c'est l'enjeu de la période et le résultat sur les prud'hommes est à ce titre extrêmement important.
Seulement, mes camarades, pour gagner cette responsabilité, pour que les hommes, au nom de qui nous parlons, les travailleurs, gagnent cette responsabilité, il faut avoir le courage, et nous sommes les seuls à le faire, et nous le faisons dans le projet, et c'est bien, d'aborder tous les problèmes y compris les plus difficiles, mais de les aborder de telle manière que puissent participer au débat et à la compréhension de ces problèmes ceux dont nous parlons : les travailleurs.
Eh bien cela, camarades, je vous le dis, et je considère que je suis aussi responsable dans cette situation, nous avons échoué sur ce point. Si nous avons le courage de le dire, entre nous, c'est bien, ce sera une capacité de lucidité et de transformation pour l'avenir.
Un auteur italien disait un jour : le patron est le patron parce qu'il connaît 2.000 mots. L'ouvrier est l'ouvrier parce qu'il n'en connaît que 500. N'oublions jamais cela.
Pour terminer, je n'ai malheureusement plus le temps d'aborder ce problème au fond mais nous y reviendrons, je parlerai des relations avec le Parti Communiste.
Je ferai remarquer à François Mitterrand que nous n'avons jamais critiqué les

analyses de Poperen, que nous aurions simplement souhaité qu'elles se fassent au Congrès de Metz, mais sur le fond, nous considérons qu'à quelque chose près, par ailleurs, les analyses de Poperen sont parfaitement pertinentes.
Le problème qui nous est posé, mes camarades - et j'entendais les camarades dire : tenez bon, eh oui, tenez bon, tenez bon c'est suffisant quand on veut résister - c'est celui de gagner et de gouverner, car c'est la première question qui sera posée à notre candidat quand il sera désigné: Monsieur le Candidat, je ne cite aucun nom... Qu'allez-vous faire demain au gouvernement ? Avec qui ? Comment ? Mais enfin votre question, cette question est dans toutes vos têtes. Nous disons partout : la conquête du pouvoir d'Etat est indispensable si ce n'est suffisante pour gagner pour transformer les structures. Qu'est-ce que nous voulons faire en 1981 si ce n'est gagner et transformer les structures, c'est à dire gouverner ?
Eh oui, mes camarades, nous voulons gouverner. Sinon, tous nos discours sur la rupture, quel sens ? Eh oui, nous voulons gouverner.
Eh bien, mes camarades, il faudra bien répondre à cette question : comment, avec qui ? Dans quelles conditions, et sans que soit remise en question la stratégie que l'ensemble du Parti a décidée, celle d'union des forces populaires et de l'union de la Gauche.
Voilà la question ; nous devrons bien y revenir et c'était le sens du débat que nous avons eu ce matin, en Commissions.
Pour terminer : gravité mes camarades. Gravité devant l'ampleur de nos responsabilités. 1981, 1983. Nous allons jouer énormément de choses, et je suis de ceux qui pensent que le temps ne travaille pas pour la Gauche forcément, et que tout va se jouer dans ces quelques années. Attente de nos réponses à des questions précises. Je viens d'en poser une. Il faudra bien qu'on y réponde. Répondez-y le plus tôt possible en débattant avec nos militants.
Enfin, mes camarades, espoir pour demain si nous savons dans la lucidité, mener un combat, un débat qui ne soit jamais une dénonciation. Nous ne serons pas trop, tous ensemble, pour gagner en 1981 !
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Poperen.

Jean Poperen

Nous sommes réunis pour présenter la réponse des Socialistes au défi des temps nouveaux, et nous allons le faire, je vous l'indique, à une large majorité. Ainsi se trouvera conforté, ancré le choix politique décidé à Metz.
Il se trouve que nous délibérons dans un moment de particulière gravité. Il ne faut pas dramatiser, il ne faut pas non plus ironiser.
Naturellement l'Elysée a tenté d'exploiter le coup de Kaboul, mais le coup de Kaboul a eu lieu, il continue. Pouvons-nous l'ignorer ? Evidemment non, c'est le sens par exemple de l'amendement voté à l'unanimité par la Convention fédérale du Rhône, et qui est, cela va de soi, un élément de travail parmi d'autres.

Collection Jean Jaurès

Que se passe-t-il ? Le poids de cet immense ensemble, d'ailleurs divers et contradictoire, qu'on appelle le tiers-monde est en train de devenir déterminant, et les dirigeants soviétiques pensent, et sans doute n'ont-ils pas tort, que dans sa majorité ce tiers-monde penche plutôt de leur côté.
L'Occident est en train de payer la terrible dette politique de l'impérialisme, et les dirigeants soviétiques jugent dès lors qu'ils touchent au but fixé dès l'origine par Lénine, et actualisé par le 20ème Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. en 1956, notamment au travers du rapport Mikoyan, l'alliance de la Révolution russe et des peuples de l'Orient.
Ainsi le coup de Kaboul ne fut pas, pour reprendre une expression célèbre, un coup de tonnerre dans un ciel serait-il s'insère dans un dispositif d'ensemble, il consacre un nouveau cours de la politique soviétique, à partir de l'appréciation d'un nouveau rapport de forces internationales.
Bien des signes en vérité annonçaient depuis quelques mois qu'il se préparait quelque chose, que l'énorme machine soviétique, avec ses relais multiples à travers le monde, était en train de se mettre en mouvement, et qu'une offensive de grand style se préparait de ce côté.
Je vous accorde que même les plus préoccupés, je n'ose dire les plus avertis, ne pensaient pas que les Russes iraient jusqu'à envoyer les chars ! Et le détail n'est pas mince. Mais cette circonstance aggravante n'infirme pas le diagnostic, au contraire.
Bientôt il devient évident que les évolutions internationales auraient des implications chez nous, en France même, et notamment du côté du Parti Communiste Français. Les avertissements ne manquaient pas, et venus des meilleures sources. Le 25 octobre dernier, une déclaration du Bureau Politique du Parti Communiste Français disait : "les pays Socialistes se voient accuser d'exercer une intolérable pression militaire sur l'Occident, et se développe une grande campagne sur la prétendue menace soviétique - la "prétendue" - la complexité de la situation internationale ne saurait masquer l'essentiel - je souligne, "l'essentiel" - les possibilités favorables offertes au développement des luttes au niveau international en vue d'aller vers de nouvelles avancées.
Et le même jour, Fiterman, se référant à "l'essentiel", s'indigne que la visite du ministre des Affaires Etrangères Français en Tchécoslovaquie ait été reportée à la suite du procès de Prague, car - dit Fiterman - il y a des questions supérieures qui sont en jeu, celles de la sécurité en Europe, et il faut travailler à cela. A la trappe les prisonniers politiques, à la trappe les libertés, puisque les questions supérieures sont en jeu, les questions supérieures, c'est-à-dire les initiatives de la diplomatie soviétique. Naturellement, cette fois ce n'est plus Fiterman qui parle !
Ainsi on sent bien, et cela dès le début de novembre, que pour ce qui est du Parti Communiste, des choses importantes se préparent par rapport aux initiatives tous azimuts de l'U.R.S.S., et parmi ces initiatives tous azimuts, l'appel aux dirigeants de l'Internationale Socialiste.
Vous souvenez-vous que Brejnev avait déroulé le tapis rouge, c'est le cas de le dire, pour recevoir les dirigeants de l'Internationale Socialiste à la fin de l'été, et

Fondation Jean Jaurès

l’agence de presse soviétique Novotny éclairait en ces termes le sens donné par les dirigeants soviétiques à cette rencontre : les Communistes soviétiques sont certains que les socio-démocrates peuvent beaucoup faire dans ce sens dans leurs pays s’ils oeuvrent au même rang que le Parti Communiste de l’U.R.S.S. et les élus Communistes des autres pays, en tant que partenaires égaux en droit, contre les ennemis de la détente et du désarmement.
Alors, me dira-t-on, n’y a-t-il pas contradiction entre cette offensive contre les Socialistes en permanence, et notamment chez nous, et l’appel aux dirigeants de l’Internationale ? Pas du tout ! L’agence Novotny met les points sur les "i". Coopérant dans les problèmes de la paix et du désarmement - suivez bien ! - Les Communistes se réservent le droit, et plus encore ils croient de leur devoir de critiquer les sociaux-démocrates chaque fois que ceux-ci se laissent glisser sur des positions antiCommunistes ou lorsque la vieille tradition sociale-démocrate de coopération de classe avec la bourgeoisie prend le dessus.
En résumé, feu roulant contre les socio-démocrates, mais appel à la coopération, à le lutte pour la paix, ne serait ce que poux mieux dénoncer les dirigeants Socialistes quand ils ont quelque difficulté à comprendre que l’envoi des chars et des Migs, c’est un acte de paix !
Au demeurant, les dirigeants Communistes savent très bien qu’ils trouveront toujours ici et là le "bon Socialiste" qui cautionnera cette offensive de paix. A la pire époque de la guerre froide, ils trouvaient toujours pour mettre sur les tréteaux du mouvement de la paix un "bon Socialiste", et aussi d’ailleurs un bon curé ! Mais cela ne change rien au fond des choses. (Applaudissements)
Cependant, nous dit-on, le coup de Kaboul n’est-il pas en contradiction avec la lutte contre l’installation des pershings ? C’est là qu’interviennent tous nos commentateurs savants qui font la leçon en permanence au Parti Socialiste, lui donnent des conseils d’ailleurs sur tout ce que devrait être notre projet, nos alliances, notre politique, nos dirigeants, notre candidat à la présidence de la République... J’en passe et des meilleures ! Non seulement il n’y a pas contradiction, il y a complémentarité.
"L’offensive de paix" des dirigeants soviétiques et du Parti Communiste chez nous contre les pershings est la nécessaire ouverture de propagande des initiatives soviétiques diplomatiques, et aujourd’hui on le sait, des initiatives militaires.
En vérité, c’est quand il y a épreuve de force internationale que les dirigeants soviétiques mobilisent pour la paix. Quant à l’inverse ils veulent vraiment rechercher des modus vivendi avec les dirigeants du monde impérialiste, avec l’Occident, ils ne font appel ni à Marchais, ni à Fiterman, ils discutent en tête-à-tête derrière les portes capitonnées du Kremlin ou de la Maison Blanche avec les représentants de l’impérialisme américain !
(Applaudissements)
Mais aujourd’hui, ils ont besoin de Marchais, et il y a d’ailleurs quelque temps qu’ils en ont besoin. Nous étions quelques-uns, et quelques commentateurs de la presse, à se demander ce que Fiterman et une délégation étaient allés faire à Moscou à la fin d’octobre dernier. On ne nous avait rien dit. Aujourd’hui nous

savons ce qu'ils étaient allés faire. Et c'est ce concours de circonstances qui nous a amenés à nous poser des questions sur les évolutions en cours dans le mouvement Communiste. Evolutions en cours il est vrai depuis déjà, à mon avis, quelque temps, et peut-être depuis trois ans. En tous cas les choses avaient commencé de s'éclairer le 23 septembre dernier, ce qui a été l'occasion déjà d'un débat entre nous, lorsque Georges Marchais lâchait cette phrase au club de la presse d'Europe, lorsque j'ai entendu François Mitterrand en 1977 proposer un référendum sur la force de frappe nucléaire française, j'ai dit à mes amis, "voilà, cette fois le programme commun est mort !"

Mes chers camarades, plutôt que de lever les bras au ciel aujourd'hui après ce que vous avez vu hier, il aurait fallu lire de près ce qui s'était dit à la fin septembre, car c'était déjà assez clair : "cette fois le programme commun est mort". Quant à partir delà certains d'entre nous, dont celui qui vous parle, mais il ne fut pas le seul, remarquaient qu'on pouvait en conclure, comme nous en avions émis l'hypothèse d'ailleurs dès l'événement, c'est-à-dire dès septembre 1977, que c'était aussi notamment pour des raisons de politique extérieure que la rupture de l'union de la Gauche était intervenue, je dirai qu'on pouvait au moins se poser la question.

Pourtant, mes chers camarades, vous vous souvenez, quelle toile à l'époque ! Combien cette déclaration fut l'objet d'un certain nombre de commentaires ? Je lis par exemple maintenant, dans tel texte d'une fédération importante, et sembla-t-il souscrit à l'unanimité - je veux parler de la fédération du Nord - que les Communistes Français sont alignés sur la politique extérieure de l'Union soviétique.

Je constate aussi qu'un peu partout cette expression est reprise, que pour ma part d'ailleurs, à l'époque, je n'avais pas du tout employée, mais nous avions entendu quelques commentaires.

Je suis très reconnaissant à Le Garrec d'avoir ici rappelé combien il était en accord avec les positions que j'avais pu soutenir. C'est une chose au demeurant dont je n'ai pas toujours eu une claire perception, pas seulement depuis trois ans, mais depuis... plus longtemps, dirons-nous. Bon.

(Quelques applaudissements)

Mais moi je veux rappeler ce qui s'est dit, et de façon précise, parce que nous sommes ici au cœur du débat. Nous sommes au cœur du débat sur notre stratégie, car tout cela est lié. Pierre Mauroy commente, quelques jours après la déclaration de Marchais et les commentaires qu'elle avait suscités : ce que dit Georges Marchais ne m'intéresse pas.

J'ai l'impression, Cher Pierre Mauroy, que depuis hier tu dois être le seul à ne pas s'intéresser à ce que dit Georges Marchais, si j'en crois ce que j'ai entendu un peu partout dans cette enceinte !

Michel Rocard : le langage que nous entendons est un langage de guerre froide. Et il ajoute : nous avons jusqu'ici plutôt considéré qu'il y avait entre les Communistes soviétiques et les Communistes français des relations de convergence plutôt de dépendance.

Et enfin, dans son intervention au Comité directeur, notre camarade Rocard

conclut : tout cela il est préférable de faire silence.
Ceci lui vaut d'ailleurs ce commentaire élogieux d'un éditorial de René Andrieu, le citant et disant qu'il s'est indigné que certains Socialistes nous aient ramené au niveau d'un anticommunisme primaire.
Mes chers camarades, on pouvait discuter, on peut toujours discuter de l'analyse. La politique est chose difficile, et nous avançons sur un complexe mouvant, en constante évolution, avec beaucoup de données qui s'entrecroisent et qui changent chaque jour. On peut même hésiter sur l'opportunité de telle et telle déclaration à l'époque. Mais comment peut-on dire, ce que dit Georges Marchais ne m'intéresse pas, quand on est responsable du Parti Socialiste ? Comment peut-on dire : sur les déclarations des dirigeants Communistes, il faut faire le silence ? N'en parlons pas ? Voilons-nous la face et les oreilles ?
Oui, je le dis, nous sommes en effet au cœur du débat. En laissant entendre que tout cela n'a aucune importance, on admet ce que répètent à longueur de journée nos adversaires et leurs propagandistes, c'est que notre politique d'union serait dans l'impasse. Après le constat de l'étroite, de la rigoureuse concordance entre leu positions soviétiques et celles des dirigeants du Parti Communiste, nos adversaires en effet croient pouvoir triompher. Comment pouvez-vous, disent-ils, chercher encore l'union avec les Communistes ?
Eh bien justement, mes chers camarades, je voudrais très rapidement, si le président m'y autorise, insister quelques instants sur le fait que c'est maintenant que se joue la bataille pour une union solide, durable. C'est maintenant que nous allons tout gagner ou tout perdre.
Le combat pour lequel le Parti s'est fait, c'est le combat pour unir le peuple. On en peut unir le peuple sans une partie du peuple, et en effet une partie du peuple travailleur, dans laquelle le changement ne peut se faire, c'est le secteur influencé par le Parti Communiste, par l'appareil du Parti Communiste.
Alors y a-t-il solution de rechange ? Personne ne la propose, sauf celle qui conduirait à la décrépitude de notre Parti. Dès lors, notre problème est de faire bouger les choses du côté de ce partenaire dont les dirigeants se conduisent aujourd'hui comme nos pires adversaires. Le Parti Communiste a déjà changé, il changera encore, mais il n'a pas fait les pas décisifs et il ne le fera, nous le savons, que nous le poids de la nécessité politique. Il ne le fera que si la politique anti-unitaire, son isolationnisme le mènent à sa propre faillite.
Les dirigeants Communistes espèrent aujourd'hui que c'est nous qui craquerons, que c'est nous qui lui abandonnerons le terrain. La terrible épreuve qu'ils imposent à la Gauche ; elle, sera décisive. Il faut que l'un et l'autre gagnent. De la politique de rassemblement des forces populaires qui est celle du seul Parti Socialiste maintenant, où la politique de désunion, de terre brûlée, de destruction qui est celle des dirigeants Communistes. C'est une affaire de rapport de forces, nous le savons, et devons à cette fin devenir plus forts.
Ou bien nous accorderons par notre passivité un nouveau bail aux dirigeants néo-staliniens ou bien, oui, nous tiendrons bon !
Le succès déjà considérable de la pétition pour l'union à laquelle ont souscrit de nombreux Socialistes, Communistes, P.S.U., sans parti, prouve qu'il se produit

maintenant un grand mouvement.
Ce qui se passe dans un certain nombre d'organisations Communistes, nous en avons des témoignages chaque jour. Le débat qui a eu lieu jusqu'à la direction de la C.G.T., à la direction du Mouvement de la Paix, tout cela prouve qu'il y a un début de mouvement. Il ne faut pas le surestimer, naturellement, mais il faut y être attentif.
On me dira : mais bien souvent dans le passé, il y a eu des crises importantes de la direction Communiste, que cette direction a su surmonter. C'est vrai, mais la différence, mes Chers camarades, c'est nous tous qui sommes ici, et tout le Parti Socialiste, et pour la première fois, dans une crise de cette nature, et qui est la contradiction entre le langage unitaire des dirigeants Communistes et leurs pratiques, et leur alignement, en effet, sur la politique internationale soviétique, oui, pour la première fois ils ont affaire à une force puissante et qui veut l'union des forces populaires.
Tout le secret de ce qui va se passer est là : exploiter cette position que nous avons su conquérir et pousser jusqu'à la crise - je dis bien : jusqu'à l'état de crise, et en mesurant tous les thèmes, cette opposition, cette contradiction entre l'aspiration des forces populaires et la pratique des dirigeants Communistes.
Cela, c'est à notre portée. Si nous voulons, si autour du projet résumé, condensé, rendu un élément de propagande populaire, nous savons partir à l'action en nous adressant à tous, y compris à cette base hésitante, troublée, qui s'interroge, qui se désespère peut-être, et qu'influençait jusque-là le Parti Communiste. Oui, nous serons le Parti de rassemblement oui, nous créerons, pour au-delà naturellement des jours que nous vivons, en ce moment difficile, les conditions d'un nouvel accord qui sera la solution de rechange, face à un pouvoir de la Droite en crise.
Cela, c'est l'affaire du Parti Socialiste. Nous le pouvons si nous y voyons clair. Nous le pouvons si notre conception de l'union à la base - oui, nous aussi reprenons le mot d'ordre - est une conception active, offensive, de mobilisation populaire.
(Applaudissements prolongés)

Le président - La parole est à Gilles Martinet.

Gilles Martinet

Chers camarades, les sept signataires de l'amendement qui se situe à la page 9 du projet ne s'attendaient pour dire la vérité, à rencontrer un aussi grand écho, autrement dit à recueillir sur leurs propositions un aussi grand nombre de mandats.
Ce n'est pas que nous doutions de la valeur de notre proposition ou de nos arguments, mais je crois même, qu'en d'autres circonstances cet amendement aurait remporté une majorité écrasante dans le Parti.
Mais il se trouve que les sept signataires, et ce n'est pas un hasard, appartiennent aux deux courants minoritaires du Parti, sans pour autant prétendre les représenter en totalité, puisque tout le monde sait que Pierre Mauroy et d'autres

camarades, notamment, ne l'ont pas soutenu. Mais parce que nous étions des minoritaires, nous pouvions penser que le débat autour de l'amendement serait un débat minorité contre majorité, un débat de courant. Et c'est sans doute ce qui a existé dans un certain nombre de fédérations, mais, et là le point nous parait important, il y a beaucoup de départements où les camarades ont voté selon, ce qu'ils pensaient, et non pas en fonction de telle ou telle consigne de tendance.
C'est pourquoi nous demandons à la Convention de bien vouloir réexaminer le texte que nous contestons et d'écouter nos arguments.
Ce texte, vous le savez, c'est un passage de la page 9 qui évoque un certain nombre, je cite "de thèmes qui avaient été souvent exploités par la Droite », mais qui auraient été importés dans la Gauche dans un bon esprit sans doute, il y a une douzaine d'années, c'est-à-dire, pour parler clair, en 1968, par des "couches nouvelles" qui venaient de s'éveiller à la vie politique.
Or, lorsqu'on regarde la liste de ces thèmes, on ne peut manquer d'être frappé par les énormes contre sens historiques qui sont commis.
Premièrement, est-ce que le phénomène associatif est un thème venu de la Droite, alors que depuis l'aube du mouvement ouvrier les militants luttent pour les coopératives, les mutuelles, les associations locales, etc.
Et est-ce que parce qu'aujourd'hui on voit se développer des Associations de consommateurs ou des groupements écologiques, qu'il faudrait liquider ce passé du mouvement ouvrier et l'attribuer à la Droite ?
Il est vrai qu'on évoque Tocqueville qui aurait, je cite encore "mis en lumière la fonction stabilisatrice, aux Etats-Unis (attention à la Gauche américaine) des associations", à l'usage d'une société française menacée par l'égalitarisme et la montée du prolétariat.
Or, savez-vous en quelle année Tocqueville a effectué son voyage aux Etats-Unis ? En 1831. Et vous croyez qu'en 1831 il avait en tête la montée du prolétariat en France ?
Autre thème de droite : la décentralisation et le régionalisme.
Mais qui a mené, depuis près de deux siècles, l'action centralisatrice en France, sinon la bourgeoisie dominante ? Et que pèse en face cette réalité historique le provincialisme de Maurras ou Daudet ? Faire semblant de croire que la Droite c'est Maurras et Daudet, et non les cent gouvernements qui ont fait la centralisation française, quelle erreur ! Et quelle erreur d'oublier que le développement actuel du mouvement régionaliste, du mouvement de décentralisation, est lié à une critique directe du capitalisme dans un certain nombre de provinces !
Je pourrais continuer, prendre phrase par phrase, je me contenterai d'en citer une qui témoigne cette fois, non seulement d'une ignorance de l'histoire, mais aussi d'une vision purement étroitement française du mouvement des idées. Elle concerne le thème de la société civile opposée à l'Etat. Lui aussi serait un thème de droite. Alors, que fait-on de ce que Marx, et plus tard de ce que Gramsci, a écrit à ce sujet ?
Comment expliquer cette démonstration d'ignorance, sinon par ce que l'esprit polémique l'a emporte sur le souci historique ?

La réponse est dans la première page. Il s'agit de jeter un discrédit sur ces couches nouvelles qui ont rallié la Gauche il y a une dizaine d'années, c'est-à-dire en 1968. Ces couches nouvelles, bien sûr, on les accueille, on témoigne de leurs bonnes intentions, mais enfin, on ne les met pas sur le même plan que les autres. Il faut qu'elles sachent, que ceux qui émanent de ces couches sachent qu'ils ne sont pas des Socialistes à part entière. Alors, il y a une question : qu'est-ce que c'est ici que les couches nouvelles ?

On peut en donner une définition sociale. Les couches nouvelles seraient ces couches moyennes, salariées, ces couches moyennes modernes qui effectivement ont partiellement évolué vers la Gauche et que jusqu'à nouvel ordre nous avions rangées dans le front de classe. Mais peut-on dire que les idées que je citais sont des idées qui émanent de ces milieux-là ? Certainement pas, même si certaines d'entre elles y ont quelques faveurs.

Alors, c'est qu'on pense à une autre définition des couches nouvelles, à une définition plus politique des couches nouvelles. Et effectivement il faut se souvenir que bien avant mai 1968, à la fin des années 1950, et tout au long des années 1960, il y a des gens qui se sont réclamés, qui ont évoqué souvent les couches nouvelles, et il faut aussi dire qui sont ces gens. Pour l'essentiel, des militants d'origine chrétienne. Oui, c'est vrai, à la fin des années 50 et au début des années 60, l'évocation des couches nouvelles avait moins une valeur sociologique qu'elle n'était l'expression d'un certain nombre de milieux qui se ralliaient au Socialisme. Et lorsque ces milieux parlaient des couches nouvelles ils n'avaient pas du tout en vue les couches moyennes, les classes moyennes, mais ces catégories de militants syndicalistes, de militants ouvriers et de militants sociaux dont ils pensaient que leur place était effectivement dans le grand rassemblement de la Gauche.

Alors, devons-nous considérer que ces militants-là, qui, d'une façon indirecte et quelque peu hypocrite, sont visés dans ce texte, sont des militants de second ordre et considéré en revanche que pour être un bon Socialiste il faut avoir appartenu, soit au Parti Communiste - ce qui est le cas de Poperen et le mien, d'ailleurs, soit à la S.F.I.O., soit au Parti Radical, soit à l'U.D.S.R. ? Eh bien, moi, je pense qu'on ne fera pas ce grand rassemblement des Socialistes avec des distinctions de ce genre, qu'il faut bannir cette attaque contre un certain nombre de camarades qui font l'enrichissement du Socialisme aujourd'hui et qui sont, je le répète, des militants à part entière. (Applaudissements)

C'est pourquoi je vous demande si vous croyez possible de maintenir ce passage ; dans notre amendement nous disions : soit la suppression, soit une profonde modification. Si l'amendement avait une majorité absolue, probablement nous aurions été vers la suppression, mais je vous pose-la

question : croyez-vous possible de maintenir ce texte tel qu'il est ? Ne croyez-vous pas nécessaire que la Commission des résolutions le reprenne et le réécrive ? Et ceci, non pas dans l'intérêt d'une tendance ou d'un courant, mais tout simplement dans l'intérêt de notre unité, dans notre intérêt collectif, dans l'intérêt du Parti Socialiste. (Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Le président - La parole est à François, pour dix minutes.

François

Jamais depuis longtemps la situation de notre pays n'est apparue si critique. A une crise économique et sociale profonde dont on ne voit pas comment les hommes au pouvoir pourraient la résoudre, vient s'ajouter une crise de régime dont les symptômes se font chaque jour plus manifestes.

Crise économique et sociale, pas besoin de faire un dessin ! Oui, crise économique et sociale, mais aussi crise de régime. Au constat de faillite s'ajoute maintenant l'odeur des mini-scandales : ventes d'armes aux assassins du monde entier, rapports équivoques du pouvoir avec le sanguinaire Bokassa, l'affaire Boulin et son suicide, l'envoi massif de barbouzes en Corse, et j'en passe, et des meilleurs ! Accélération d'événements qui embrayent sur du médiocre, du sordide et du tragique, nous laissant un véritable sentiment de dégoût pour ce régime.

Le contraste est saisissant entre la politique du verbe, la politique du gadget, de la poudre aux yeux et des vœux pieux de Valéry Giscard d'Estaing, et son impuissance dans l'action concrète. La Droite a échoué sur tous les plans. Une majorité de l'opinion publique le ressent incontestablement, mais elle ne discerne pas autant qu'il le faudrait une politique de rechange crédible autour du Parti Socialiste. Elle ne discerne pas autant qu'il le faudrait cela, pour trois raisons :

La première, c'est la confiscation et la canalisation de l'information par le pouvoir en place. Il faut se battre pour éviter que ne se répande l'idée qu'il n'y a pas d'autre politique possible que celle du gouvernement Barre.

Il ne faut pas permettre à la Droite de gagner la bataille de l'information. Dénoncer la main mise sur les grands moyens d'expression, condamner le détournement du monopole au profit de Giscard, c'est bien, mais créer rapidement notre organe de presse pour lutter contre l'idéologie dominante, c'est encore mieux.

Il faut être conscient que plus la Droite va se montrer incapable d'apporter des solutions à la crise, plus elle déploiera ses escadrons de C.R.S., moins elle résoudra les problèmes, plus elle réprimera.

La deuxième raison, c'est l'attitude du Parti Communiste, enfermé dans ses sectarismes et ses bassesses, n'hésitant pas devant les procédés les plus détestables, pratiquant la politique du pire. Oui, ces attaques quotidiennes portent atteinte à l'espérance profonde du peuple de Gauche et rendent plus difficile la perspective d'une alternance politique.

Mais, ces deux premières raisons sont, si j'ose ainsi m'exprimer, presque de bonne guerre. Il ne faut pas attendre d'appui du capitalisme international et de ses représentants ; quant aux dirigeants Communistes, obsédés par leur renforcement électoral et l'échéance de 1981, ils sont prêts sans doute, si cela est possible, à durcir leur campagne contre le Parti Socialiste. Tout cela, chaque militant le comprend bien.

La troisième raison, par contre, les laissent rêveurs. Comment des Socialistes

devant lutter à la fois contre la Droite et le P.C. peuvent-ils épuiser leurs forces dans des querelles partisanes ?
Camarades, je vous le demande, assez de petites phrases et de demi-mots, assez d'états-majors parallèles, assez d'écuries concurrentes, assez d'agences de presse clandestines, assez les petites perfidies, assez les amalgames douteux, assez les procès d'intention !
Est-il vraiment nécessaire que la campagne d'adhésions, qui a permis la création de nouvelles sections, ait eu lieu si ces militants venus pour en découdre avec la Droite abandonnent dans quelques mois, projetés dans d'obscurs combats de procédure entre petits chefs de clans et grands chefs de clans, constructeurs de sectarismes et destructeurs de l'enthousiasme populaire ?
Etait-il vraiment indispensable à deux camarades, présidents de Conseils Généraux, de rédiger un long article dans "Le Monde" pour nous prévenir que le bon choix pour les présidentielles, c'était Michel Rocard ? Pensent-ils vraiment, ces camarades, avoir travaillé utilement pour le Parti ou ont-ils travaillé pour la gloire éphémère d'avoir été, un jour dans leur vie, les vedettes modestes de l'actualité ? (Applaudissements)
Ce débat légitime, ne peut-on l'avoir entre nous ? N'avons-nous pas compris pourtant que le Pouvoir cherche aujourd'hui à placer au devant de la scène quiconque parmi nous s'y prêterait ? Ne soyons pas les rédacteurs ou les orateurs les plus efficaces de la majorité giscardienne, pour avoir voulu un jour, être au-devant de la scène !
Je demande aux camarades de tous courants de réfléchir sur les conséquences de leurs déclarations, pour la vitalité de notre Parti.
Heureusement pour notre Parti, le projet Socialiste peut permettre de surmonter toutes ces difficultés et doit jeter les bases d'un horizon nouveau pour l'ensemble des Français. Ce projet ne doit pas être qu'un simple témoignage de l'analyse des Socialistes deux ans après les législatives de mars 1978. Ce projet, véritable projet de société jetant les bases d'une autre politique que celle axée sur le libéralisme économique, doit avoir une capacité de mobilisation pour l'ensemble des militants Socialistes.
Oui, il peut, ce projet, si on le veut, mobiliser les Français sur un grand dessein.
Pourrait-il aussi avoir comme mérite d'être le document autour duquel se renforce l'unité du Parti Socialiste, après plusieurs mois de turbulences ?
J'en appelle à François Mitterrand, rassembleur de tous les Socialistes issus de mille et un petits ruisseaux. J'en appelle à François Mitterrand, qui sait, mieux que quiconque, le chemin parcouru depuis huit ans. Cette unité Socialiste, cimentée autour d'une analyse sociale et de sa définition du front de classe, cette unité Socialiste, cimentée autour d'une stratégie politique, l'union des forces populaires, autour d'une réflexion politique développée par les thèses sur l'autogestion, c'est tout cela - et bien autre chose, y compris les luttes fraternelles contre la Droite - qui a donné à notre Parti son identité.
Enfin, camarades, ce Parti né à Epinay, qui a si bien rempli sa jeunesse, n'atteindrait donc jamais sa vie adulte ? Serait-il atteint d'un microbe du désarroi? Eternel adolescent, il ne saurait acquérir sa maturité ? Mais

Fondation Jean Jaurès

qu'aurions-nous fait depuis huit ans si le Parti, atteint d'une maladie incurable, devait échouer ?
J'en appelle à François Mitterrand, pour qu'il trouve les mots apaisants, capables de redonner la sérénité à l'ensemble des dirigeants et militants de ce Parti.
Car enfin, malgré les informations qui nous accablent et nous rappellent que la Gauche, c'est foutu, malgré les sondages défavorables - mais cela, camarades, c'est plutôt bon signe ! - malgré les déclarations qui proviennent d'hommes et de femmes de Gauche, et même de camarades de Parti, qui sont démobilisant et qui cherchent à mettre le Parti en situation de crise morale, malgré tout, vous le savez, nos chances de victoire à court terme sont réelles.
Et je me tourne vers Michel Rocard, pour lui poser plusieurs questions. Je ne sais si tu y répondras, mais saches que ces questions ne sont pas posées par un homme de clan, partisan, mais bien davantage par un ancien militant du P.S.U. qui a su apprécier en son temps, en de nombreuses occasions, ton talent.
Première question : considères-tu que le projet Socialiste est un bon texte d'ensemble et qu'il doit constituer la plate-forme du futur candidat aux présidentielles ? Sinon, pourquoi as-tu voté le texte sur le plan national? Si oui, es-tu en désaccord avec tes amis politiques qui ont combattu avec combien d'ardeur le texte dans les fédérations ? (Applaudissements) En un mot, considères-tu comme une attitude saine pour la limpidité du débat de voter un projet sans jamais l'appuyer ?
Ta conception du Socialisme ne gomme-t-elle pas toutes les références au Socialisme historique ? Es-tu d'accord sur le fait que les idées nouvelles issues de mai 1968, qui doivent enrichir notre projet, bien sûr, ne doivent pas S'y substituer ? Es-tu d'accord sur le fait qu'il faut aussi y intégrer les problèmes touchant le cadre de vie, les régions, les associations la dimension féministe, le droit à la différence, mais que sans la prise en compte du Socialisme historique, sans cette prise en compte il n'y a plus de Socialisme, tout au plus un parti réformateur où les mots qualité de la vie, écologie, respect de l'environnement, perdent tout leur sens politique ?
Oui, camarades, il y a récupération de mai 1968 par la Droite quand les idées et valeurs du mouvement ne viennent pas enrichir la mémoire historique du Socialisme.
Qu'entends-tu, enfin, par la ligne autonome du Parti Socialiste ou plutôt est-ce que le débat n'est pas entre ceux qui veulent une ligne autonome à l'intérieur d'une stratégie d'union et ceux qui plaident pour une stratégie autonome tout court ?
Il faudrait aussi peut-être cesser les discours généraux et parfois même ambigus sur la liaison entre énergie et croissance. Alors, cette croissance doit-elle être douce ? Doit-elle être sobre ? Doit-elle être une croissance zéro ?
Il faudrait aussi peut-être cesser les discours généraux sur les choix en matière énergétique. Moi, j'aimerais bien savoir une bonne fois pour toutes, Michel Rocard, si tu es pour ou contre les surrégénérateurs, si tu es pour ou contre un développement important de l'énergie nucléaire ? Toutes ces questions-là,

jusqu'à présent, sont restées pour moi sans réponses.
Avant de conclure, je voudrais dire que, oui, nous avons un bon projet. Mais n'oublions pas que, parfois, nous avons le goût un peu pour les formules, et si cela a été oublié parfois dans ce texte, comme je le pense, eh bien, camarades - nous sommes là pour cela - modifions les textes !
N'oublions pas, comme l'a dit François Mitterrand, que ce projet doit s'adresser à des hommes et à des femmes qui ont besoin de croire, qui ont besoin d'imaginer, qui ont besoin de savoir qu'ils ont entre les mains la capacité de créer. Nous avons un bon projet. Nous saurons nous doter en temps voulu d'un bon candidat aux présidentielles. Ce candidat, susceptible de rassembler tous les militants, crédible par sa stature d'homme d'Etat dans un monde en crise, est capable de gagner et d'apporter le Socialisme. (Applaudissements)

Le président - La parole est à Jacques Attali pour quinze minutes. Perrieux se prépare.

Jacques Attali

Le Socialisme est-il économiquement possible ? Un projet Socialiste est-il économiquement crédible ?
Ces questions, qu'on nous pose tout le temps, sont d'abord extrêmement trompeuses, car au fond, l'ambition des Socialistes, c'est bien de libérer la société des lois de l'économie, de cesser que notre vie, notre destin, la forme des sociétés, le mode de vie et de production, soient déterminés par les lois de l'économie.
Ces questions sont aussi trompeuses parce qu'on ne les pose qu'à nous. Qui songerait à demander aux Communistes la crédibilité économique de leur projet, où à interroger les libéraux sur leur crédibilité devant la nature de leurs résultats ?
Et pourtant, je crois qu'il faut affronter ces questions et tenter d'y répondre.
D'abord, parce qu'il importe que nos adversaires soient conscients de la crédibilité de ce que nous tentons, car de notre crédibilité à leurs yeux dépend la nature des rapports de forces qui s'ensuivront.
Il faut aussi être crédible à l'égard de ceux auxquels nous voulons parler et que nous voulons convaincre, car de cette crédibilité dépendent l'appui et l'engagement qui suivront.
Et aussi - peut-être est-ce là l'essentiel - il faut être vraiment crédible à nos propres yeux, c'est-à-dire avoir un projet et une conception du Socialisme qui nous convainquent véritablement de nous-mêmes, indépendamment de tous les engagements tactiques ou de tous les débats qui peuvent nous diviser.
Je crois qu'aujourd'hui, dans la situation actuelle, les conditions qui permettent de juger de la crédibilité du Socialisme ou du projet Socialiste sont de trois ordres.
D'abord, il faut connaître les faits, ensuite, il faut connaître les lois du capitalisme, enfin il faut connaître les lois de la transition, au Socialisme.
Connaître les faits, cela veut dire d'abord, évidement, savoir qu'il existe une

Fondation Jean-Jaurès

immense crise qui ne fait que commencer de la société capitaliste, fonctionnent avec les mêmes conséquences que dans les économies explicitement capitalistes.
Il faut savoir aussi qu'il existe déjà, tels sont les faits, des secteurs économiques, des pays, oui sont en train de sortir victorieusement de la crise, qu'il existe des secteurs économiques et des pays où les taux de croissance ont recommencé à être très forts, où les taux de profit ont recommencé à être très élevés.
Il faut aussi connaître les faits quant à ce qu'ils nous disent déjà de quasiment certain sur les dix années qui viennent, et ce qu'ils nous disent de certain, c'est un vieillissement de l'Europe, c'est une aggravation du chômage, c'est une quasi-certitude d'une immense crise financière qui fera une véritable déroule du système économique mondial, et dont la crise actuelle n'est qu'un balbutiement.
Ce qui vient, c'est aussi d'immenses mutations technologiques qui concernent le mode de production. Sachez, vous devez bien, nous devons tous le savoir, que l'économie japonaise, par exemple, va, dans les dix ans qui viennent, multiplier par deux sa productivité dans certains secteurs essentiellement par l'utilisation de nouvelles techniques et que cela porte une forte croissance et une puissance économique sans pareil, que la génétique industrielle porte en elle-même, un avenir fantastique, soit de libération de l'homme, soit d'anéantissement complet de la personnalité et que, peut-être est-ce l'essentiel, connaîtra les faits qui vont nous environner, déterminer notre avenir, c'est savoir que dans chacune des dix années qui ont commencé il y a quelques jours, au moins 50 millions de personnes vont mourir de faim, parce que la logique de notre développement crée les conditions de leur sous-développement, de leur misère et de leur mort.
Un projet Socialiste ne peut être crédible en particulier que s'il à quelque chose à dire et à faire face à ce génocide par indifférence qui continue. (Applaudissements)
Le deuxième point, c'est comprendre les lois du capitalisme.
Le capitalisme, c'est une machine à produire la société par l'argent, cette machine fonctionne bien partout dans le monde, cette machine a besoin de la crise pour s'organiser, pour changer, pour se diversifier.
La crise, contrairement à l'analyse déshonorante des économistes Communistes, n'est pas la faillite du système capitaliste, c'est au contraire la stratégie du système capitalisme pour se régénérer. (Applaudissements)
La crise, c'est l'organisation la plus scandaleuse qui soit dans l'histoire des sociétés de la construction de l'avenir. Mais, pire encore, il faut savoir qu'historiquement, dans les grandes mutations que nos sociétés ont rencontrées, jamais la crise n'a été dépassée sans la guerre et que si aujourd'hui plane sur nos sociétés une menace de guerre, c'est fondamentalement parce que les sociétés capitalistes sont incapables de dépasser les contradictions qu'elles créent autrement que dans la guerre et que si l'on regarde ce qui se passe ou ce qui s'est passé au Vietnam, ce qui se passe ou ce qui s'est passé en Afghanistan, il faut, peut-être est-ce l'essentiel, en voir les causes dans l'impossibilité de la société américaine dans les années 1967-70, et de la société soviétique aujourd'hui, de trouver les possibilités de régler ces contradictions économiques internes ailleurs que dans la fuite en avant et que dans l'impossibilité de régler

autrement que par la violence les difficultés intérieures, la guerre est la nature même du processus de résolution des crises du capitalisme. (Applaudissements)
Il faut savoir cela parce qu'il faut évidemment comprendre que le capitalisme est autour de nous partout et que notre projet Socialiste, s'il s'inscrit dans l'histoire, s'inscrira dans un environnement capitaliste, un environnement partiellement en train de sortir de la crise, mais aussi un environnement de violence, et qu'il nous faut bien connaître les lois, d'une part, parce que ces lois tendront de s'imposer contre nous et, d'autre part, parce qu'il faudra bien passer des compromis clairs avec cet adversaire, parce qu'il faudra bien, dans ces rapports de force, de violence, avec lui, et d'opposition, savoir clairement où il va pour tenter de ne pas être entraînés avec lui dans l'abîme.
Et puis, peut-être est-ce l'essentiel, la crédibilité économique d'un projet Socialiste se juge à la façon dont il est mis en oeuvre. Merleau-Ponty disait que la véritable liberté, c'est savoir théoriser l'expérience. Noue n'avons pas beaucoup d'expérience du gouvernement, mais au moins avons nous déjà une certaine expérience de la théorie, et elle nous apprend, je crois, qu'il y a un certain nombre de conditions à la crédibilité de la mise en oeuvre d'un projet Socialiste.
C'est, d'une part, de savoir mesurer toutes les conséquences économiques de toutes les promesses que nous pouvons faire, d'autre part, c'est de ne pas tuer le long terme avec le court terme, c'est-à-dire de vouloir faire tout de suite des choses qui ne peuvent être mises en oeuvre qu'à long terme... (Applaudissements) parce qu'à l'évidence si elles pouvaient être faites tout de suite, cela prouverait que le capitalisme, c'est pas si mal que ça, puisqu'il faut peu de temps pour faire les choses !
Troisièmement, cela veut dire qu'il faut, pour être crédibles, faire tout de suite dominer le plan, non pas sur le marché, car là c'est un faux débat, mais faire dominer le plan sur le profit, faire dominer le plan sur la valeur, faire dominer le plan sur la logique de la marchandise… (Applaudissements).
Etre crédibles, c'est aussi, être disponibles. Cela veut dire avoir une capacité d'adaptabilité permanente au changement. Les grandes mutations ne sont réussies que s'il peut surgir d'une masse profonde toutes les innovations, toutes les aspirations, toutes les idées qui font que, peu à peu, s'adapte et se réalise un projet vécu et pensé peut-être de façon souvent trop précise.
La réalité de la crédibilité de notre projet se jugera à la capacité de suivre effectivement ces conditions précises dans sa mise en oeuvre.
Alors, on peut dire que, oui, aujourd'hui, le Socialisme a rendez-vous avec l'histoire, car dans la crise actuelle, il faut savoir que l'économie capitaliste n'a pas d'autre moyen que la violence pour régler la crise et que le Socialisme est peut-être la seule façon concrète non violente de sortir de la crise, la seule façon qui conduira la France à ne pas être définitivement une nation vassale.
Notre projet Socialiste n'est pas archaïque, il n'est pas dépassé, il est en rencontre avec l'histoire.
Le Socialisme n'a jamais existé nulle part.
Le Socialisme est aujourd'hui la seule façon, peut-être difficile, peut-être

Fondation Jean Jaurès

incertaine, de donner une autre réponse à la crise que la guerre.
Mais c'est aussi difficile, parce que si nous avons les moyens dans les dix ans qui viennent, avec ce projet, de réduire la durée du travail, de réduire les inégalités, de réduire la consommation d'énergie, de créer les conditions d'un véritable pouvoir des travailleurs dans l'entreprise, de supprimer le spectre du chômage, il faut savoir qu'il y a des intérêts qui en pâtiront, qu'il y a des privilèges qui disparaîtront, que nous ne pourrons pas tout donner à tout le monde ; il faut savoir aussi que dans la conjoncture économique mondiale qui ne fait que commencer, si nous voulons faire l'économie de la guerre, il faut préparer l'économie de guerre.
Il faut savoir que tout cela n'est pas possible sans mettre en oeuvre une production radicalement différente, et que ceci a comme conséquence inévitable, qu'on le veuille ou non, une forte croissance.
Comment, Socialistes, tomberions-nous dans ce piège absurde du faux débat de la théorie économique libérale entre croissance forte et croissance douce ?
La croissance douce, nous l'expérimentons aujourd'hui, elle fait 1.300.000 chômeurs, elle en fera 3 millions dans cinq ans… C'est cela qu'on veut ? (Applaudissements)
Il faut doubler les investissements d'économie d'énergie, il faut complètement transformer le mode de transport urbain, il faut développer toutes les innovations possibles en matière d'informatique et de génétique. Cela conduit tout naturellement à une fonte croissance. Il n'y a pas d'autre possibilité de changer la société car si la croissance était tellement contestable, ce serait que la production en elle-même l'est et ceux qui sont partisans d'une croissance douce voudraient-ils une production nulle, ce qui est stupide ? (Applaudissements)
Il faut également se protéger des conséquences de l'environnement international sur notre développement.
Tous les grands pays capitalistes qui sont en train d'organiser leur sortie de la crise contre nous, qu'il s'agisse du Japon, des Etats-Unis ou de l'Allemagne, ont compris qu'il fallait réduire la part du commerce extérieur dans le produit national brut, ils l'ont compris, et tous ceux qui parmi nous feraient l'erreur de croire que la crédibilité c'est d'accepter l'ouverture infinie des frontières sont économiquement dépassés, ils ne font qu'obéir à des comportements d'avant la crise, et ne pensent pas qu'une telle stratégie est, dans l'avenir, suicidaire.
Le destin d'un pays se jugera à son courage à changer sa production, en conséquence à avoir une production forte, à organiser la réduction de sa consommation d'énergie, la transformation du modèle de production, c'est-à-dire à réduire sa dépendance à l'environnement international et surtout à contrôler pour que le plan domine sur la valeur la production de profit.
La vraie crédibilité d'un projet Socialiste se juge au moyen qu'il se donne ce contrôler le profit. C'est à cela qu'on nous jugera, c'est à cela que l'on nous déterminera notre capacité à être effectivement en marche vers le Socialisme.
Voilà ce qui, à mon sens, détermine les conditions de notre crédibilité. Pour autant, il ne faudra jamais perdre de vue que l'économie n'est pas le Socialisme, que l'économie doit être seulement un moyen mis au service du Socialisme et la

Collection Jean Jaurès

grande crédibilité de l'économie pour un Socialisme, c'est de créer les conditions de sa disparition comme loi du monde et de l'apparition de la liberté comme finalité des hommes.
(vifs Applaudissements)

Le président - La parole est à Perrieux pour 7 minutes.

Perrieux

Camarades, le courage est de chercher la vérité et de la dire. J'interviens sur le problème du débat nucléaire civil et je défends l'option numéro 2.
Analysons, si vous voulez très brièvement, ce qu'il y a dans l'option n°1.
En résumé, allant un peu moins vite que le gouvernement dans le développement des centrales classiques et dès lors qu'on aura pris un certain nombre de mesures, sur les surrégénérateurs n'apparaîtront plue nécessaires.
Il y a une ambiguïté fondamentale dans ce "n'apparaîtront plus", parce qu'effectivement, ce n'est pas apparaître, il s'agit de savoir si, effectivement, les sur-générateurs dans une certaine période vers les années 1995/2000, seront ou non nécessaires.
Tout le débat est là.
Dire qu'ils n'apparaissant plus dès maintenant, vingt ans avant, comme nécessaires, c'est aller un peu vite.
Pour défendre cette option n°2, il y a plusieurs méthodes : il y aurait, bien sûr, la méthode simplement technique, expliquer aux gens qui l'ignorent, qu'en fait les problèmes de sécurité, dans les surrégénérateurs, ne sont pas plus importants que dans les centrales classiques.
Il faut savoir que la période historique dans laquelle la contestation des surrégénérateurs est arrivée, coïncide avec le moment où le candidat Carter a décidé d'en faire un thème de propagande. Il faut savoir que, malgré cela, les Etats-Unis d'Amérique sont l'un des derniers pays à avoir un besoin vital de cette source d'énergie continuant tous de travailler sur les surrégénérateurs en utilisant la petite avance technologique qu'a son allié anglais, en utilisant le surrégénérateur anglais arrêté il y a un an pour continuer les essais à l'intérieur de ces surrégénérateurs.
Quand on sait toutes ces données, quand on voit que les pays industrialisés quels qu'ils soient, ont un programme à court, à moyen ou à long terme de surrégénérateurs, et ceci contre ce qui est inscrit dans l'option n°1, expliquant que les pays à égalité d'indépendance énergétique ne se sont pas lancés dans ces mêmes choix, etc. C'est faux.
Lorsqu'on regarde les pays qui ont une égalité d'indépendance énergétique par rapport à la France, prenons l'Allemagne fédérale, elle vient justement de décider avec la France de construire Super-Phénix et d'en construire un en Allemagne ultérieurement ; Quand on regarde le Japon, il a décidé de construire un surrégénérateur ; Quand on regarde la Grande-Bretagne, elle a commencé depuis longtemps et si elle est un peu en retard sur la France, elle est en avance sur les autres pays.

Donc, tous les pays industrialisés ont fait ce choix. Il est probable qu'il y avait des raisons. Ce sont uniquement des raisons d'ordre économique et mondial ? Ne serait-ce pas plutôt simplement une volonté d'utiliser le potentiel technologique de ces pays fortement avancés ? C'est possible. Le débat n'est pas clair. Il est possible que les pays qui ont le plus besoin de surrégénérateur, soient ceux qui sont incapables de les faire seuls justement.
Sachez que si le prix du pétrole continue d'augmenter, les pays sous développés seront obligés de se serrer la ceinture et voir les pays développés qui n'ont pas construit de surrégénérateurs, leur prendre tout le pétrole existant.
Sachez qui le jour où l'OPEP ou autres organismes y compris ceux dans lesquels pourrait faire partie quelques pays comme la Grande-Bretagne, décideront de fermer le robinet du pétrole, on se demandera quoi faire… Et ceci est une réponse à l'argument de l'option n°1 : que fera t-on si brutalement on est obligé de fermer les centrales nucléaires ? Moi je dis : que fera t-on si l'OPEP limite le robinet ?
Peut-être arriverons-nous, grands pays industriels à nous en tirer, la France avec beaucoup plus de difficultés. Quant aux pays sous développés, c'est la ruine, vous me direz, mais ce n'est pas nouveau. Avons nous le droit, nous, par une sorte d'égoïsme petit bourgeois, d'ignorer ce problème qui est à court terme pour ces pays là, à moyen terme pour d'autres pays moyennement développés ?
Tous ces arguments font qu'on pourrait se lancer en fait et dire : il faut les surrégénérateurs. Le débat est plus compliqué que cela. Je me tourne vers la direction du Parti : comment se fait-il que l'on dise dans ce texte qu'il faut un référendum, qu'il faut que les Français soient fortement informés, courageusement informés avant de se lancer dans un référendum et leur donner la parole ? J'estime que le débat n'est pas suffisamment avancé dans le Parti Socialiste pour que l'on puisse clore de manière définitive ce sujet en disant : dans ce cas là, on fait une croix sur les surrégénérateurs. Le débat n'est pas terminé. Il ne fait même, que commencer. Dans dix ans, tous les pays auront des surrégénérateurs. On continuera à dire : Il ne faut pas, etc.
Je suggère concrètement, si la Commission des résolutions arrive à une option de synthèse entre l'option 1 et l'option 2 - ce n'est pas impossible, et le mot de l'option 1 était ambigu "ne paraîtra plus nécessaire " - il faudra que dans le débat, dans le Parti, commencer véritablement par une information de l'ensemble des militants sur l'ensemble du sujet.
Sur le plan technique, économique, écologique sur le plan psychosociologique, sur tous ces plans, il faut que l'ensemble de l'information soit donnée. Je terminerai en parlant du dialogue avec les écologistes.
Tout militant Socialiste qui se respecte, qui adhère à ce projet Socialiste, a au fond de lui une dimension écologique. Il faut que la société Socialiste soit la société de tous et qu'elle ne soit pas polluée par une minorité de capitalistes. Mais pour débattre valablement avec ces écologistes qui montent effectivement au point de vue électoral dans l'ensemble des pays industrialisés la seule méthode d'un grand parti comme le nôtre, c'est de se fonder sur des bases claires, et je crois que ce projet Socialiste à toutes les pages, démontre qu'il

essaie de fonder cette cohésion et l'égide Socialiste. Quand on aura fait le même effort sur ce débat énergétique, nous pourrons valablement dialoguer avec les écologistes qui ont parfois raison, souvent raison mais pas toujours raison.

Le président - La parole est à Véronique Neiertz.

Véronique Neiertz (Fédération des Yvelines)

Mes chers camarades, il serait fastidieux de compter le nombre de textes dont le Parti Socialiste s'est doté depuis neuf ans aux seules fins de préciser, d'affiner son identité. Congrès, Conventions ont, année après année, approfondi notre réflexion collective, réflexion qui s'articulait jusqu'à maintenant autour d'un programme de gouvernement.

Seulement voilà, beaucoup de Socialistes n'ont pas lu ces textes. Toujours d'ailleurs un peu difficiles à trouver dans notre Parti. Le projet Socialiste a donc l'avantage de mieux nous armer en rassemblant des textes jusqu'ici épars, tout en leur donnant l'éclairage qui correspond à la réalité d'aujourd'hui.

A la question : que veut dire aujourd'hui être Socialiste ? Le projet ne répond ni par un dogme ni par une prophétie, ni par un contrat de législateur, mais par une réflexion cohérente. Nous voulons transformer la société. Le seul mouvement qui, historiquement, se soit construit sur cette ambition et se soit battu pour elle est un mouvement dans lequel le Parti Communiste est partie prenante, même si le Parti Communiste a rompu l'union de la Gauche en 1977. Nous nous devons de maintenir l'attachement du Parti Socialiste à cette stratégie car c'est la seule dans laquelle puisse s'inscrire un projet de transformation de la société en France, avec quelques chances de succès. Le Parti Communiste ne veut pas pour le moment. Tant pis. L'union de la Gauche, c'est une épreuve, une épreuve permanente, une lutte incessante et sans concession entre la conception des Socialistes et celle des Communistes, et non comme c'est encore le cas pour beaucoup de Socialistes, une simple commodité électorale. Il me semblait nécessaire de le rappeler ici, quand je lis dans la presse ou quand j'entends certains camarades demander la réunion d'une Convention destinée entre autres à actualiser l'union de la Gauche.

Si, effectivement, ces camarades veulent actualiser l'union de la Gauche, ils feraient mieux de ne pas voter le projet comme ils n'ont pas voté la motion A de Metz. Il faut savoir qu'on ne propose pas la transformation fondamentale de la société dont parle le projet Socialiste en réservant quelques espaces, municipalités, entreprises, associations, où l'on pourra faire de l'expérimentation tranquillement, ce dont la bourgeoisie s'accommode assez bien.

Si l'on veut vraiment transformer la société on commence d'abord par s'emparer du pouvoir central. Et si l'on ne prend pas le pouvoir central, c'est qu'on le laisse aux autres, et se focaliser sur d'autres pouvoirs, cela veut dire que l'on s'accommode du pouvoir central en place.

(Quelques applaudissements)

D'où l'importance de la lutte idéologique à mener contre ce pouvoir et dont la

partie « comprendre » du projet cerne les écueils, les difficultés et les moyens. L'histoire du Mouvement Ouvrier Français a 150 ans. Le Socialisme n'existe toujours pas. Il a su affronter le capitalisme pendant cette période, créer un pôle de luttes et un projet de société qui garde aujourd'hui toute son actualité. Le mouvement de mai 1968 est venu l'enrichir, mais seulement l'enrichir. Les idées de 1968 ne peuvent se substituer au fond historique du Socialisme. Le Socialisme, en effet, n'a pas la séduction que confère la nouveauté. Les nouveautés cela passe.

Depuis 150 ans, le Socialisme répète la même chose, qu'il faut lutter pour une société ; on ne sera plus obligé de vendre sa force de travail au capital ou de gagner sa vie à la sueur de son front, et il faut que les exploités et les opprimés s'unissent pour cela, et c'est toujours vrai, actuel, fondamental, et ne pourra se réaliser que si l'on change profondément les mécanismes de l'économie.

Alors, quand on ne parle de décentralisation, je dis bien sûr, mais liés à une planification centrale ; sinon, on aboutit à n'importe quoi. La décentralisation, cela s'accommode très bien du capitalisme, on le voit en Italie, en Allemagne, en Grande-Bretagne, en Suisse. Elle a été le thème essentiel de la campagne du Parti Monarchiste au Portugal. Même chose pour l'écologie, même chose pour le féminisme.

Lorsqu'on dit dans le projet Socialiste que féminisme et Socialisme sont indissolublement liés, que l'oppression spécifique des femmes se double de l'exploitation économique propre au capitalisme, on dit que la lutte des sexes passe par la lutte des classes. On ne dit pas qu'elle s'y réduit. Remarquez, à voir la façon dont les Socialistes témoignent parfois de l'indissociabilité du féminisme et du Socialisme, il y a quelque mérite à continuer à la croire et à le dire. (Applaudissements)

Entre le mouvement des femmes qui se « marrent » à la simple évocation des Partis politiques, et le Parti Communiste où les femmes ont des raisons objectives de se reconnaître parce qu'elles y sont représentées, on peut s'interroger sur la crédibilité de l'alliance entre féminisme et Socialisme, alliance qui devrait se payer de faits autant que de mots. C'est de faits et pas de belles théories que les Françaises ont besoin, surtout si vous voulez qu'elles votent pour vous !

Il n'y a pas que la crédibilité économique, camarades. Alors quand des camarades demandent la suppression du texte de la partie "comprendre" sur la lutte idéologique, c'est probablement qu'ils ne sont pas d'accord avec ce que je viens de dire. Je dis "probablement" parce qu'ils en font pas de proposition très précise. Qu'ils présentent un texte politique et non un amendement à la carte qui joue sur l'ambiguïté de la suppression d'un passage ou de sa modification mais sans dire laquelle, ce genre d'amendement tactique ne paie pas, camarades, contrairement à ce qu'a dit Martinet tout à l'heure, il ne recueille que 30% des votes des militants, ce qui est un score bien inférieur au score des minoritaires au Congrès.

Je trouve que c'est le genre de montagne, à mon sens, qui accouche d'une souris !

Fondation Jean Jaurès

Pour continuer à parler vrai, la remise en cause du capitalisme ne passe pas non plus par une croissance harmonieuse. Qui peut croire que la croissance sera différente si elle n'est pas forte ? Ceux qui sont partisans de la gestion de la pauvreté sont ceux qui en souffrent le moins, et si l'on veut laisser au Parti Communiste le soin de s'occuper des plus défavorisés, c'est un choix, mais qu'on ne dise pas qu'on veut transformer la société en réclamant par ailleurs une croissance sobre, douce ou harmonieuse !
Une croissance limitée à 2,5 ou 3% je ne sais pas exactement, signifie simplement qu'effectivement, comme le disait Attali, le chômage ne sera pas résorbé et le Socialisme évidemment ne se fera pas si certains et surtout certaines en sont exclus. C'est peut être utopique de réclamer une croissance forte mais ça l'est encore plus de croire qu'on pourra continuer longtemps à vivre avec autant de chômeurs et surtout de chômeuses.
Alors, quand le projet Socialiste parle de retour au plein emploi, je voudrais quand même rappeler et introduire là une nuance de taille ; le plein emploi n'a jamais existé pour les femmes ; le retour donc à ce plein emploi ne peut concerner que la moitié de la population !
Il faut donc parler plutôt de recherché du plein emploi si l'on veut respecter le principe affirmé dans le projet du droit à l'emploi pour tous et pour toutes.
Giscard nous répète que nous n'y pouvons rien, 2 millions de chômeurs sont un mal inéluctable pour un pays d'aussi faible importance. Pensez donc, la France ne représente quel % de la population mondiale. Mais les USA n'en représentent que 3% et l'U.R.S.S. 4%, ce n'est pas pour cela qu'ils se considèrent comme des puissances de second ordre.
C'est vrai qu'un changement vers le Socialisme est plus difficile à faire passer dans le contexte démoralisation actuelle, plus difficile en tout cas qu'en 1974. Mais il est non moins vrai qu'il n'y a pas de raison objective pour que la France ne puisse pas effectuer ce changement. Le projet dit simplement que Françaises et les Français ont un autre destin que celui que leur prépare la bourgeoisie, un autre destin national, un autre destin international.
Cela suppose que la France préserve le droit des peuples à se déterminer eux-mêmes, qu'elle soit dotée d'un outil de défense et de sécurité autonome. Cela suppose aussi, dans le contexte international actuel, de déséquilibre des populations, une politique de la population car une population qui ne se renouvelle pas amène forcément une nation en déclin.
La motion de Metz a prévu la tenue d'une Convention sur la démographie. Pour ceux qui s'intéressent au calendrier des mois à venir, il serait utile de rappeler que la campagne sur la Sécurité Sociale, la Convention sur la jeunesse et pourquoi pas sur la démographie, ainsi que la popularisation du projet auraient de quoi nous occuper utilement d'ici à l'échéance présidentielle !
Enfin, j'en viens brièvement à un argument que j'ai souvent entendu invoquer, que ce soit dans les amendements des militants ou dans les débats notamment ceux de ma fédération, les Yvelines ou dans la presse.
Le leitmotiv de certains camarades c'est d'affirmer, pétris d'indignation naturellement, que les réponses des militants aux 216 questions n'ont pas été

Collection Jean Jaurès

prises en compte. Ce projet ne refléterait que le point de vue d'une direction, et encore pas de toute la direction.
Les appels solennels à la base contre l'appareil, mes camarades, cela relève d'une tactique que je qualifierai volontiers d'antique bien qu'elle soit pratiquée par ceux-là mêmes qui se veulent les représentants de la nouveauté.
J'ai souvent observé dans ce Parti que les plus basistes dans les discours devenaient singulièrement élitistes quand on leur demandait de passer aux actes, c'est à dire de payer de leur personne comme le fait la base justement. Je m'explique : il y a eu environ 1 000 réponses tant collectives des sections et fédérations qu'individuelles. 450 ont été dépouillées, seulement je mais « seulement » entre guillemets. Pourquoi, mes chers camarades ? Parce que beaucoup nous sont parvenues au-delà des délais fixés ; ensuite parce que beaucoup étaient manuscrites et difficilement lisibles Je dois vous l'avouer, mais enfin et surtout parce qu'en dépit des demandes réitérées qui s'adressaient à tous les camarades de tous les courants, en particulier ceux qui avaient mis au point le questionnaire bien sûr, la presque totalité de ceux-ci ont reculé devant l'énorme travail que le dépouillement représentait et la contrainte fantastique que cette réflexion collective faisait peser sur leur réflexion personnelle. Je regrette d'avoir à préciser cela encore aujourd'hui, je m'en serais passé. Les seuls à avoir retroussé leurs manches, ce sont des camarades des courants A et E. Je crois l'avoir déjà dit, d'ailleurs, à une Convention il y a presque un an.
C'est François Mitterrand qui, après l'échec de 1978, avait estimé qu'il était nécessaire de redéfinir le projet du Socialisme pour la France. C'est lui aussi qui a demandé qu'on veuille bien envisager d'envoyer un questionnaire préalable aux militants afin que ce projet soit celui des Socialistes tout autant que du Socialisme.
Après le Congrès de Metz, il a confié à Jean-Pierre Chevènement le soin de faire la synthèse nécessaire des réponses militantes, riches et intéressantes, vivantes, mais disparates, parfois contradictoires, incomplètes, et souvent inexistantes sur nombre de questions importantes posées dans le questionnaire, notamment en matière internationale.
Mon Dieu, quelle aubaine ! On allait enfin pouvoir taper sur un texte, puisque texte il existait ! Chevènement a vraiment un mérite énorme, à mon sens. Il a donné à ce Parti une occasion fantastique de se défouler pendant plusieurs semaines. Une vraie croisade ! Sans même l'avoir lu, on a fait sonner les trompettes d'une renommée qui avait pour but, à partir d'un texte qui n'engageait que son auteur, d'ailleurs, d'organiser scepticisme, désintérêt, avant même, que le texte collectif soit élaboré.
J'ai vu dans la presse qu'un de nos possibles candidats; à la présidence de la République avait qualifié ce premier texte de "bouillie pour les chats" J'aurais plutôt dit à l'époque que ses aspérités en faisaient un morceau difficile à avaler, à cause des angles de certaines analyses, de la tonalité de certains passages, de la difficulté du vocabulaire, de la signification de certains silences. Un morceau difficile à avaler, mais consistant, en tout cas bien dans la logique de la motion votée à Metz. Chevènement, d'ailleurs, n'y est pas pour grand chose.

Collection Jean Poperen

Alors plutôt que de focaliser les critiques sur une personne, critiquez vrai, mes camarades ! C'est la logique de la motion votée à Metz qui dérange ? Dans ce cas, faites des contre propositions claires, précises, politiques.
(Applaudissements)
Je forme néanmoins des vœux pour que ce projet qui est un projet d'espoir puisse rassembler le Parti, et si j'en juge par une note que Gilles Martinet adressait à des camarades de courant il y a quelques mois, en vue d'éclairer la discussion sur le projet Socialiste, note qui se terminait par - je cite : "ne faisons pas semblant de croire que la population dégoûtée des partis traditionnels et rangée en bataille derrière ses associations de base, n'aspire qu'à prendre en main les responsabilités de la gestion économique, de la mutation sociale."
Eh bien il me semble, mes camarades, que si on parlait toujours et tous de cette façon, le rassemblement des Socialistes pourrait se faire effectivement autour d'un même projet. (Applaudissements)

Le président - Christian Pierret.

Christian Pierret

Ainsi donc, mes camarades, il nous a fallu lire le projet Socialiste.
Comment l'avons-nous lu ? Quelles lectures, au pluriel peut-on en faire ?
C'est un peu l'objet de mon intervention.
Il peut être lu comme une dissertation philosophique, où au contraire comme un texte qui donne aux Socialistes le sens des priorités dans la grave crise internationale que nous traversons.
En voulant tout à l'heure parler vrai à sa manière, Jacques Attali mettait en avant l'analyse des faits et la crédibilité économique. Mais que n'a-t-il parlé comme cela au Congrès de Metz ! Celui-ci aurait certainement trouvé une issue beaucoup plus positive, celle-ci aurait été unanime.
En effet analysons la réalité. La crise s'approfondit. Le projet la définit comme l'annonce de la chute finale du capitalisme. Mais elle est aussi et surtout une menace immédiate. Aujourd'hui la Droite fait emprunter au pays le plus court chemin vers une récession profonde. Les coups portés à la Sécurité Sociale, la baisse organisée méthodiquement du niveau de vie, sont les manifestations quotidiennes d'une croissance économique à la fois faible et sauvage, qui n'est rien d'autre qu'une expression âpre de la crise. Des capacités inemployées, le gâchis engendré par le chômage, les restructurations brutales, l'intensité du travail, tout cela est sciemment programmé pour faire retrouver au patronat un niveau de profit acceptable.
En réalité le coût n'a jamais été chiffré de toutes les violences, oui, les violences, infligées sur la collectivité tout entière, mais aussi sur les entreprises dont en fin de compte les gains de productivité, avec cette politique là, sont bien minces.
Mais les contours d'un monde différent se dessinent, la stratégie du programme commun, quant à elle, était il y a quelques années adaptée à une situation internationale marquée par une forte croissance, une stabilité des zones

Fondation Jean-Jaurès

d'influence entre l'Est et l'Ouest, le pillage impuni du tiers-monde. Puisque le monde n'est plus ce qu'il était en 1971, le projet Socialiste ne peut pas être la continuation du programme commun.
Ainsi l'évolution du prix des matières premières, à travers laquelle le tiers-monde s'ouvre à grand peine la rétribution de ses richesses, ne nous fera jamais renoncer à l'horizon Socialiste qui est notre ambition commune. Mais elle nous fournit l'occasion de mieux définir une stratégie internationale, ouverte aux forces vives de l'Europe et du tiers-monde.
Nous n'avons pas le choix, la grande vanité d'une stratégie de repli, c'est de prétendre suppléer une politique économique en réalité impuissante.
La question à ne pas esquiver, c'est de savoir si dans ces conditions là le projet Socialiste sera le fondement d'une politique économique et sociale adéquate à la situation d'aujourd'hui, adéquate aux leçons de l'échec de mars 1978, adéquate à la marge de manœuvre qui nous est laissée.
Le projet parle à cet égard d'une croissance forte et différente, en un mot d'une croissance sociale, ce qui au dire de certains signifierait la même chose.
Prenons garde, camarades, au tourbillon des mots. Qu'est-ce qu'une croissance forte ? Est-elle forte à 4% ? A 5% ? A 6% ? A 7% ? Souvenons-nous des débats du chiffrage du programme commun à cet égard.
Le projet parle aussi d'une norme de commerce extérieur qu'il convient de fixer à 20% du produit national, alors que c'est notamment par les échanges extérieurs, que la croissance s'est réalisée et qu'elle a été forte dans les quinze années qui ont précédé la crise. La croissance à la japonaise d'avant 1974, aucun travailleur ne peut en avoir la nostalgie, parce qu'elle signifie de concret dans la vie quotidienne des ouvriers, des employés, des travailleurs.
Alors ne lançons pas de prévisions chiffrées, nous risquerions le démenti des faits et nous perdrions la confiance de ceux qui savent qu'un simple taux de croissance ne signifie rien de tangible pour leur vie quotidienne.
Ce qui fait une croissance sociale, il faut mieux et plus l'affirmer dans le projet Socialiste, c'est le mieux-vivre des travailleurs que la croissance économique apporte. C'est le type de croissance, c'est le mode de développement qui importe. C'est aussi, si nous voulons faire croire à une croissance sociale, si nous voulons une croissance sociale, faire partager, comprendre, assumer par le plus grand nombre possible de citoyens les objectifs de ce nouveau modèle de développement que doivent proposer les Socialistes.
Voilà pourquoi le passage aux 35 heures doit faire l'objet de toute notre attention. Notre monde n'est plus celui de l'abondance artificielle, d'une consommation égoïste plutôt que collective, dont les classes dirigeantes font la compensation illusoire à un travail intense et monotone. Les travailleurs exigent autre chose. La croissance que décrivent les Socialistes doit être autre chose. Elle doit être adaptée aux conditions nouvelles de la bataille pour gagner contre la Droite.
Des sidérurgistes de la Ruhr aux grévistes d'Alsthom, en passant par les tisserands de Boussac, tout le monde ouvrier européen retentit d'un appel pressant pour d'autres rapports de travail qui affranchissent progressivement

Fondation Jean Jaurès

l'homme. Les 35 heures doivent ouvrir sur une autre organisation du travail. La Droite veut faire croire qu'un temps de travail réduit se paiera par la chute de la productivité. En réalité là aussi, comme sur la croissance, une autre productivité est possible, qui se fonderait non plus sur plus d'exploitation, mais sur une meilleure efficacité d'un travail rendu moins pénible et plus créatif.

Dans la France des années 80, l'outil de travail qui escortait l'ouvrier sans faire appel à sa créativité est un outil non rentable, et nous pouvons, comme Socialistes, choisir la productivité de l'intelligence humaine, une meilleure utilisation des ressources et des capacités, sans choisir pour autant un productivisme dépassé et étranger aux traditions du monde ouvrier français.

Une fois qu'il sera débarrassé de son productivisme, le projet Socialiste doit faire droit à cette nouvelle conception de la productivité. En ce sens, la relance massive de la production que propose le Parti Communiste est le plus sûr moyen de ne pas tenir nos échéances extérieures, de nous refermer sur nous-mêmes, comme si la France était un canton suisse.

Avec raison le projet Socialiste dénonce cette évidence que la France est un grand pays, et quoi qu'on fasse, un grand pays ne peut s'abstraire des courants d'échange internationaux, qui ont fondé sa prospérité et sa croissance passées. Il faut donc relancer, oui, c'est vrai, l'économie, mais la qualité de cette relance est primordiale.

La consommation populaire, la maîtrise de la relance, par un meilleur équilibre entre consommation privée et services collectifs, voilà les voies que le projet Socialiste affirme clairement. Et dans la situation actuelle, la relance en l'état d'un appareil industriel vieilli par bien des aspects serait le plus sûr moyen d'allonger la facture pétrolière, comme la facture industrielle, dont il faut rappeler que les échanges avec les trois pays les plus développés du monde sont déficitaires pour la France au même niveau que les échanges avec les pays de l'OPEP.

En France le système industriel complet fondé sur une conception classique de la croissance est un système qui ne peut plus être qu'un souvenir pour des Socialistes, qu'ils ne peuvent pas soutenir dans le projet Socialiste pour les dix ou vingt ans qui viennent et qui est le leur.

Ne craignons donc point une certaine dose de spécialisation dans notre économie, si nous savons garder à notre industrie la diversité et la cohérence nécessaire pour répondre aux soubresauts parfois inattendus du commerce international. Un système industriel figé serait un système mort, à l'ère de l'automatisation.

Le projet Socialiste quant à lui plaide à juste titre pour les technologies nouvelles, elles sont en effet un facteur d'abaissement des coûts, mais également du chômage. Là encore l'exercice continu de la démocratie à tous les niveaux peut imposer l'utilisation dans un sens Socialiste de la technique, donc dans un sens Socialiste de l'économie.

Pour conclure, je rappellerai qu'à propos du programme commun notre camarade Jean-Pierre Chevènement avait coutume de dire qu'il y avait deux lectures possibles du programme commun. Eh bien nous croyons qu'il peut y

Fondation Jean-Jaurès

avoir plusieurs lectures possibles du projet Socialiste. L'une technocratique, celle du repli, du renfermement sur nous-mêmes, crispée sur un marxisme d'église, l'autre autogestionnaire, ouverte aux évolutions du monde, à la richesse créatrice de notre époque, l'intervention active des travailleurs dans les entreprises.
Dans un monde de péril, face à un Parti Communiste retombé dans ses vieilles ornières, les Socialistes ne peuvent choisir comme projet Socialiste que celui qui les fera déboucher sur la réalité, et sur la dynamique réelle de l'histoire de demain. Ils ne peuvent pas se tourner vers le passé, ils doivent choisir résolument un projet qui réponde à l'attente d'aujourd'hui, c'est-à-dire à la domestication de la crise du capitalisme.
(Applaudissements)

Le président - Je donne la parole à Paul Quilès.

Paul Quilès

A entendre Giscard, pour qui l'économisme, c'est l'opium du peuple, il n'y a d'autre politique que la sienne. L'essentiel de son argumentation peut se résumer en quelques mots, résignation, fatalisme, mondialisme, abandon.
Face à ce discours dominant complaisamment véhiculé, et qui vise à normaliser les citoyens en brisant toute résistance, toute attitude critique, et qui tient presque pour des sociaux tous ceux qui se mettraient à contre courant de ce discours, il était impérieux que le Parti Socialiste réagisse avec cohérence.
Fidèle à la motion de Metz où nous proclamions qu'il fallait être nous-mêmes, et où le devoir de chacun était d'affirmer sans cesse son identité Socialiste, le Parti Socialiste propose au sens fort du terme une alternative à Giscard, c'est-à-dire une autre manière de comprendre le monde, face à son empirisme, un réel vouloir face à son impuissance, des directives pour agir face à son pilotage à vue.
Dans notre projet l'ensemble des problèmes essentiels de la fin de ce siècle ont été abordés.
Il était ardu, le contexte difficile et incertain. C'est à ces obstacles que les militants, et je pense surtout aux nouveaux militants, non accoutumés au maniement de ces concepts, ont été confrontés.
Malgré cela, je me félicite que ce texte ait été discuté par un nombre satisfaisant de camarades, quoi qu'en dise notre ami Le Garrec.
Pour bien interpréter le monde, donc, afin de mieux le changer, il était essentiel d'éviter 3 écueils : d'éviter la myopie, d'éviter la presbytie et d'éviter le nombrilisme.
La myopie aurait consisté à ne s'intéresser qu'à la page agir ou à une démarche de type programmatique ou qui aurait consisté à ne penser qu'au futur immédiat, sans voir toutes les profondes évolutions de la dernière décennie, les prémices de nouveaux ordres politiques, de nouveaux ordres économiques, de nouveaux ordres sociaux et culturels.
Le 2ème écueil, la presbytie, aurait été de faire un pur exercice de futurologie ou

Fondation Jean-Jaurès

d'avoir une vision trop longue qui aurait fait l'impasse du court ou du moyen terme pour se perdre dans une image finale idyllique, où l'homme serait réconcilié avec lui-même et avec la société.
Pas besoin d'aller chercher dans "Démocratie Française", ou dans quelque interview à "Paris Match", cette conception future selon Giscard ; il suffit, pour comprendre sa politique, de reprendre cette définition de l'horizon apprise dans nos écoles primaires : l'horizon, c'est une ligne fictive qui s'éloigne au fur et à mesure qu'on croit s'en rapprocher.
Le 3ème écueil, enfin, le nombrilisme, se serait traduit dans notre projet par une prise en compte exclusive du Parti Socialiste comme force de transformation sociale ou de la France comme seule référence, alors que nous vivons une période de mutation comme on en a rarement connu dans l'Histoire.
Eh bien, c'est avec lucidité et rigueur qu'ont été présentés, et je l'espère débattus, les thèmes principaux autour desquels s'articule notre projet, notamment, celui portant sur l'énergie, sur lequel je voudrais intervenir maintenant.
Le débat, je le sais, a parfois pris une tournure passionnée dans nos discussions, ce qui est normal lorsqu'un sujet tient à cœur, mais cette passion ne doit pas obscurcir l'analyse sereine et approfondie que nous devons faire sur un sujet aussi sérieux.
Dans ce débat difficile, il fallait éviter les 3 écueils que je signalais il y a un moment : la myopie, la presbytie et le nombrilisme, qui auraient consisté à faire l'impasse sur le caractère mondial du problème de l'énergie.
Chers camarades, nous ne pouvons pas oublier, par exemple, que les Etats-Unis, avec 5% de la population mondiale, consomment la même quantité d'énergie que l'ensemble des pays en voie de développement qui représentent, eux, 75% de la population de la planète.
Ce débat, il est au cœur du projet Socialiste, pour une raison bien simple, c'est que l'énergie n'est pas un bien de consommation direct, mais un moyen de transformation utilisé par les hommes. Les besoins en énergie sont donc dépendant du type de société. C'est bien le pétrole bon marché qui a façonné la société que nous connaissons, avec le développement de l'automobile, la généralisation des emballages perdus, la faible isolation des logements. Eh bien, nous le disons dans le projet, ce mode de croissance capitaliste, qui se caractérise par une consommation effrénée d'énergie, nous le remettons en cause, mais ce n'est pas, et certains orateurs l'ont dit avant moi, pour le remplacer par la croissance douce ou sobre de Giscard d'Estaing. Le mode de développement que nous voulons est totalement différents, plus soucieux de l'environnement, plus économe en énergie, en matières premières, plus autonome, plus attentif au coût social des projets, plus soucieux enfin de la démocratie dans l'élaboration des décisions.
Et là je voudrais que les choix soient bien clairs. Nos propositions en matière énergétique, telles que je vais les préciser, sont cohérentes avec le reste du projet, et notamment avec notre volonté d'une croissance forte et différente, n'en déplaise à Patrick Viveret, d'après ce que j'ai lu dans une interview, hier, dans le

"Quotidien de Paris". Dire que la croissance forte va de pair avec l'énergie facile, c'est une assimilation abusive, mon cher Patrick Viveret. Nous n'avons jamais pensé revenir à la croissance sauvage des années 60, et encore moins, Christian Pierret, à la croissance à la Japonaise. Ce que nous voulons c'est une croissance différente que nous qualifions de façon très précise dans le texte du projet. Les réformes de structures que nous proposons et les économies d'énergie vigoureuses que nous préconisons permettront que cette croissance soit relativement forte, ce qui est indispensable pour satisfaire les besoins définis tout au long de notre projet.

Alors se pose la question : comment définir une politique Socialiste de l'énergie ? D'abord, en tenant compte des cinq principes que je viens d'énoncer. Mais il nous faudra aussi tenir compte de la situation dont nous hériterons. Si nous venons au pouvoir en 1981, comme nous le souhaitons, nous ne serons pas sur une terre vierge ; les gouvernements qui se sont succédés depuis plus de vingt ans, Chers camarades, ont placé la France, du point de vue énergie, dans un état qu'il faut connaître et dont nous ne sortirons pas en un jour. Un charbon en régression depuis 1960, au profit du fuel, des énergies nouvelles bénéficiant d'un budget ridiculement faible, des économies d'énergie ne dont on parle beaucoup mais qui se matérialisent pas, enfin, une politique énergétique entièrement axée sur le développement du nucléaire. Au rythme actuel, il faut le savoir, il y aura, en 1981, 2525 réacteurs en service et autant en construction. Cette politique, nous l'avons critiquée, nous avons eu raison, et nous devons continuer de le faire. Après vingt ans d'abandon au "tout pétrole", c'est maintenant vers le "tout nucléaire" que l'on nous conduit, sans aucune consultation démocratique, sans aucun débat au Parlement. Le gouvernement espère voir le seul nucléaire prendre rapidement la relève. Pari considérable lorsqu'on s'appuie ainsi sur une source d'énergie dont le développement rapide, massif et incontrôlé, risque de poser des problèmes que l'on connaît, problèmes liés à la défaillance, aux défaillances du matériel, on l'a vu avec l'affaire des fissures, problèmes liés à des défaillances humaines, on l'a vu avec l'accident de la Centrale de Harrisburg, aux Etats-Unis, problèmes liés à la non mise au point du retraitement, puisque l'usine de La Hague fonctionne toujours très en dessous des prévisions. Cette politique dangereuse, cette situation dans laquelle nous nous trouvons, nous nous trouverons probablement, nous ne les avons pas voulues, mais il faudra, chers camarades, en tenir compte.

Alors, que faire direz-vous ?

Certains proposent un arrêt complet du nucléaire. Eh bien, je le dis, je crois qu'il s'agit là d'une utopie. Il ne serait pas possible de trouver dans des brefs délais des énergies de remplacement, tous les experts s'accordent à le reconnaître. Nous devrons être honnêtes, et comme nous l'avons dit en 1978, ne promettre aux Français que ce que nous pourrons tenir. Il s'agirait là d'une promesse fallacieuse et, qui plus est, dangereuse, car sa mise en application signifierait à coup sûr de graves difficultés, et notamment des phénomènes de pénurie inconcevables, vous en conviendrez, pour des Socialistes.

Ce que nous devons faire, c'est, tout d'abord prendre des mesures d'économies

d'énergie qui présentent deux avantages complémentaires : c'est d'abord qu'elles créent des emplois, et en même temps qu'elles ont un effet beaucoup plus rapide que le nucléaire. Le potentiel est considérable. Songez que l'on aurait pu, si des mesures vigoureuses avaient été prises, économiser 15 millions de tonnes équivalent pétrole, supplémentaires, aujourd'hui, ce qui correspond à 12 branches de nucléaire, ce qui correspond à 15 milliards de francs de moins sur la facture pétrolière. Songez que si les pays occidentaux avaient fait des efforts réels depuis cinq ans, c'est toute la production de l'Iran qui aurait été économisée. Je suis certain que dans ces conditions les tensions sur le marché pétrolier n'auraient pas été ce qu'elles ont été ces derniers temps.

Les Communistes nous disent : les économies d'énergie, c'est l'austérité. Eh bien, je dis non, ce n'est pas abaisser le niveau de vie des Français que d'augmenter l'isolation des appartements, que d'améliorer l'entretien et le rendement des chaudières, que de favoriser les transports en commun, que de récupérer les chaleurs perdues des usines. Dire le contraire, chers camarades, c'est faire de la démagogie.

(Applaudissements)

La deuxième action à mener, mais qui ne portera pas aussi rapidement, c'est la relance du charbon. Les réserves sont importantes, des régions entières, actuellement, sont menacées d'asphyxie économique par fermeture de mines, alors qu'il existe encore en France du charbon de bonne qualité, à un prix acceptable, et je pense à nos camarades du Gard, à l'est de la Grande Combe, où j'ai été il y a quelque temps, qui me l'ont dit explicitement. Il faut donc relancer la production charbonnière française, il faut également reprendre la prospection et accentuer les recherches sur la gazéification, qui permettra d'exploiter les gisements profonds.

La troisième action concerne les énergies nouvelles. Il faut les développer dans en donnant une impulsion vigoureuse à la recherche et en favorisant tous les moyens qui permettront la construction et l'installation de matériel consommant des énergies nouvelles.

En géothermie, le potentiel est important, et malheureusement peu mis en valeur jusqu'ici.

En ce qui concerne le solaire, la recherche doit être intensifiée pour permettre un abaissement des prix de revient.

En ce qui concerne la biomasse les ressources ne sont pas négligeables, là aussi il faudra augmenter le budget qui est d'une modestie inexcusable.

Mais dans ce domaine des énergies nouvelles, plus encore que dans d'autres, il faudra se méfier des erreurs d'appréciation du rythme de développement des nouvelles technologies. Il faut également se garder de sous-estimer les résistances sociologiques ou même culturelles que l'on risque de rencontrer. Néanmoins je suis convaincu qu'un effort d'ensemble peut permettre d'aboutir à un déblocage réel des énergies nouvelles à partir de 1980.

Le quatrième volet de notre action, ce sont les mesures structurelles, qui économiseront de l'énergie, mais à plus long terme, un terme difficile à fixer aujourd'hui, mesures telles que l'amélioration et le développement des

Fondation Jean Jaurès

transports en commun, l'augmentation de la durée de vie des produits, la conception architectural et urbanistique.
En même temps que nous prendrons ces quatre séries de mesures, il nous faudra tenir nos promesses en ce qui concerne la démocratisation des décisions, en informant la population, en organisant au Parlement un débat avec vote, sur les orientations de la politique énergétique, sur la loi nucléaire qui définira les moyens de contrôle sur l'ensemble du cycle nucléaire, en préparant un référendum sur l'utilisation de l'énergie nucléaire.
Si les mesures que nous proposons sont appliquées, le nucléaire devrait devenir une énergie d'appoint, dont le rôle devrait aller en diminuant. L'énergie nucléaire, chers camarades, ne doit pas constituer la base de notre production d'énergie dans 20 ans, comme le préconise le gouvernement. Les risques d'un tel programme sont doubles : l'organisation même de la société qu'il implique est trop contraire à nos principes et à nos objectifs, que je rappelais tout à l'heure, pour que nous puissions l'accepter.
(Applaudissements)
Le nucléaire, je le disais, ne peut être pour nous qu'une énergie de transition, transition à laquelle nous sommes contraints, parce que nous devons assumer un héritage encombrant, mais transition qui doit être aussi brève que possible.
Le 21ème siècle, si nous le voulons, et cette volonté il faut l'exercer dès aujourd'hui, doit être le siècle des énergies nouvelles, du solaire, et non celui d'un développement monstrueux de l'énergie nucléaire. Il est normal que les choix qui expriment l'option A, et que je viens de préciser ici, amènent à faire l'impasse sur les surrégénérateurs. Contrairement à certaines idées toutes faites et à la propagande officielle et aussi à ce que disait un camarade ici même à la tribune, les choses ne sont pas évidentes à ce sujet. Non seulement la rentabilité des surrégénérateurs est incertaine, mais les risques de ce type de réacteur sont encore mal apprécié, sans parler du grave problème de la dissémination nucléaire qu'ils peuvent entraîner.
Pour ces raisons, je crois que notre position d'un moratoire pour toute nouvelle construction de surrégénérateur est une position sage et qu'il faut la reconduire.
Sur tout cela, il faudra, je l'ai dit, que les Français se prononcent, après une large information et un débat dans tout le pays. C'est l'objet du référendum que nous proposons. Référendum ne signifie pas indécision de notre part, mais volonté de mettre en conformité nos actes et notre souci de démocratie, en consultant le pays sur des choix qui engagent profondément son avenir.
Mais pour l'instant - dois-je vous le rappeler, chers camarades ? - nous ne sommes pas au Pouvoir ! En attendant, nous devons agir, même si nos moyens d'action sont restreints, et cela est possible, cela est indispensable dans trois voies :
D'abord, il nous faut populariser nos positions qui sont encore mal connues.
Il nous faut lutter contre la politique énergétique du gouvernement, qui dépasse largement notre opposition au nucléaire. La lutte doit se développer sur le terrain, dans les instances politiques dans lesquelles nous sommes représentés et, à cet égard, je vous rappelle que nous avons appelé, avec 20 autres

Fondation Jean-Jaurès

organisations, à signer largement une pétition en ce sens et je voudrais inviter ici tous les camarades présents à cette Convention, qui ne l'auraient pas encore fait, à signer dès aujourd'hui cette pétition et à la faire signer autour d'eux.
Troisième type d'action : nous devons agir, partout où nous sommes majoritaires, au plan local, départemental et régional, pour commencer à mettre en oeuvre nos propositions, même si nos possibilités sont limitées, par exemple en mettant en place au niveau départemental ou régional des agences d'information de l'énergie nucléaire associant élus, syndicats et associations du type de celles que nous demandons dans notre proposition de loi, en prenant des initiatives pour développer les économies d'énergie et les énergies nouvelles, et vous savez qu'une association vient d'être créée, avec comme président Alain Bombard, dont le rôle est précisément d'apporter une information et une aide aux collectivités locales dans ce sens.
Chers amis, deux options vous étaient soumises à propos de l'énergie :
- l'option 1, dont je suis le premier signataire. Je viens de vous en parler.
- en ce qui concerne l'option 2, je ne suis pas ici pour la dénigrer ; elle a de toute façon, vous le savez, été repoussée par le vote des militants. Je dirai pourtant que sa confiance dans le nucléaire me semble tout à fait excessive, qu'il y a certainement d'autres façons d'améliorer notre taux de dépendance énergétique, et enfin que sa tonalité quelque peu restrictive par rapport aux économies d'énergie et aux énergies nouvelles me semble contradictoire avec le reste du projet, qui est beaucoup plus positif, sur ce sujet.
Nous arrivons au terme de ce débat sur l'énergie et je crois qu'il aura été utile. Il aura permis, j'en suis sûr, à bon nombre de militants de prendre conscience de l'ampleur et des difficultés du problème. Je crois que ce débat est à l'honneur du Parti Socialiste, qui est la seule organisation politique où un débat sur l'énergie se soit déroulé dans des conditions aussi démocratiques.
A nous maintenant de mettre en oeuvre la politique que nous nous serons fixée à l'occasion de cette Convention. Le rôle des militants et des élus, par la participation aux luttes et par leurs initiatives, est essentiel. Si nous savons éviter les sentiers trop faciles, mais dangereux, des idées toutes faites ou de la démagogie, je suis sûr que nos propositions seront comprises par une grande majorité de Français.
Voyez-vous, nous ne devons avoir aucun complexe, ni vis-à-vis du pouvoir et de ses technocrates, ni vis-à-vis des écologistes, ni vis-à-vis du Parti Communiste. Là aussi, sachons, comme le disait la motion de Metz, être nous-mêmes, affirmons sans cesse l'identité Socialiste et agissons en toutes circonstances pour que notre Parti soit reconnu de plus en plus comme le moteur du changement de la politique française.
Il en va, soyez-en sûrs, de l'avenir de la société Socialiste que nous voulons bâtir. Sachons tous ensemble relever le défi. (Applaudissements)

Le président - La parole est à Guy Poirier. Louis Mermaz se prépare.

Fondation Jean Jaurès

Guy Poirier

Mes camarades, le hasard des ordres de passage fait que je dois parler également de l'énergie nucléaire. Mais avant, deux ou trois remarques préliminaires.

Je viens d'une fédération où l'on a voté le projet majoritairement mais où près de 40% de camarades se sont abstenus. Je crois que cela mérite réflexion, que cela mérite qu'on s'y arrête quelque peu.

Oh, certes, nombre d'abstentions sont des abstentions conditionnelles, toutes prêtes à se transformer en votes pour, si certains amendements sont retenus et surtout si l'option n°1 sur le nucléaire est également retenue. J'y reviendrai tout à l'heure.

Mais voyez-vous, camarades, le nombre d'abstentions exprime, je dirai, un certain malaise, une certaine inquiétude chez des militants qui ont souvent été rebutés par un texte ardu, par un texte difficile. Ils espéraient avoir un texte qui serve de référence, qui serve de point d'appui à leurs luttes, un texte qui engage à la réflexion, un texte qui engage au combat, et ils ont eu l'impression, dans certains passages du moins, qu'ils se trouvaient face à une dissertation philosophique sur la situation de la France et sur la situation du monde.

Nous devons prendre garde, mes camarades, de faire en sorte de ne pas donner l'impression que le débat politique n'est réservé qu'à deux ou trois% de ceux qui comprennent, de ceux qui savent.

Telle est la raison pour laquelle nous avons, dans notre fédération - et, je suis persuadé, dans d'autres fédérations - demandé que le texte soit remanié avant d'être présenté au grand public, pour qu'il soit plus compréhensible, pour qu'il soit plus accessible.

Mais, il y a également des abstentions de camarades qui admettent difficilement certains passages sur la famille, sur l'U.R.S.S., sur mai 1968. Je ne m'attarde pas sur ces problèmes-là, nous y reviendrons au cours du débat.

Ceux-là, ils sont nombreux, je l'ai dit, et ils sont prêts à voter pour le projet s'il est amendé ; Paul Quilles a dit au début que le débat était ouvert, qu'il n'était pas figé ; nous en étions certains, mais nous pouvons nous réjouir cependant.

J'ai dit tout à l'heure que le vote dépendrait en grande partie de l'option nucléaire que nous allions retenir.

Avec la Centrale de Flamanville, avec le centre de retraitement de La Hague, nous sommes, dans la Manche, dans une des régions où la concentration des risques est la plus forte de France. Il n'est donc pas étonnant que près de 90% des camarades se soient prononcés sur l'option n°1, et ils ont regretté même, que l'option n° 3 n'ait pas pu être divulguée plus largement dans le Parti ; ils souhaitent que, sans en épouser certains excès, quelques propositions puissent être retenues dans la Commission des résolutions.

La multiplication des centrales nucléaires pose notamment la question du retraitement des déchets. Si le centre de La Hague, en effet, retraite près de 40 tonnes par an, il est prévu d'en retraiter 800 tonnes dans les années qui viennent. Comment ? Dans quelles conditions ?

Les difficultés seront surmontées, nous dit le Directeur de la COGEMA. Il ne dit pas comment. La question du retraitement des déchets à l'échelle industrielle

n’est pas maîtrisée et, actuellement, on se contente de stocker, dans des conditions qui sont particulièrement redoutables quant à la sécurité.
Le Parti a mesuré l’ampleur de ces risques. Le Parti est intervenu a plusieurs reprises, et nous nous en réjouissons.
Mais poser le problème du nucléaire, ce n’est pas uniquement poser le problème du risque technologique, c’est poser le problème de la croissance économique, qu’on le veuille ou non. Il faudra, sur ce point-là, être un peu plus clairs, un peu plus précis : qu’entend-on par croissance forte ? Il faut être plus net.
Poser le problème du nucléaire, c’est aussi poser le problème de choix de société. Nous ne sommes pas de ceux qui disent : société nucléaire = société policière. Nous savons qu’il existe des sociétés policières qui ne sont pas nucléarisées. Mais nous savons aussi que le choix nucléaire renforce le caractère policier du régime ! Il faut avoir participé, comme nous avons eu l’occasion de le faire chez nous, à des manifestations dans le Nord Cotentin, lors de l’arrivée de bateaux étrangers notamment, pour savoir ce qu’est le renforcement policier de ce système ! Il faut se promener à La Hague, où nous voyons des chiens policiers qui rôdent, pour être convaincu qu’il y a un renforcement du pouvoir autoritaire du régime, un renforcement du pouvoir de l’Etat.
Mais le choix nucléaire, c’est aussi le choix d’un certain type de pouvoir et, notamment si l’on accepte le surrégénérateur, c’est le renforcement du pouvoir technocratique.
Y a-t-il compatibilité entre un pouvoir autogestionnaire et un pouvoir concentré dans les mains d’une minorité qui sait et qui peut décider ? Cette question-là est importante, nous ne pouvons pas faire l’impasse dessus.
Certes, face aux difficultés que nous rencontrons, face aux problèmes que pose l’approvisionnement en pétrole et à l’offensive des masses médias sur ce sujet, ce discours est difficile. Mais il faut le tenir, négliger le combat écologique, mes camarades, c’est négliger l’interpellation d’une jeunesse inquiète, d’une population anxieuse.
Mais si notre discours doit être ferme, notre pratique ne doit pas l’être moins. D’accord avec Paul Quilès, il faut, là où nous avons le pouvoir, avec le peu de moyens que nous avons, nous lancer dans une véritable politique de lutte contre le gaspillage. Si, demain, dans les municipalités que nous contrôlons, nous pouvions mettre en place une politique systématique de récupération des déchets, si nous développons une politique de transports en commun, alors nous commencerons à apporter la preuve qu’une autre politique, moins consommatrice d’énergie, est possible et nous pourrons ainsi opérer cette indispensable liaison entre le discours et la pratique, et rendre ainsi les positions de notre Parti encore plus crédibles.
Nos positions dans ce domaine se sont précisées au fur et à mesure des années. En les affinant avec ce projet, nous répondrons à l’attente des milliers de militants engagés sur le terrain et nous répondrons également à l’attente de millions d’hommes et de femmes qui refusent d’encourir des risques technologiques pour eux, pour leurs enfants et pour les générations futures. (Applaudissements)

Le président - La parole est à Louis Mermaz.

Louis Mermaz

Chers camarades, le projet Socialiste est un document d'ores et déjà approuvé, dans nos sections, à une grande majorité. C'est un document cohérent, dans la lignée des textes précédents que nous avons élaborés. C'est un document qui croit aux vertus de la continuité et de la mémoire.

Comprendre, vouloir, agir, telles sont bien les ambitions du Socialisme.

Au moment où nous élaborons ce texte, la situation économique et sociale de notre pays est grave, l'échec de la Droite est patent, la diplomatie française s'efface, et partout ce ne sont, entretenues et développées par le Président de la République, qu'incertitudes et insécurité.

Le chef de l'Etat évoque les temps difficiles où nous vivons, évoque la montée des périls. Nous sommes aujourd'hui secoués, voire pénétrés par une idéologie dominante de la Droite, une idéologie qui se fonde essentiellement sur le pessimisme. Il n'y a pas de renouvellement de la pensée libérale dans notre pays, sinon les tentatives infructueuses de la nouvelle droite. Or, le chef de l'Etat, jour après jour, invoque la situation française née de ses échecs pour appeler les Français à se rassembler derrière lui ! Il y a là une extraordinaire rouerie ! Il y a vraiment là tous les ressorts d'une politique politicienne !

A ce pessimisme, le Parti Socialiste doit opposer ses analyses, ses affirmations, son sens de l'action et du combat.

Ce matin, la Convention ordinaire du Parti Socialiste a donné à l'unanimité moins 3 abstentions quitus à la direction. Il y a donc eu ce constat tout simple que la Direction nationale avait appliqué la ligne de Metz, qu'elle avait continué d'affirmer l'identité de notre Parti, qu'elle avait affirmé la nécessité de la rupture avec le capitalisme, de l'ancrage à Gauche du Parti Socialiste, qu'elle avait agi pour l'union de la Gauche, c'est-à-dire l'union - c'est la même chose des forces populaires, qu'elle avait travaillé au rassemblement.

La direction du Parti et les militants ont poursuivi le combat sur le terrain, mené les luttes sociales, lutté contre le pouvoir.

Le projet Socialiste est inséparable de tout ce que nous faisons. Ce projet est actuel, il tient compte du présent, il tient compte du réel, il s'inscrit aussi dans le continu historique. Il n'est ni abstrait - si parfois son style est savant - ni ouvert aux modes éphémères. Les minorités du Parti ont souscrit au projet. Les camarades du courant C. après avoir retiré leurs amendements, presque tous leurs amendements au plan national, ont simplement voulu se compter sur un amendement de suppression ou de modification, formule ambiguë, suppression modification.

Cette attitude n'a pas contribué à la clarification du débat. Ces camarades acceptent-ils aujourd'hui que les thèmes et les sensibilités dites nouvelles, les acquis de mai 1968, que personne ne conteste, soient reliés et subordonnés à l'axe fondamental que constitue pour nous la volonté de rupture selon la tradition constante du Socialisme ?

Fondation Jean Jaurès

Mais alors il nous faut constater que sur les grands thèmes familiers aux Socialistes, le plan et le marché, le type de croissance, la nature des pouvoirs et du pouvoir, les dépendances de l'Europe, l'internationalisme, la sécurité collective, il y aurait donc désormais unanimité ?
Il faut souhaiter du fond du cœur qu'à cette unanimité réponde alors l'unité des Socialistes.
Ce matin encore, la Convention ordinaire a refusé l'idée d'actualisation de la ligne de Metz qui aurait été incompréhensible, compte tenu de l'acceptation quasi unanime du projet Socialiste.
Actualiser, changer, il n'en est pas question, n'est ce pas… approfondir, oui. C'est pourquoi a t-il été décidé qu'une Convention aurait lieu avant l'été sur les problèmes de politique étrangère. Mais ces problèmes là sont d'ores et déjà au centre de nos débats. Selon nous, d'ailleurs, les derniers événements ne rendent pas caduque la ligne de Metz.
On a parfois ironisé sur une tête de chapitre de la motion finale "tenir bon" tenir bon dans le dynamisme, pour nous cela signifie affirmer l'unité vivante des Socialistes. Tenir bon pour refaire l'union des forces de Gauche. Nous constatons d'ailleurs que le Parti Communiste n'a pas réussi et nous sommes certains, profondément convaincus, qu'il ne réussira pas, à faire virer à Droite le Parti Socialiste.
Nous ne croyons pas à la stratégie dite autonome qui conduirait au retour, tôt ou tard, à une politique de troisième force. Mais nous croyons profondément à la capacité autonome d'intervention du Parti Socialiste sur ses thèmes et sur ses mots d'ordres.
Nous avons tenu bon et nous tiendrons bon. Pensez-vous que le Parti Communiste pourra bloquer éternellement la Gauche sans prendre le risque de voir ses forces s'éroder par rapport à celles du Parti Socialiste, désormais seul animateur authentique de l'union ?
Ni le comportement de la direction Communiste, ni les derniers événements de politique étrangère ne sauraient nous faire changer dans notre volonté d'être en France les meilleurs et les principaux artisans de l'union des forces de Gauche et de ces millions de français qui ont intérêt, qui veulent et qui aspirent au changement.
Les défaillances du Parti Communiste nous font obligation de renforcer notre action. Nous en appelons jour après jour aux forces démocratiques. Nous sommes là pour rassembler et non pour hésiter. Le comportement de la direction du Parti Communiste finira, soyez en certains, par troubler l'électorat du Parti Communiste et a déjà commencé à le démobiliser.
Quant aux événements de politique internationale, j'en dirai seulement ceci : nous avons constamment affirmé et nous continuons d'affirmer l'existence de l'impérialisme américain qui n'a pas disparu.
Nous avons toujours affirmé qu'il existait un expansionnisme et un impérialisme soviétique ; nous continuons de connaître les conséquences néfastes du partage de Yalta intervenu il y a plus de trente ans.
Le Parti Communiste Français, aujourd'hui, a choisi de soutenir entièrement,

complètement, les dernières décisions soviétiques y compris l'intervention militaire de l'Union soviétique en Afghanistan.
Le Parti Socialiste dit à la direction Communiste et à Georges Marchais que sa tactique de repli sur des positions durée de soutien inconditionnel aux récentes décisions de l'Union soviétique, n'est pas acceptable, qu'elle tourne le dos à l'intérêt des travailleurs français, qu'elle tourne le dos à l'intérêt du peuple français, qu'elle tend à stopper l'évolution et la progression du mouvement ouvrir dans notre pays, qu'elle tend à créer en France une situation de blocage inacceptable.
Avec le projet Socialiste, qui affirme le climat de la liberté, qui affirme très haut le droit des gens aux libertés individuelles, qui sont parfois bafouées en U.R.S.S., qui affirma le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, nous relevons le défi.
Un grand journal du soir, aujourd'hui, titrait : le choix internationaliste du Parti Communiste pèse sur les orientations du Parti Socialiste.
Curieux titre ! Curieuse formule ! Y aurait-il d'un côté un homme fort, au Parti Communiste français et de l'autre, un homme faible au Parti Socialiste ?
Le choix internationaliste du Parti Communiste, dans l'affaire afghane, quelle curieuse conception de l'internationalisme ! Ce choix déplorable ne pèsera pas sur les orientations du Parti Socialiste qui, là aussi, se doit, au nom des libertés humaines, de relever le défi.
La conquête de notre indépendance réelle, camarades, pesée par l'organisation de la sécurité collective. Aucun pays, quel qu'il soit, ne peut se soustraire à cette exigence. La dénonciation de l'intervention soviétique hier, à Prague, en 1968, aujourd'hui à Kaboul, ne nous conduire pourtant pas à réclamer un retour à la guerre froide qui se traduirait par un conservatisme le plus affreux en France et par un alignement de notre politique internationale sur les intérêts de l'impérialisme américain.
Notre objectif n'est pas d'appeler à l'encerclement de l'Union soviétique, ni au retour à la politique du cordon sanitaire. Il nous faut tout à la fois rechercher les moyens difficiles de la sécurité collective et organiser les conditions de la sécurité de la France à travers l'organisation lente et difficile de l'Europe.
La recherche de notre sécurité ne passe ni par l'isolement de la France, ni par le consentement à l'agression de quiconque par un petit peuple, ni par l'alignement sur la politique étrangère des Etats-Unis.
Là aussi, nous devons être nous-mêmes, nous, Socialistes français, nous français, nous devons préparer inlassablement le rassemblement des pays qui veulent vivre librement et indépendamment en Europe et à travers le monde.
Quelques mots pour conclure :
Bientôt, nous disposerons du projet Socialiste avec ses chapitres de politique intérieure et de politique internationale.
Pour faire quoi ce projet ? Pour mieux nous armer face aux échéances politiques futures, pour fournir aux candidats du Parti Socialiste en 1981 sa plate-forme, il y a un moment, Christian Pierret disait : il y a peut-être des camarades qui sont susceptibles d'avoir une double lecture du projet Socialiste, une double vue,

Fondation Jean-Jaurès

peut-être ; une double lecture, je dirai qu'elle est impossible car ce texte est clair.
La Convention ordinaire a estimé ce matin qu'à l'heure de la crise et de la montée des tensions internationales, l'heure n'était pas venue d'ouvrir la procédure de désignation du candidat Socialiste à l'élection présidentielle. Mais le Parti sait qu'il se prépare d'ores et déjà à cette échéance par son travail et son action quotidienne. François Mitterrand sait qu'il a mission de conduire le Parti vers cette échéance et vers la victoire.
Enfin, nous pouvons et nous sentons tous à la fois que le travail que nous sommes en train de faire ensemble n'est pas une œuvre académique, qu'il répond à une logique et engage profondément notre avenir. Le projet Socialiste entraînera le moment venu l'élaboration du programme de 1981 et le choix du candidat qui aura mission de défendre le projet Socialiste et le programme, qui aura mission de mobiliser les Socialistes et ouvrira à nouveau avec le Parti tout entier la voie à l'espérance populaire.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, je vais demander à notre camarade Premier Secrétaire de la fédération de la Réunion de vouloir bien prendre la présidence.

(Le Premier secrétaire de la fédération de la Réunion remplace Joseph Franceschi à la présidence)

Le président - La parole est maintenant à Luc Soubré.

Luc Soubré

Chers camarades, il est difficile d'intervenir à cette heure-ci parce que, d'abord c'est l'heure de l'apéritif, ensuite qu'il n'y a plus beaucoup de bonnes choses à dire. L'avantage d'une intervention un peu tardive, c'est qu'elle a un certain recul et qu'elle permet d'étudier le ton qui a été employé dans cette Convention.
Eh bien, chers camarades, laissez-moi d'abord constater la différence de ton employé dans cette Convention, surtout par les camarades du courant C. Quelle différence de ton employé par rapport à l'extérieur et par rapport au "chabanais" qui a été fait à l'extérieur du Parti par presse interposée, et le calme et la sérénité aujourd'hui, et quelle différence de ton par rapport à ce qui a été dit dans les sections et les fédérations. (Applaudissements)
Est-ce que c'est parce que les camarades que nous rencontrons ici sont plus raisonnables que ceux que nous rencontrons ailleurs ou est-ce que c'est parce que les comptes ont été faits et que nous savons que la majorité à majorité et que le quitus a été largement approuvé et que le "projet" sera approuvé ! (Applaudissements)
Chers camarades, je voudrais aussi constater la différence d'argumentation entre ce qui a été dit dans les fédérations et ici car, dans les fédérations - et les camarades du Midi-Pyrénées et d'autres fédérations ne me démentiront pas - l'amendement de la page 9 était considéré comme quelque chose de primordial,

Fondation Jean-Jaurès

et il y a des fédérations de Midi-Pyrénées, notamment la fédération de l'Aveyron, où l'on a exigé d'abord de voter l'amendement pour que les votes puissent se reporter ensuite sur le texte, et ici, Martinet nous a en quelque sorte parlé de quelques modifications avec un ton bénin.
Eh bien, là aussi je crois qu'il y a ambiguïté, et la difficulté de la majorité que nous sommes c'est, dans les périodes inter-Conventions ou inter-Comité directeurs d'encaisser sans arrêt des coups et, parce que nous avons aujourd'hui le scrupule et le sens du Parti, nous ne voulons pas les prendre.
Chers camarades, je crois que notre effort doit être récompensé, parce que nous y avons bien du mérite.
Pour revenir à l'ambiguïté de l'amendement, beaucoup de choses ont été dites, mais je crois que les auteurs avaient dû jouer cartes sur table.
En fait, et des camarades se sont laissés piégés, il faut le dire. Ils ont dit : suppression ou modification. Il y a eu des modifications, mais les modifications sont contradictoires entre elles, car entre les écritures venant de certaines sections et d'autres, il y a contradiction ; l'habileté c'est qu'elles sont comptabilisées pour l'amendement.
En dépit de tout cela, ceci ne fait que 30%.
Au-delà, je crois, nous avons, et là je donne le sentiment des camarades de Midi Pyrénées, parlé de sujets qui n'ont pas été abordés : la popularisation du projet notamment. Nous avons un projet, qu'allons nous en faire ? Tous les camarades rencontrés se sont posé la question : comment rassembler les Français autour des idées-force du projet ?
Les camarades pensent en effet que les amendements qui seront aujourd'hui adoptés doivent être harmonieusement intégrés au texte et faire en sorte que de ce texte qui sera forcément riche et forcément dense, il y ait un document plus court, autant dynamique, mobilisateur et que ce soit un véritable manifeste que nous puissions diffuser à l'ensemble des Français.
Cette campagne de diffusion et de propagande doit être étudiée dès aujourd'hui, dès le lendemain de la Convention.
Ce qui a aussi rassemblé les camarades de Midi Pyrénées, autour de ce projet, c'est qu'ils ont été conscients que dans ce projet il était bien mis en avant qu'aujourd'hui la lutte d'idée est primordiale, et j'ai entendu des camarades faire en quelque sorte la fine bouche sur l'idéologie.
Eh bien, chers camarades, un des apports essentiels de ce projet c'est qu'il montre à tous les militants qui, je l'espèce, le feront partager aux Français, que dans l'environnement de matraquage, l'environnement publicitaire, dans cette société giscardienne, la lutte d'idée est primordiale et aujourd'hui, la conscience de classe n'est pas acquise une fois pour toutes, la conscience de classe se gagne chaque jour.
C'est le mérite du projet de l'avoir montré.
(Applaudissements)
Je pense aussi, et c'est un extrait du projet, que pour que nous soyons crédibles et pour que les camarades défendent avec ardeur ce projet, il faut que nos actes concordent avec nos paroles. C'est à la page 37 du projet dans le chapitre "le

beau risque de la démocratie" et je vous le cite.
Les Socialistes sont conscients de la nécessité de donner dès aujourd'hui et autant que faire se peut dans tous les domaines où s'exerce leur action, leur pratique aux idéaux qu'ils professent, une meilleure circulation d'informations, le non-cumul des mandats dans le Parti.
Dieu sait si sur le non-cumul des mandats, de la démagogie a été faite. Je vais mettre les camarades à l'aide. Un seul non-cumul de mandats sera de mon propos : le cumul de mandat de parlementaire européen et de parlementaire français.
Je vous dirai pourquoi. D'ailleurs, qui cela gênerait-il ? Pierre Mauroy qui dans cette situation a déjà dit qu'il choisirait et renoncerait à son mandat européen.
Je m'adresse à Egard Pisani qui dans la presse s'interroge beaucoup sur un tas de sujets, notamment sur un tas de sujets qui ne sont pas à l'ordre du jour.
Je lui demanderai quel mandat il va laisser ? Je lui suggère de laisser son mandat européen. Cela ferait remonter le camarade de Midi Pyrénées ; il s'approcherait de ceux qui seraient parlementaires et enfin Midi Pyrénées aurait un parlementaire Socialiste. Nous en avons bien besoin !
Il n'y a donc pas de mystère là dessous.
Enfin, et je conclus. Dans le projet Socialiste il est dit que nous devons nous appuyer sur des idées simples mais fortes. Le sens de la dignité et de la solidarité humaine. Chers camarades, sens de la dignité et de la solidarité humaine ? Je vous demande d'abord de l'exercer envers nous. Il en a beaucoup manqué ces temps-ci. Je demande que tous les camarades qui sortiront d'ici abordent le projet non du bout des lèvres mais du fond du cœur, mais que ce projet soit l'élément qui soude le Parti, sans réticence.

Le président - Bernard Derosier.

Bernard Derosier (Nord)

Chers camarades, je voudrais en quelques mots au nom de la fédération du Nord aborder le problème de la page 9 du Point et la. Rose.
Sur le document qui nous a été soumis comprendre, vouloir agir, je crois que dans les débats qui ont été menés dans le Parti par les militants, le mot "comprendre" a été souvent l'objet d'interrogations ; les militants s'interrogeaient sur ce qu'il fallait comprendre.
Combien de fois avons nous, de la part des militants, dans les sections, entendu cette question, en particulier sur cette page évoquant notamment les acquis de 1968 et d'une manière générale ce qui aurait pu être récupéré par la Droite, parmi les idées de la Gauche.
C'est incontestablement un problème important puisqu'il figure parmi les deux questions, les deux seulement qui ont été soumises par la Commission de Rédaction au vote des militants sans que la Commission ait tranché, puisque sur le reste, elle s'est exprimée unanimement.
C'est donc dire l'importance du sujet qui nous est ici soumis, cet après midi dans cette Convention nationale.

Fondation Jean Jaurès

Gilles Martinet tout à l'heure, dans son propos, a exprimé comme signataire de cet amendement de suppression de modification profonde, ce qu'il fallait entendre dans cet amendement, mais si dans les fédérations, des militants se sont exprimés sur cet amendement en le votant ou même en s'abstenant, dans certains cas quand il était soumis au vote un peu traditionnel : pour, contre, abstentions, combien de camarades Socialistes se sont également interrogés sur le sens exact de cet amendement ?
Que signifie donc le vote qui a pu être exprimé dans les fédérations, qui a varié et qui pour ce qui concerne la fédération du Nord, par 55% des mandats a été réalisé ? Combien voulait la suppression ? Combien voulait une modification profonde ? Vous imaginez la difficulté de l'exercice qui consisterait à rechercher exactement le sens de ces votes.
Alors, qui peut le plus peut le moins, camarades et à partir du moment où cette question est posée, à partir du moment où des militants des sections, des fédérations se sont prononcées, nous ne pouvons pas nous interroger collectivement sur la portée de l'amendement lui-même, sur la portée du vote de tous ces camarades qui ont souhaité que cette page soit reconsidérée.
Aussi, notre fédération a-t-elle souhaité à l'unanimité, lorsque le vote sur l'amendement a été exprimé, que la Convention nationale s'intéresse de près à cette page pour en reconsidérer l'écriture.
Les militants de notre Parti, donc au-delà d'eux les lecteurs de notre projet Socialiste, lorsqu'il sera définitivement adopté, n'ont pas tous parfaitement compris le sens de ce texte. C'est donc un problème de forme, on pourrait dire ; du moins certains d'entre nous.
Ou alors, ils ont mal compris la pensée de l'auteur ou bien d'autres encore l'ont comprise mais ne l'approuvent pas.
C'est alors un problème de fond.
Débat de forme. Débat de fond. Notre fédération n'a pas tranché. Elle a simplement souhaité. Je le répète, à l'unanimité, que la Commission des résolutions, une émanation de cette Commission pendant les travaux de cette Convention puisse reconsidérer cette page, la réécrire, et qu'il revienne à la Convention nationale de trancher sur le fond, s'il le fallait sur la forme éventuellement, pour que la référence à cette idée importante des idées exprimées par la Gauche dans l'histoire, ne soit pas simplement balayée par un vote pour ou contre un amendement.
Nous avons je crois, là un devoir au regard de notre histoire et de l'histoire du Socialisme en particulier. Je demande donc à la Convention nationale de prendre en considération cette demande unanime de la fédération du Nord.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à la camarade Annette Chépy.

Annette Chépy

Certains ont reproché au projet son idéologisme, son dogmatisme et argument suprême, son inutilité. Il ne correspondrait pas à la période, il ne répondrait pas

aux préoccupations des Français.
De telles critiques générales ont souvent pour but de dispenser de discuter au fond, tant il est vrai que la lecture complète et approfondie du texte suffit à elle seule à les écarter.
Ainsi le projet Socialiste serait déconnecté de la réalité. Qu'en est-il de cette réalité ? Que voyons-nous ? Chômage, répression du niveau de vie, insécurité.
Face à cette situation, le pouvoir giscardien n'a rien trouvé de mieux, pour répondre à l'angoisse des gens que d'agiter le spectre d'une guerre possible, espérant ainsi les détourner à peu de frais de leurs préoccupations quotidiennes.
Les mêmes qui parlait de morosité avant 1968 dissertent aujourd'hui sur la lassitude des Français, lassitude des idéologies de la politique en général. Ceux qui nous gouvernent ne font-ils pas tout pour ajuster la réalité à leurs souhaits ? Leurs journaux, leurs radios, leurs télévisions s'emploient à dénigrer quotidiennement l'action collective, l'action politique en particulier. Une caméra innocente balayant avec insistance les travées quasi vides de l'Assemblée Nationale a plus d'effet persuasif que n'importe quel discours. La France profonde serait lasse des jeux de la politique. Bref, il veut mieux être chez soi qu'au Parti, qu'à l'association, qu'au Syndicat.
Un tel discours répété inlassablement et insidieusement, vise à détourner de l'action et par conséquent de la lutte. C'est précisément dans un tel contexte que le projet prend tout son sens.
En prenant le contre pied de cette entreprise aliénante et démobilisatrice, le projet a pour ambition d'ouvrir et d'éclairer l'avenir. Il est à la fois le refus d'une situation que l'on voudrait nouvelle, croire fatale, et l'affirmation d'une réponse Socialiste à la crise
Face aux travailleurs aux citoyens que l'on voudrait endormis, les Socialistes ont choisi l'analyse et la compréhension pour leur proposer les choix d'aujourd'hui et de demain. Ils font appel aux valeurs que certains qualifient de traditionnelles mais qui toutes ensemble ont toujours été au cœur de la pensée et de l'action Socialiste, appel notamment à la responsabilité individuelle et collective. La responsabilité, maître mot du Socialiste autogestionnaire devait tout naturellement trouver sa place dans notre projet. Celui-ci ayant pour but de permettre la prise de responsabilité là où s'exerce le pouvoir capitaliste, responsabilité des travailleurs dans l'entreprise, mais aussi des citoyens dans la cité.
A ce dernier titre, le mouvement associatif est à la fois une école de démocratie et un instrument de partage des responsabilités. Cela, le projet le dit et le répète, mais sur des bases claires, sans oublier que face aux bombardements idéologiques giscardiens, la revendication autogestionnaire ne se dilue pas dans les contestations parcellaires et sporadiques qui se laissent tour à tour récupérer par l'implacable logique du système.
Les luttes quotidiennes sont inséparables de la lutte politique comme toute sa dimension. Vivre dans le quotidien, cela peut être subir. Mais cela peut être également choisir et obtenir les moyens d'exercer ce choix.
J'ai écouté l'intervention de Gilles Martinet tout à l'heure avec attention et je

souhaiterais que lui-même manifeste autant d'attention aux propos tenus aujourd'hui.
Le Parti Socialiste ne se préoccuperait pas du cadre de vie des associations. On a rappelé ce matin la campagne du Parti sur les états généraux du cadre de vie. Mais peut-être Gilles Martinet n'a-t-il pas la même conception du cadre de vie. Nous n'entendons pas dissocier la lutte dans la cité de la lutte dans l'entreprise.
Le capitalisme aujourd'hui s'étend sur tout le champ social. La riposte à lui donner est la même sur les deux terrains.
Quant à la décentralisation, certains ont vite fait de la confondre avec l'autogestion. Si elle en est une composante essentielle, elle ne saurait y suffire. Le pouvoir giscardien ne s'y trompe pas quand il favorise la limitation des associations dans un rôle de prestation de service, leur donnant un os à ronger au niveau local, en même temps qu'il écarte des choix nationaux les mouvements fédératifs qui ont choisi l'action globale sur la société.
Ceci aussi fait partie de l'entreprise idéologique du libéralisme avancé.
Les Socialistes ont refusé hier et refusent encore aujourd'hui de s'y laisser prendre.
Dès lors, comment peut-on sans mauvaise foi continuer de proclamer l'inutilité du projet par rapport aux préoccupations des Français ? Nous croyons, nous, que des potentialités existent dans ce pays. Les luttes continuent, toujours âpres et dures, et les fédérations, les sections, les militants, les élus Socialistes y sont présents, aux côtés des travailleurs.
Nous pensons que le projet, en portant un coup d'arrêt à l'entreprise idéologique et politique du capitalisme en crise, est capable d'être le déclic, le sursaut- qui redonne confiance aux masses pour qu'elles prennent en main leur avenir.
(Applaudissements)

Le président - Je donne la parole à Pierre Bérégovoy pour des communications.

Pierre Bérégovoy

Camarades, je voudrais vous indiquer comment nous allons procéder, à la Commission des résolutions. Vous savez que nous avons des forums qui vont poursuivre le débat dans cinq endroits différents, et qui sont animés par un groupe de travail composé de cinq camarades à la proportionnelle.
A 23 heures se réunira la Commission des résolutions, à la mairie d'Alfortville. La Commission comprend 40 membres et 10 suppléants, ainsi que les 25 membres des cinq groupes de travail. Je vais vous en donner la liste par courant.
(Lecture de la liste des membres de la Commission des résolutions)

Le président - Merci.
Deux informations : la première, les membres de la Commission de vérification des mandats se réunissent immédiatement à l'endroit qu'ils connaissent.
La deuxième, la reprise des travaux demain aura lieu à 9 heures précises.
La parole est à Siméon Salpétrier, pour 5 minutes.

Fondation Jean Jaurès

Siméon Salpétrier

Chers camarades, il me revient la difficile tâche de m'exprimer au nom de l'ensemble des départements d'Outre-mer. Difficile parce que chacune de nos régions à ses propres spécificités, sa sensibilité particulière, dont je dois être ici le fidèle interprète.

C'est donc à ce titre que je transmets à tous les Socialistes de France le salut de leurs camarades d'Outre-mer, et que je leur présente les vœux que nous formulons tous pour que dans la cohésion nous puissions ensemble assurer les bases d'une victoire Socialiste, dans laquelle les départements d'Outre-mer fondent les plus grands espoirs.

Une pensée particulière va aussi à nos camarades corses dont la similitude dans le sort ne saurait nous laisser indifférents. (Applaudissements)

Que nos camarades du continent ne nous tiennent pas rigueur si nous semblons écarter bien des aspects du projet, comme le débat idéologique, comme l'intervention russe en Afghanistan, pour nous cantonner sur le seul paragraphe ayant trait aux départements et territoires d'Outre-mer. Mais il va de soi que lorsque face à la crise du capitalisme qui secoue la France et bouleverse le monde, vous répondez par la volonté de réorienter et de maîtriser l'économie, cela signifie pour nous qu'en cette matière la France à quelque chose à sauver, si tant est que les travailleurs daignant réagir et faire confiance au Socialisme.

Hélas, dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres, les départements d'Outre-mer sont un contresens de la réalité française. La France est dans le peloton de tête des pays industrialisés, les départements d'Outre-mer eux, meurent de leur sous-développement.

S'il y a antinomie dans la situation, elle n'est pas faite pour émouvoir les gouvernants français qui qualifient même nos îles de danseuses ! Les Antilles sont à 7.000 kilomètres d'ici, la Réunion à 12.000, et dans ce contexte aucun français moyen ne songerait à s'émouvoir de la triste économie de ces terres lointaines, lui qui se plait si bien dans ses limites hexagonales.

Vous comprendrez que dès lors que se présente pour nous une perspective de changement, nous soyons sensibles à la place, au sort qui nous sont réservés, puisque que nous le voulions ou non, noue sommes encore retenus au bout des amarres institutionnelles de la France. Vous comprendrez mieux que nous le soyons plus encore lorsque nous découvrons que le paragraphe nous concernant s'incorpore dans le chapitre traitant de la responsabilité des hommes et des femmes dans le cèdre de leur région.

Notre problème se situe bien ici, et nous rejoignons, oh combien, le projet Socialiste lorsqu'il dit qu'il n'y a pas d'urgence plus grande que de rendre aux travailleurs et aux travailleuses leur dignité d'homme ou de femme, de les faire sortir de leur condition d'assistés ou de marginaux dans laquelle les cantonne le pouvoir actuel.

Si cette phrase n'introduisait pas le chapitre consacré au retour au plein emploi, nous jugerions qu'elle a été rédigée à l'intention des départements d'Outre-mer, car marginaux nous le sommes, et assistés, le pouvoir l'a fait de nous.

Que nos camarades Socialistes du continent se souviennent que c'est la politique

expansionniste, colonialiste de la France qui a engendré le peuple antillais, le peuple réunionnais, le peuple guyanais. Maintenant que ces peuples existent, nous qui en sommes, nous entendons que la France prenne conscience de cette réalité, et qu'elle respecte ce que nous sommes. Ce que nous sommes ? Des hommes et des femmes proches des Français par bien des aspects, mais que la géographie, l'histoire, la réalité économique et sociale, l'ambiguïté constitutionnelle rendent bien spécifiques et nous donnent droit à la différence.
Ce que nous sommes, camarades, nous croyons que vous l'avez bien compris, et si les peuples des départements d'Outre-mer attendent quelque chose du Parti Socialiste, c'est bien que vous nous aidiez à atteindre à l'exercice de la responsabilité, sans laquelle la dignité n'a plus aucun sens.
Devant la diversité et la complexité des départements et territoires d'Outre-mer, il est bien difficile pour chacun de trouver dans un paragraphe tel que celui qui nous est consacré toute l'expression du changement que nous souhaiterions. Mais plus que des mots, plus que des phrases, nous comptons sur la solidarité de tous nos camarades Socialistes, nous comptons sur leur unité, sans laquelle aucune victoire électorale n'est possible, nous comptons sur leur fidélité dans l'action.
Dans le combat, que nous livrons tous, vous ici pour une société plus juste, un pouvoir partagé, un savoir sans frontière, une vie mieux remplie, et nous là-bas pour une identité reconnue, pour le respect de notre dignité d'Antillais, de Réunionnais, de Guyanais, pour l'expression de nos aspirations, nous devons être unis. (Applaudissements)

Le président - Deux informations : d'abord les camarades délégués concernés par la réunion prévue pour les élections sénatoriales sont informés qu'à la fin de la séance plénière, un car les conduira à la mairie. Il y aura un délégué par fédération de la fédération de l'Ain à la fédération de l'Indre, ainsi que les membres du Bureau exécutif désignés à cet effet.
A 10 h 45 un car sera à la disposition de la Commission des résolutions pour emmener les membres de cette Commission à la mairie.
Je donne la parole à Jean-Pierre Cot pour dix minutes.

Jean-Pierre Cot

Camarades, il semble bien que notre projet soit pris dans les affres de la guerre froide. Alors que le monde entre dans une période nouvelle dont les traits se dessinent mieux aujourd'hui qu'il y a trois mois, il convient d'y réfléchir et d'en tirer les conséquences quant au nécessaire travail d'amendements qui sera fait ce soir dans le forum qui est la Commission des résolutions.
Ces conséquences ne se limitent pas à l'environnement international, mais ont des effets directs sur la situation politique interne d'abord sur les statuts de l'union de la Gauche comme pas les perspectives économiques et sociales.
L'appel de Moscou de Georges Marchais, les décisions de la Conférence de Caracas sur le prix du pétrole ne peuvent pas être ignorés dans un projet qui a pour mission de prévoir l'avenir.

D’autres camarades en traiteront, pour ma part je me limiterai à 3 questions qui évaluent rapidement :

- nos relations avec l’U.R.S.S.,
- le plan d’alignement,
- l’Europe.

D’abord, camarades, nos relations avec l’U.R.S.S. Jean Poperen, tout à l’heure, disait, il ne faut pas que vous vous voiliez la face et vous bouchiez les oreilles. C’est la raison pour laquelle avec Gaston Defferre et après Gaston Defferre, je crois que nous n’avons pas le droit dans ce débat de faire abstraction de l’importance de la lettre du Comité Central du Parti Communiste soviétique envoyée au Bureau exécutif de notre Parti le 19 décembre à la veille du débat de l’Assemblée Nationale sur les fusées.

Ce courrier nous faisant en quelque sorte l’injonction de voter la motion de censure Communiste s’opposant à l’installation des fusées Pershing sur le territoire de nos alliés. Par ailleurs il constituait une réfutation, point par point, des dispositions du projet Socialiste touchant la nature du régime soviétique et la politique étrangère, en des termes repris depuis lors par l’hebdomadaire "Temps nouveaux", l’hebdomadaire soviétique.

Cette pression extérieure sur nos débats constitue une innovation ; nous avons le devoir, je crois, de le dire et de le dénoncer.

Le Parti Socialiste doit pouvoir porter une appréciation sur tout régime quel qu’il soit, et en toute indépendance. Je ne sais pas, par exemple, que le gouvernement américain ou le Parti démocrate ait jamais tenté une démarche semblable auprès de nous parce que nous dénoncions l’impérialisme américain. Aujourd’hui, sur le fond, les choses sont claires, camarades, nous ne considérons pas l’U.R.S.S. comme un pays Socialiste mais comme une puissance mondiale, avec ses ambitions et ses problèmes. Cette constatation change sans doute la nature de nos relations avec le Parti Communiste de l’Union soviétique. Lorsque le Comité Central de l’Union soviétique nous met en contradiction avec le communiqué commun d’avril 1975, qui se félicitait - je cite - "des progrès réalisés par l’U.R.S.S. dans la voie du Socialiste", il n’a pas tort. Gardons-nous des confusions de langage, établissons nos relations sur d’autres bases, plus solides, ce qui ne veut pas dire « moins amicales ». Mais toute concession sur la nature du régime soviétique nous entraînerait inévitablement dans des ambiguïtés dangereuses.

Alors, l’amitié avec l’U.R.S.S., qu’est-ce que cela veut dire ? Sans doute le développement des échanges économiques, sociaux et culturels, sans doute la recherche en commun de la paix en Europe et dans le monde, mais dans la claire conscience de la défense des intérêts de la France et de l’Europe. Nous ne pouvons pas tenir un langage en ce qui concerne la construction européenne et un autre langage en ce qui concerne nos relations avec l’U.R.S.S. Si notre ambition est de construire une Europe indépendante des blocs, avec ce que cela comporte comme moyens de cette indépendance, camarades, dans un monde qui connaît un bouleversement économique, technologique et stratégique, ceci a nécessairement des incidences dans nos relations avec l’U.R.S.S.

Par exemple, dans l'affaire des fusées Pershing, il y a plusieurs possibilités de position. L'indifférence, je crois qu'elle n'est pas possible, car dans cette affaire les fusées SS 20 menacent la France et menacent nos alliés. Disons, dans cette affaire, à l'Union soviétique, que nous comprenons la crainte soviétique mais que l'Union soviétique doit comprendre notre crainte à nous. Il est vrai que la riposte proposée par l'OTAN et qui est l'installation de fusées Pershing et de missiles de croisière, menace le sanctuaire soviétique, mais qu'auparavant l'Union soviétique a menacé le sanctuaire français avec cette modernisation importante de ses forces, avec la mise en place des missiles SS 20 et la mise en place du bombardier Tupolev 22, et si j'ai un reproche à faire à l'OTAN et à sa décision de Bruxelles, au départ, de déployer des armes nouvelles, je ne vois pas comment autrement nous pourrions obtenir le retrait des SS 20 soviétiques - ils n'ont pas l'habitude de faire des cadeaux en la matière - mais il fallait accompagner cette décision d'une proposition audacieuse en matière de désarmement, il fallait répondre aux propositions de Brejnev à Berlin. En ne le faisant pas le Conseil de l'OTAN a contribué à accélérer une course aux armements dont il ne faut pas oublier qu'au départ elle a été relancée par la modernisation des forces du Pacte de Varsovie.

Second problème que je voudrais traiter rapidement : le non-alignement.

Cette notion a-t-elle encore un sens ? On peut se le demander après la Conférence de La Havane, et plus encore après l'entrée des chars russes à Kaboul, car il faut rappeler que l'Afghanistan est un pays non aligné. Certes, il y avait des conseillers soviétiques, c'est exact, mais il y en a dans un certain nombre de pays non alignés, et si c'est là un titre suffisant pour envoyer les chars, cela pose problème.

L'invasion de l'Afghanistan a été basée sur le traité d'amitié et de coopération. Kaboul après Prague ! Cela donne à réfléchir sur la signature de traités d'amitié et de coopération.

Aussi je crois que nous devons et que nous allons - c'est le sens de l'amendement Poperen et Hernu, et Charles Hernu s'expliquera dans un instant là-dessus - condamner nécessairement cette intervention. Nous ne pouvons pas faire moins qu'Enrico Berlinguer qui à Strasbourg propose au président King, (?) une résolution commune en ce sens.

Mais au-delà, camarades, c'est le principe même du non-alignement qui est remis en cause. C'est ce choix, nécessairement, cette carte forcée, qu'aujourd'hui les deux superpuissances offrent aux pays en voie de développement, entre un "progressisme" et "la défense d'un monde libre", c'est-à-dire entre l'alignement sur Washington et l'alignement sur Moscou.

Et ce sont seulement les Etats qui, je le dis, peuvent se payer leur indépendance, leur non-alignement - l'Algérie, avec son pétrole, la Chine immense - qui ont les moyens de résister.

L'action du Parti Socialiste en la matière doit être d'abord de renoncer à certaines classifications commodes entre progressistes et réactionnaires. Ici encore il faut dire vrai, ensuite, ne pas pousser les progressistes vers Moscou comme cela a été fait pour l'Angola ou je dirai aussi, de ne pas pousser les

Collection Jean Jaurès

modérés vers Washington.
Enfin, il faut avoir une politique économique, je dirai, qui assure une crédibilité à nos propositions en matière d'aide au tiers-monde, ce qui implique notamment deux choses : d'abord des accords co-développement, avec une incidence nécessaire sur notre structure industrielle à nous - il ne suffit pas de belles paroles, mais il faut des propositions sur ce point - ensuite, le maintien de la position ferme que nous avons toujours eue sur ce que j'appellerai « le respect des droits acquis des travailleurs immigrés », à un moment où le Conseil Constitutionnel vient d'affliger un camouflet au gouvernement avec l'annulation de la scandaleuse loi Bonnet sur l'immigration, à un moment où le gouvernement lui-même vient de reculer dans l'affaire de la loi Stoléru. Il y a là une condition, je dirai, de l'action diplomatique de notre pays dans le tiers-monde.
Enfin, et je vais terminer, il y a nécessairement une dimension européenne à cette action en faveur du non-alignement, tant il est vrai que la dimension européenne permet seule, de peser sur les marchés mondiaux et sur l'évolution de la technologie.
Et j'en viens, pour terminer, au troisième problème qui est celui de l'Europe. Il n'est pas facile, mais je crois - que sur l'Europe il faut faire preuve et que notre projet devrait pouvoir faire preuve d'audace, de capacités de propositions
Il y a eu dans le passé quelques hésitations. Je ne pense pas tellement à l'élargissement, je pense que notre position était correcte, mais sur des problèmes tels que l'hésitation à prendre la présidence du groupe parlementaire européen sur le problème du vote du budget, plus généralement sur le problème de la politique agricole commune - et je me félicite qu'Edgar Pisani ait fait une proposition globale au groupe parlementaire européen sur ce point, mais ici encore il faut que le Parti parle d'une seule voix sur sa politique agricole, à terme et internationale, et cette proposition assure une politique effectivement cohérente - enfin, sur la dépense européenne, camarades, et je terminerai
là-dessus, le problème n'est pas d'actualité, seulement encore faudrait-il qu'il ne soit pas tabou non plus et que notre Parti puisse réfléchir là-dessus, je pense qu'il serait bon que le Parti se saisisse par exemple de l'excellent rapport qui avait été présenté par notre camarade Raymond Forni à l'Assemblée de l'Union d'Europe Occidentale, comme base de travail, pour réfléchir, car, au-delà, il s'agit de la perspective à long terme qui est en cause. Ou bien on a la conception d'une Europe-, dénucléarisée, démilitarisée entre les deux grands, garantie par l'alliance ou par la force de frappe, mais pour combien de temps encore - je crains que ce soit renoncer à notre indépendance ou bien la France et l'Europe ont la volonté de jouer un rôle dans le monde, d'être, je dirai, le point d'appui du non-alignement dans le monde industriel, et ceci passe par le désarmement ou par la défense.
L'engagement, sur le désarmement, je souhaiterais pour ma part qu'il soit plus audacieux, doit être un engagement lucide ; nous n'avons pas le droit de faire l'impasse sur les problèmes de défense dans le monde qui se dessine pour les années 80.

(Applaudissements)

Le président - La parole est à Charles Hernu.

Charles Hernu

Mes camarades, dans le projet Socialiste, une phrase ne vous a pas échappée : l'axe de la paix et de la sécurité européenne passe par Moscou.
Je crois que dans les circonstances actuelles, sans rien changer à l'économie du projet Socialiste et de la motion de Metz, il faut en effet, comme l'a souhaité la fédération du Rhône à l'unanimité, je crois aussi nos camarades des Bouches-du-Rhône, un amendement à cette phrase.
On a beaucoup parlé du discours de Georges Marchais. Il aura au moins un avantage, c'est qu'à partir de la semaine prochaine le nom de Pierre Joxe va monter dans les sondages. Mais je voudrais dire qu'il a échappé au commentateur deux phrases de Georges Marchais, sur lesquelles je voudrais attirer l'attention. Georges Marchais a dit : il y a au Pakistan 30 bases d'entraînement soutenues par les Américains. Et dans une autre phrase il a ajouté que l'Armée Rouge en Afghanistan ne se battait pas contre la guérilla mais était massée aux frontières.
Le propos de Georges Marchais est donc beaucoup plus intéressant qu'au premier abord on pourrait le constater. Je veux dire que Georges Marchais s'est comporté comme un citoyen soviétique - ce qui serait légitime pour un citoyen soviétique - et qu'il a fait comme si on pouvait à l'avance justifier une éventuelle intervention soviétique au Pakistan. (Applaudissements)
Alors, il faut prendre garde à ces choses et ne pas avoir dans notre texte une phrase qui pourrait se retourner contre nous. Et c'est pourquoi nous avons demandé qu'il y ait un amendement qui maintenant l'idée, que, c'est vrai, la paix passe par Moscou, montre aussi que la guerre passe par Moscou. Je dis "aussi", car il ne faudrait pas oublier, chers camarades ce qu'est le fondement de la motion de Metz, ce qu'est le projet Socialiste. Il ne faudrait pas non plus qu'à travers l'intervention des armées soviétiques nous oublions que dans le monde il n'y a pas un mais deux impérialistes, qui sont tous les deux expansionnistes, qu'ils menacent tous les deux la France et l'Europe, et que nous commençons à être fatigués de cette coexistence qu'on appelle "pacifique", qui est conflictuelle, mais qui est celle d'adversaires, mais en même temps de compères. Et c'est pourquoi, entre ces deux blocs, nous avons besoin de ce que Lémonin (?) définissait tout à l'heure, de l'indépendance, c'est-à-dire cet espace de liberté de décision en matière économique, en matière industrielle, mais aussi et heureusement, en matière militaire.
Je voudrais ajouter que Georges Marchais s'exprimant ainsi, nous avons raison de dire tous ce que nous avons dit, mais nous ne devons pas pour autant nous livrer, dans la précipitation, à je ne sais quel antisoviétisme, nous devons au contraire dire aux Soviétiques : "Attention, vous êtes en train de fournir aux Américains ce qu'ils attendent, c'est-à-dire une guerre limitée au Proche-Orient", qui, comme l'a dit Attali, est toujours un des moyens pour le

capitalisme de sortir de la crise. Et c'est pourquoi il nous faut, nous Socialistes, reprendre tout ce que nous avons dit sur le désarmement. Jean-Pierre Cot a fait allusion à la proposition de loi que nous avons déposée. Il y a toutes les propositions qu'a faites François Mitterrand sur le désarmement.
Je dois dire qu'aujourd'hui en France, en Europe, dans le monde, il ne devrait pas y avoir un seul responsable politique, un seul militant politique qui ne pense à tous les moyens qui nous restent pour assurer la sécurité et la paix.
Pour autant, ne tombons pas dans le piège giscardien de l'union sacrée, car ce serait trop facile qu'en agitant le spectre du conflit on veuille ici à réaliser une union contre les travailleurs. Et Marchais, de cette affaire, se fait paradoxalement le complice de Giscard d'Estaing, et c'est à nous de le dire !
Savez-vous, chers camarades - avant de terminer - que le gouvernement français, que le ministre de l'Intérieur, M. Bonnet, est en train d'envoyer, au moment où je parle, des circulaires aux Préfets, alors que dans ce pays rien n'est fait pour la protection des populations contre les déflagrations nucléaires, alors que rien n'est fait contre la guerre nucléaire, leur demandant de faire remettre sur les maisons, comme pendant la guerre, de petites plaques indiquant combien de personnes pourraient contenir les caves, ces faux abris ?
Pourquoi ? Psychose de guerre, faire peur à la population française.
C'est pourquoi, dans ce projet Socialiste, nous devons reprendre tout ce qui est une proposition originale de paix, de désarmement, de conférence de sécurité des pays détenteurs de la force nucléaire. Prenons garde ! Oui, il faut dénoncer, et nous avons déposé un amendement dans ce sens - et j'y tiens beaucoup, pour que cette petite phrase ne puisse pas se retourner contre nous - mais je souhaite aussi que, dans le projet, dans les explications qui seront données, dans ce qui se dira ce soir et demain, on insiste bien sur la nécessité de dénoncer non pas un, mais deux impérialismes, qui finalement toujours s'entendent et font la politique, et de l'Europe, et de la France, à notre place ! (Applaudissements)

Le président - Je vous lis un mot que me passent nos camarades corses :
"Nous venons d'apprendre que le Pouvoir vient de déférer devant la Cour de Sûreté de l'Etat et de transférer à Paris 39 Corses, ce qui porte à 102 le nombre de prisonniers politiques corses.
"Il apparaît que le Pouvoir persévère ainsi dans son intransigeance."
La parole est à la camarade Marie-Noëlle Lienemann, pour 5 minutes. Que le camarade Delmas se prépare !

Marie-Noëlle Lienemann

Mai 1968… encore !
Au chapitre "Comprendre", dans le paragraphe "La crise des valeurs", le projet Socialiste fait une analyse de mai 1968 qui me paraît très défensive et sans doute source de malaise pour bien des militants. Ce paragraphe procède d'une analyse insuffisante, voire erronée, de cette période et de son importance.
La fédération de l'Essonne a adopté un amendement pour préciser notre pensée sur cette période décisive.

Il faut comprendre mai 1968 et saisir cette époque comme une réponse à un double étouffement. Rappelons-nous.
Un étouffement politique. La bipolarisation paralyse la vie politique et, après les espoirs de la campagne de 1965, la Gauche Socialiste paraît cependant bien abattue. Rappelons-nous la formule : entre de Gaulle et le Parti Socialiste, il n'y a rien !
Ainsi, le terrain institutionnel paraissait sans issue, la Gauche aussi.
Un étouffement social. Malgré une croissance économique forte, les inégalités s'accroissent à cette période, le gâchis des uns ne profite pas aux autres. Le capitalisme, en plein développement, pénètre profondément tous les secteurs de la vie quotidienne. On expatrie loin de leur région d'origine des travailleurs de la région parisienne - et j'en suis - on construit des villes bétonnées, on veut entasser dans les grands ensembles dortoirs les travailleurs. La presse amorce sa concentration. Le Pouvoir accapare déjà la radio et la télévision... Ce n'était qu'un début. La division du travail s'accélère... La liste serait longue.
Non, mai 1968 n'a pas seulement été une contestation portée par les jeunes ou par la petite bourgeoisie intellectuelle. Il serait d'ailleurs nécessaire de définir avec plus de rigueur ce concept. Mai 1968 a été un mouvement de masse, largement porté par le mouvement ouvrier. A-t-on oublié, camarades, les usines en grève, les ouvriers débattant avec passion de ce qu'il faut changer dans les conditions de travail, le besoin qu'ils ressentaient du temps de vivre ? Je regrette d'ailleurs que le projet ne parle pas beaucoup et en profondeur de l'évolution de la classe ouvrière ces dix dernières années ou même des vingt dernières années, et parle très peu du mouvement syndical et de ses évolutions.
Mai 1968, c'était d'abord, et avant tout, la grande majorité des travailleurs de ce pays qui disait non au gaullisme, qui disait non à l'Etat UDR. Cela ne pouvait durer qu'au non du gaullisme, du nationalise, du populisme, on cache au mouvement ouvrier et à la jeunesse du pays les vrais enjeux de la lutte des classes, mais aussi ce que le capitalisme réservait à la société française d'alors. A-t-on oublié ce "Non à de Gaulle", ce "Dix ans çà suffit", ou veut-on oublier ?
Mai 1968 était la réponse du mouvement ouvrier aux évolutions du capitalisme, aux formes diversifiées de pénétration de celui-ci au-delà de l'entreprise, qui plongeait désormais ses racines dans tous les domaines du quotidien.
Si cette période continue aujourd'hui à marquer durablement la vie sociale, culturelle et politique de la France, c'est avant tout parce que le mouvement ouvrier, à cette occasion, a élargi considérablement le champ de son combat. Les luttes traditionnelles des travailleurs se sont enrichies d'objectifs qui remettent, eux aussi, en cause l'organisation capitaliste du travail, de l'Etat, de la vie quotidienne.
Le manque de temps ne me permettra pas de développer, mais je cite au passage le mouvement des femmes, le mouvement régionaliste, la lutte des peuples et des cultures minoritaires.
Personne n'a dit que le Socialisme était né en mai 1968. Comment, pourtant, oublier que notre Parti a retrouvé son souffle, sa vraie place dans la vie politique, mais aussi a reconquis sa crédibilité dans le mouvement ouvrier en

tirant de mai 1968 à la fois la leçon de l'échec, échec qui correspond au manque d'alternative politique et de pouvoir de la période, mais aussi la leçon du succès que constituent la mobilisation des masses, l'émergence de revendications nouvelles et de thèmes de lutte répondant aux aspirations profondes de changement.
Il ne s'agit pas d'un combat d'arrière-garde, il ne s'agit pas d'un combat dépassé. Ce qui compte, ce n'est pas tant de comprendre et d'être profondément d'accord sur l'analyse du passé. L'essentiel est de dégager, dans les périodes qui nous précèdent, ce qui nous rend forts contre l'adversaire, contre le capitalisme, contre la Droite.
N'oublions pas l'originalité, l'élan de notre programme "Changer la Vie", qui concrétisait si bien la prise en compte à la fois de l'histoire du mouvement Socialiste et des paroles d'espérance de mai 1968.
N'oublions pas, camarades, que beaucoup d'entre nous, tout de suite au moment d'Epinay, un peu plus tard, et même encore plus récemment, ont adhéré sur cette double alliance de l'histoire du mouvement Socialiste en France et de mai 1968. Sur ces thèmes aussi, camarades, il faut tenir bon. (Applaudissements)

Le président - Le camarade Delmas étant empêché, la parole est au camarade Legrand, pour 5 minutes.
Le camarade Wolf se prépare ensuite.

Legrand

J'interviens ici au nom de la fédération du Calvados, parce que les militants, dans le Calvados, ont beaucoup débattu et beaucoup travaillé, mais ils ont débattu sur un projet sans préoccupation de tactique ; or, nous pensions qu'il en était de même partout et pour tous, et voilà que maintenant, de plusieurs côtés et, en particulier, dans un Journal du matin, on commente des informations en provenance de l'entourage du député des Yvelines, et je cite, "inflations selon lesquelles l'amendement sur mai 1968 aurait réuni une majorité de voix dans plusieurs départements, dont le Calvados", et je cite encore : "ceci témoignerait d'une poussée non négligeable de Michel Rocard".
Que les journalistes écrivent ce qu'ils veulent, d'accord, mais par souci d'exactitude il faudrait que le député des Yvelines demande à son entourage de ne pas dire n'importe quoi !
D'abord, quand on veut tirer des informations claires d'un vote, il faut poser des questions claires, et si possible à sens unique. Or, cet amendement en recouvrait à lui seul une infinité, puisqu'il proposait soit de supprimer, soit de modifier profondément un texte, sans préciser s'il s'agissait de la forme ou du fond, et dans ce cas, dans quel sens. C'était donc un chef-d'œuvre d'ambiguïté et je pense qu'il serait souhaitable de mettre un terme à de telles pratiques et que désormais l'on demande aux rédacteurs d'amendements de les faire dans la clarté, en refusant les amendements à tiroirs multiples.
Dans le Calvados, nous avons voulu la clarté. En effet, dès les premières réunions, il est nettement apparu que le texte faisait l'objet de critiques de deux

Fondation Jean Jaurès

natures différentes, et c'est pour lever cette ambiguïté, que j'ai personnellement rédigé et fait diffuser par le Bulletin fédéral un texte dont les attendus étaient sans ambiguïté. Ce texte disait ceci dans ses attendus :
"Certains camarades demandent le retrait pur et simple de ce passage parce qu'en soumettant à la critique ces idées dites nouvelles il gêne ceux qui voudraient voir
Ce texte proposait une modification de forme et voulait garder l'essentiel : les idées. Je crois que les choses ont été claires pour la plupart des camarades du Calvados.
Les camarades ont donc été confrontés au choix et certains ont refuse de voter sur l'amendement sur la page 9, où se sont abstenus, mais un grand nombre ont vote l'amendement sur la page 9 pour pouvoir, ensuite voter mon amendement à la place. C'est ainsi que l'amendement de la page 9 devient majoritaire, alors que les camarades ont donné des sens très différents à leurs votes.
Le problème de la signification de ces votes a été, bien entendu, pose à la Convention fédérale et celle-ci a tranché, à l'unanimité moins une abstention, par une motion qui dit d'une façon très Claire :
"Compte tenu des difficultés d'interprétation et de mise en application de l'amendement de la page 9, la Convention fédérale du Calvados, estimant que le texte qui fait question n'est pas satisfaisant dans sa forme, mais considérant que sa suppression risquée d'évacuer un débat essentiel dans le Parti, réaffirme que la nécessaire prise en compte par le Parti Socialiste des idées dites nouvelles ne saurait constituer la remise en cause du combat prioritaire du Parti et du choix qu'il a constamment exprimé en Congrès en faveur d'une stratégie de rupture avec le capitalisme, conformément au triptyque de notre projet : planification, décentralisation, autogestion. Elle souhaite que le texte soit réécrit dans ce sens "Unanimité moins une abstention".
Je pense ainsi avoir apporté plus de clarté ; que l'on nous épargne donc les interprétations dirigées toujours dans le même sens ou alors que l'on pose aux militants des questions qui ne soient pas biaisées !
(Applaudissements)

Le président. - La parole est au camarade Wolf. Que le camarade Sutra, dernier orateur inscrit, se prépare.

Marc Wolf

Mers chers camarades, je comprends que notre Parti ait renvoyé l'allocution du représentant du petit courant F. au dernier moment, devant un auditoire devenu presque confidentiel et il y a peut-être quelque vanité de notre part à penser que ce que nous avons à dire est suffisamment important pour occuper encore la tribune à cette heure ci et risquer de lasser votre impatience.
Nous pensons pourtant que l'enjeu de ce projet Socialiste est significatif, car nous sommes ce deux qui, respectueux de la loi du Parti, pensons qu'une fois qu'il sera adopté, il s'imposera à tous ses membres, à tous nos camarades.
Sa fonction est bien de définir l'identité du Parti Socialiste en complément sans

doute des textes qui y ont contribué sur l'union de la Gauche, sur notre programme, sur l'autogestion et dans d'autres sujets.
Une des questions sur lesquelles le projet entend définir l'identité des Socialistes est la suivante, et c'est à ce sujet que je veux intervenir : y a t-il sur le principe de la croissance, plutôt sur le rythme de la croissance, une vérité Socialiste, une vérité qui, adoptée par notre Congrès, et tranchée par ses votes, s'imposerait ensuite à chacun de nos camarades, ne leur laissant le choix que de se soumettre ou de se démettre ?
S'il s'agit du contenu de cette croissance, assurément il y a une vérité Socialiste. Assurément, notre identité se définit dans un certain nombre d'engagements que nous trouvons dans ce texte.
Oui, le plein emploi, la relève ont du niveau de la vie de les défavorisés, l'indépendance économique, la démocratisation des choix économiques et quelques autres engagements qui figurent dans ce projet et auxquels nous souscrivons.
C'est ce que traduit l'expression fort riche de "croissance sociale", sociale forte à laquelle nous souscrivons.
C'est ce que traduit la consommation la croissance douce giscardienne qui n'est pas l'alliage idéologique capitalisme en crise à développer aujourd'hui l'activité de notre pays.
Par contre, il s'agit, comme on le voit dans quelques phrases de ce projet, de définir à priori un taux de croissance de la condition bien matérielle, qui reviendrait désormais la loi et le projet collectif s'imposant à tout le Parti Socialiste, nous avons le sentiment qu'il y a risque d'un certain glissement ce dogmatisme qui a parfois frappé certains ouvrier et qui conduisit, il y a vingt ou trente ans, à définir une vérité du mouvement ouvrier en matière de biologie ou artistique.
Disons que je crois fortement à la production matérielle la Gauche était, avec un gouvernement à direction Socialiste, demain au pouvoir, ils auraient à se prononcer, après une large consultation sur le développement économique de leur pays si, par avance, nous leur disons : vous pouvez discuter, mais pour nous, Socialistes, le taux de croissance est déjà décidé ?
Sauf à transformer ces consultations, à transformer la planification démocratique en plébiscite comme on le fait dans certains pays dont le projet Socialiste dit précisément qu'ils ne sont pas Socialistes !
De même il y a une contradiction entre le fait de dire que les Français se prononceront y compris par référendum sur le choix nucléaire et de dire que le choix, s'ils gouvernent le pays, ce sera celui-là et pas un autre, engageant les responsabilités d'un gouvernement Socialiste dans ce débat.
Au-delà de cette contradiction de fond, il y a une erreur politique, erreur qui contribuerait, si nous ne la corrigions pas, à minorer délibérément notre Parti sans aucune justification politique réelle.
Enfin, si pour nous ce texte tel qu'il est, des camarades, et nous en avons d'excellents, qui seraient pour l'union de la Gauche, qui seraient pour la planification comme régulateur de l'économie, qui seraient pour de larges

Fondation Jean-Jaurès

nationalisations, qui seraient pour l'indépendance économique, pour l'autogestion, qui seraient pour autant d'autres choses qui figurent dans le Parti, mais qui ne seraient pas pour une forte croissance de la production matérielle, ne seraient plus de bons Socialistes et n'auraient plus qu'à se soumettre ou à se démettre.
C'est dans cet esprit que notre fédération du Nord a adopté un amendement au chapitre 1er de la 3ème partie Je veux espérer que cette nuit et demain la Commission des résolutions acceptera de le prendre en compte, que nous saurons oublier les crispations de courant de pensée qui, je le regrette, ont, cet après-midi, trop envahi cette tribune, admettre que de bonnes idées peuvent venir de tous les camarades du Parti quelque soit le vote émis lors d'un Congrès de Metz.
Mes camarades, le projet Socialiste est une affaire trop sérieuse pour que nous nous perdions dans de mauvaises polémiques. (Applaudissements)

Le président - La parole est au camarade Sutra.

Georges Sutra

"Eh bien", mes chers camarades, j'ai le plaisir de vous dire que votre patience arriva à son terme, dans la mesure où l'agriculture, si elle n'a pas trop occupé le micro, a l'honneur d'avoir la dernière place.
Je vais donc conclure provisoirement ce débat et je dois dira au nom de ma fédération, au nom de plusieurs fédérations qui ont voté les amendements présentés par la Commission nationale agricole, que le Parti, dans ses structures, n'a pas suffisamment en compte, popularisé, diffusé nos positions, nos propositions en matière agricole.
Je dis bien le Parti dans sa structure et dans ses instances démocratiquement désignées, parce que notre groupe parlementaire est beaucoup plus rural, nous sommes le premier parti de France pour les Conseils généraux, nous sommes un parti rural dans ses élus, et nos candidats à tous les niveaux, et je pense à François Mitterrand aux élections présidentielles, ont toujours eu une excellente image en milieu rural, mais nos instances statutaires n'avaient pas encore suffisamment pris en compte les problèmes agricoles.
19ème siècle, mouvement ouvrier, et nous sommes fiers d'être un parti ouvrier, cela voulait dira le rejet du président qui était un propriétaire, un capitaliste et qui n'avait pas droit de faire partie de ce que nous appelons aujourd'hui le front de classe.
Depuis, la pensée a évolué, Léon Blum a créé l'Office du Blé, Tanguy Prigent avec le statut du fermage nous ont ouvert la voie et je crois qu'on peut mettre ces critiques un peu au passé, parce que je dois dire ici que les travaux menés à l'occasion de ce projet Socialiste marquent un progrès certain.
Notre réflexion a progressé en cela qu'il n'y a pas seulement les paragraphes consacrés à l'agriculture, mais qu'à plusieurs reprises elle est présentée et traitée dans l'exposé général des problèmes. Pourquoi, dans ces conditions, l'amendement, les amendements de la Commission agricole ? Eh bien, parce

Fondation Jean-Jaurès

qu’il faut persévérer et aller plus loin dans ce sens, aller plus loin, parce que l’heure n’a jamais été mieux choisie.
Comme l’ont bien dit entre autres Jacques Attali et Véronique Neiertz, tout combat est d’abord idéologique. Oui le discours giscardien s’effondre dans le monde rural : grands et petits, restons unis que M. Debatisse était chargé de faire passer dans le monde rural s’effondre … Et là on peut ajouter que l’homme s’est effondré avec son discours, après l’équipée européenne et le retour sans gloire le jour où on lui a rendu le siège qu’on nous avait volé… Je ne crois pas que c’est lui qui continuera à tromper le paysannerie française.
La paysannerie française est abreuvée de désillusions, fatiguée de promesses non tenues. Elle sait aujourd’hui que nos critiques étaient justes et elle sait que le rejet total et brutal de l’Europe et la politique agricole communautaire que propose le Parti Communiste est une attitude suicidaire sans issue.
Nos propositions sont fortes et cohérentes, la Commission nationale agricole a travaillé sans relâche depuis l’adoption de notre programme "Changer la vie" en 1972. C’est un véritable arsenal de textes, de propositions, de propositions de lois qui existent sur le foncier, sur l’organisation des marchés, sur l’indépendance agroalimentaire de la France et de l’Europe, sans parler qu’il touche aux divers secteurs de production. Mais ces propositions ne sont pas popularisées notre journal "Terre et travail" a un tirage très faible, nous venons de décider d’en lancer un supplément bi-mensuel "La lettre de Terre et Travail", en somme une lettre verte du Parti Socialiste, mais c’est encore insuffisant et nous appelons tout le Parti, toutes les fédérations à se mobiliser pour populariser les idées du Parti Socialiste dans l’agriculture, dans cette agriculture qui est déçue par le pouvoir giscardien.
Nous demandons, et je demande ici, au nom du Bureau de la Commission nationale agricole, en plus des amendements que nous avons présenté au projet, un texte et une décision du Comité directeur National de notre Parti, une prise de position de notre Comité directeur qui soit tournée vers le monde rural, et ce texte devrait être popularisé dans une série de journées régionales agricoles du Parti Socialiste et clôturées par une grande journée nationale agricole du Parti Socialiste. (Applaudissements)
Mes chers camarades, c’est un terrain de luttes, un de plus, face à la Droite, c’est clair, et face aux positions démagogiques du Parti Communiste.
Je conclurai là-dessus, terminent ce débat ce soir, en m’adressant à la direction du Parti Communiste et en lui disant qu’elle veut nous faire abandonner le terrain des luttes pour s’y trouver seule, qu’elle veut noue faire abandonner le terrain de la Gauche pour s’y trouver seule. Et je dis qu’au moment du Congrès d’Epinay on disait qu’il y avait 60 000 cartes dans le Parti, aujourd’hui on dit qu’il y a près de 200.000 militants, à 90 ou 95% nous sommes des nouveaux et ce Parti depuis deux ans a tenu sous la mitraille sans broncher, je dis à la direction du Parti Communiste vous n’arriverez pas à nous faire quitter le terrain des luttes.
Tenez bon sur le terrain des luttes, nous sommes à notre pièce. (Applaudissements)

Le président - Camarades, je remercie tous les orateurs je vous remercie de la bonne tenue des débats, je vous remercie de votre.
Nous allons tout à l'heure suspendre provisoirement les travaux de la Convention, nous les reprendrons demain à 9 h. Mais à 21 h 30, nous aurons 5 forums auxquels tous les camarades doivent participer, ils sont extrêmement importants et permettront d'entrer plus en détail dans le projet Socialiste et d'examiner très en détail les différentes propositions qui ont été faites.
Merci. La séance de la Convention reprendra demain matin à 9 h.

Coll. Fondation Jean-Jaurès